



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 8 JUIN 1901.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi et jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

2333

PROVINCE DE QUEBEC.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN
CHANCELLERIE.

Québec, 4 juin 1901.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, d'appeler l'honorable Némèse Garneau, de la paroisse de Sainte-Foye, au Conseil Législatif de la province de Québec, pour représenter la division de Shawinigan, au lieu et place de l'honorable J. J. Ross, décédé.

L. G. DESJARDINS,

2423 Greffier de la Couronne en Chancellerie.

Nomination

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 31 mai dernier, 1901, de nommer M. Edouard Bérard, commissaire d'écoles pour la municipalité de Saint-George de Windsor, comté de Richmond, en remplacement de M. Pierre Kyrouac, qui a quitté la municipalité.

2459

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY 8th JUNE, 1901.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

2334

PROVINCE OF QUEBEC.

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN
CHANCERY.

Quebec, 4th June, 1901.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased, to call the honorable Némèse Garneau, of the parish of Sainte Foye, to the Legislative Council of the province of Quebec, to represent the division of Shawinigan, in the place and stead of honorable J. J. Ross deceased.

L. G. DESJARDINS,

2424 Clerk of the Crown in Chancery.

Appointment

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 31st of May, last, to appoint Mr. Edouard Bérard, school commissioner for the municipality of Saint George de Windsor, county of Richmond, to replace M. Pierre Kyrouac, who has left the municipality.

2460

Proclamations

MINTO.

[L.S.]

CANADA.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT :

PROCLAMATION.

E. L. NEWCOMBE, } ATTENDU qu'en vertu
Député du ministre de } des dispositions de
la Justice, Canada. } l'Acte de tempérance du
Canada et ses amendements, l'avis suivant a été
adressé au Secrétaire d'Etat pour le Canada, accom-
pagné de la pétition ci-jointe :—

" A l'honorable Secrétaire d'Etat du Canada,—

" Monsieur,—Nous, soussignés, électeurs du
comté de Richmond, dans la province de Québec,
vous prions de prendre connaissance que nous dé-
sirons présenter la pétition ci-dessous à Son Excel-
lence le Gouverneur général, savoir :

" " A Son Excellence le Gouverneur général du
Canada en conseil,—

" " La pétition des électeurs du comté de Rich-
mond, dans la province de Québec, ayant qualité
et capacité pour voter à l'élection d'un membre
de la Chambre des Communes, dans le dit
comté,—Expose respectueusement, que vos péti-
tionnaires désirent que le règlement passé par
le conseil du dit comté de Richmond, sous l'au-
torité et pour la mise en vigueur de l'Acte de
tempérance de 1864 dans le dit comté soit
abrogé.

" " Donc vos pétitionnaires prient humblement
qu'il plaise à Votre Excellence de déclarer, par
un arrêté en conseil en vertu de l'article quatre-
vingt-dix-sept de l'acte de Tempérance du
Canada, que le dit règlement sera abrogé et ne
sera plus en vigueur dans le dit comté.

" " Et vos pétitionnaires ne cesseront de prier,
etc.

" " Et que nous désirons que les votes de tous les
électeurs du dit comté soient pris pour et contre
l'abrogation du dit règlement."

Et attendu qu'il appert à la satisfaction du Gouverneur général en conseil que cet avis est revêtu des signatures authentiques d'un quart ou plus de tous les électeurs du dit comté de Richmond, dans la province de Québec ; qu'il est constaté que les signatures apposées à l'avis sont des signatures authentiques, au nombre de quatorze cent quatre-vingt-sept, et que les autres exigences de l'acte ont été observés ;

Et attendu qu'un arrêté du Gouverneur général en conseil a été passé, ordonnant que les votes de tous les électeurs du dit comté de Richmond soient enregistrés pour ou contre l'adoption de la dite pétition,—

SACHEZ maintenant, que, par les présentes et en vertu de l'autorité qui Nous est conférée par le dit acte et arrêté en conseil. Nous proclamons et déclarons que jeudi, le vingtième jour de juin prochain (1901), un poll sera tenu dans le dit comté de Richmond, pour y recevoir les votes des électeurs pour et contre la dite pétition. Que ces votes seront enregistrés au scrutin secret depuis neuf heures du matin jusqu'à cinq heures de l'après-midi de ce jour-là.

Que John Ewing, junior, écuyer, régistrateur du dit comté, a été nommé officier-rapporteur dans le but de recevoir ce jour-là, les votes des électeurs pour et contre la pétition, de compter ensuite les votes et puis de faire rapport du résultat au Gou-

Proclamations

MINTO.

[L. S.]

CANADA.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, KING, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come, or whom the same may in any wise concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

E. L. NEWCOMBE, } WHEREAS in pursu-
Deputy of the Minister } ance of the provi-
of Justice, Canada. } sions of the *Canada Tem-
perance Act* and amendments, the following notice
has been addressed to the Secretary of State for
Canada, embodying the petition therein set forth :
To the Honourable the Secretary of State of
Canada,—

SIR,—We, the undersigned, electors of the County of Richmond, in the Province of Quebec, request you to take notice that we propose presenting the following petition to His Excellency the Governor General, viz :

" To His Excellency the Governor General of
Canada in Council—

" The petition of the electors of the County of
Richmond, in the province of Quebec, qualified
and competent to vote at the election of a mem-
ber of the House of Commons, in the said county,
respectfully shows that your petitioners are desir-
ous that the by-law passed by the Council of the
said county of Richmond, under the authority
and for the enforcement of the *Temperance Act* of
1864 within the said county should be repealed.

" Wherefore, your petitioners humbly pray that
Your Excellency will be pleased, by an Order in
Council, under section ninety-seven of the *Canada
Temperance Act* to declare that the said by-law
shall be repealed and shall no longer be in force
in the said county.

" And your petitioners will ever pray, &c."

And that we desire that the votes of all the electors of the said county be taken for and against the repeal of the said by-law.

And whereas it appears by evidence to the satisfaction of the Governor General in Council that such notice has appended to it the genuine signatures of one-fourth or more of all the electors of the said County of Richmond, in the province of Quebec, the number of the signatures to the notice proved to be genuine being fourteen hundred and eighty-seven, and that the other requirements of the law have been observed ;

And whereas an Order of the Governor General in Council has been passed directing that the votes of all the electors of the said county of Richmond, be taken for and against the adoption of the said petition,—

Now KNOW YE, that We do hereby, and by virtue of the authority vested in Us by the said Act and Order in Council, proclaim and declare, that on Thursday, the twentieth day of June next (1901), a poll shall be held in the said County of Richmond, for taking the votes of the electors for and against the said petition. That such votes shall be taken between the hours of nine o'clock in the forenoon and five o'clock in the afternoon of that day and by ballot.

That John Ewing, junior, esquire, registrar of the said county, has been appointed the returning officer for the purpose of taking on that day the votes of the electors for and against the petition and of afterwards summing up the same and making

verneur-général en conseil. Que le dit officier-rapporteur est autorisé et requis de nommer un sous-officier-rapporteur à et pour chaque bureau de votation. Que l'officier-rapporteur nommera les différentes personnes qui devront se tenir aux différents bureaux de votation, et qui devront faire le décompte final des votes, au nom des personnes autorisées à favoriser ou à s'opposer respectivement à l'adoption de la pétition, au bureau d'enregistrement à Richmond, dans le dit comté, lundi, le dix-septième jour de juin prochain, à dix heures de l'avant-midi.

Que les votes des électeurs seront comptés, et le résultat de la votation annoncé par l'officier-rapporteur au dit bureau d'enregistrement, lundi, le vingt-quatrième jour de juin prochain.

Et Nous proclamons et déclarons de plus que dans le cas d'adoption de la pétition par les électeurs, le Gouverneur général en conseil pourra, en tout temps après l'expiration de trente jours depuis la date de l'adoption de la pétition, révoquer le dit règlement du comté de Richmond qui mettait l'Acte de tempérance de 1864 en vigueur dans le dit comté.

De ce qui précède Nos féaux sujets et tous ceux que les présentes peuvent concerner, sont par les présentes requis d'en prendre avis et d'agir en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN, Notre Très fidèle et Bien-aimé Cousin le Très-honorable Sir GILBERT JOHN ELLIOT, Comte de Minto et Vicomte Melgund de Melgund, comté de Forfar, dans la pairie du Royaume-Uni, Baron Minto de Minto, comté de Roxburgh, dans la pairie de la Grande-Bretagne, Baronnet de la Nouvelle-Ecosse, Chevalier Grand-croix de Notre Ordre Très-distingué de Saint-Michel et Saint-George, etc., etc., Gouverneur Général du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre CITE D'OTTAWA, ce VINGT-DEUXIEME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent un, et de Notre Règne la première.

Par ordre,

JOSEPH POPE,
Sous-Secrétaire d'Etat.

2341

Canada
Province of }
Quebec

[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le DEUXIEME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le DEUXIEME jour du mois de MAI mil neuf cent un, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et la plus grande commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et

a return of the result to the Governor General in Council. That the said returning officer is empowered and required to appoint a deputy returning officer at and for each polling place or station. That the returning officer will appoint persons to attend at the various polling stations and at the final summing up of votes on behalf of the persons interested in and promoting or opposing, respectively, the adoption of the petition, at the registrar's office at Richmond, in the said county, on Monday, the seventeenth day of June next, at ten o'clock in the forenoon.

That the votes of the electors will be summed up and the result of the polling declared by the Returning Officer at said Registry Office, on Monday, the twenty-fourth day of June next.

And We do further proclaim that in the event of the petition being adopted by the electors, the Governor General in Council may, at any time after the expiration of thirty days from the day on which the same was adopted, revoke the said by-law of the County of Richmond, bringing the Temperance Act of 1864 into force in the said County.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Canada to be hereunto affixed. WITNESS, Our Right Trusty and Right Well-beloved Cousin the Right Honourable Sir GILBERT JOHN ELLIOT, Earl of Minto and Viscount Melgund of Melgund, County of Forfar, in the Peerage of the United Kingdom, Baron Minto of Minto, County of Roxburgh, in the Peerage of Great Britain, Baronet of Nova Scotia, Knight Grand Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, etc., etc., Governor General of Canada.

At Our Government House, in Our City of OTTAWA, this TWENTY-SECOND day of MAY, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and one, and in the first year of Our Reign.

By Command,

JOSEPH POPE,
Under-Secretary of State.

2342

Canada,
Province of }
Quebec.

[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, King Defender of the Faith, &c., &c. To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the SECOND day of the month of MAY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and one, you and each of you—GREETING.

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the SECOND day of the month of MAY, one thousand nine hundred and one, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear;

Now KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at

chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, MARDI, le ONZIEME jour du mois de JUIN prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTE, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce SEIZIEME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,
L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

1853

Avis du Gouvernement

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand sceau de la province de Québec, en date du 26e jour de mai 1901, incorporant Paul Tourigny, M. P. P., négociant; Paul Lavigne, agent commercial; Achille Gagnon, manufacturier de cuirs; Joseph Nathaniel Poirier, notaire, et Arthur Albert Tourigny, comptable, tous de la ville de Victoriaville, pour les fins suivantes, savoir: manufacturer et vendre des chaussures; acheter des peaux, tanner et manufacturer toutes sortes de cuirs; enfin, faire le commerce de manufacturiers de chaussures et de cuirs en général; acheter et louer tout immeuble, y ériger toutes bâtisses et pouvoir moteur, les aliéner et hypothéquer; faire toutes transactions quelconques pour les fins de ses opérations, sous le nom de "The Arthabaska Shoe Company", avec un fonds social de vingt-cinq mille piastres (\$25,000.00), divisé en deux cent cinquante actions (250) de cent piastres (\$100) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt-septième jour de mai 1901.

2405 ADELARD TURGEON,
Secrétaire provincial par intérim.

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de "la loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du 1er juin 1901, incorporant J. Bruce Payne, manufacturier de cigares; N. A. Meyer, manufacturier; John Lincoln, agent; Frederick W. West, marchand, et George Legge, imprimeur, tous du village de Granby, dans le comté de Shefford, dans les buts suivants, savoir:

De prendre possession du matériel d'imprimerie et tout ce qui s'y rapporte, maintenant en la possession de N. A. Meyer et Geo. Legge; de publier un journal dans le village de Granby et dans le voisinage si il est à propos; de faire en général les affaires d'impression à l'entreprise et tout ouvrage fait ordinairement dans une imprimerie; de procurer aux actionnaires un placement profitable, sous le nom de "The Granby Printing

the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on TUESDAY, the ELEVENTH day of the month of JUNE next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTE, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this SIXTEENTH day of APRIL, in the year of Our Lord, thousand nine hundred and one, and in the first year of Our Reign.

By command,
L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

1854

Government Notice

Public notice is hereby given that, under "The Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the 26th day of May, 1901, incorporating Paul Tourigny, M. P. P., merchant; Paul Lavigne, commercial agent, Achille Gagnon, manufacturer of leathers; Joseph Nathaniel Poirier, notary, and Arthur Albert Tourigny, accountant, all of the town of Victoriaville, for the following purposes, namely, to manufacture and sell boots and shoes; to buy raw hides; to tan and manufacture all kinds of leathers; finally, carry the trade of manufactures of boots and shoes and leathers generally; to buy and lease all immovable property; to erect all buildings and motive power thereon; to dispose of and hypothecate the same; to make all transactions whatever for the purpose of their operations, by the name of "The Arthabaska Shoe Company", with a total capital stock of twenty five thousand dollars (\$25,000.00), divided into two hundred and fifty shares (250) of one hundred dollars (\$100) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twenty-seventh day of May, 1901.

2406 ADELARD TURGEON,
Interim provincial secretary.

Public notice is hereby given that, under "the Joint Stock Companies Incorporation Act," letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the 1st June, 1901, incorporating J. Bruce Payne, cigar manufacturer; N. A. Meyer, manufacturer; John Lincoln, agent; Frederick W. West, merchant, and George Legge, printer, all of the village of Granby, in the county of Shefford, for the following purposes, viz:

To take over the printing plant and all pertaining thereto, at present owned by Messrs N. A. Meyer and Geo. Legge; to publish a newspaper in the village of Granby and places in the vicinity if advisable; to do a general job printing business and all work usually done in the printing office; to afford shareholders a profitable investment, under the name of "The Granby Printing and Publishing Company," with a total capital stock of ten thou-

and Publishing Company", avec un fonds social de dix mille piastres (\$10,000), divisé en mille actions (1000) de dix piastres (\$10.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce 3e jour de juin 1901.

ADELARD TURGEON,

2435 Secrétaire de la province par intérim.

Avis public est par le présent donné qu'en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand sceau de la province de Québec, en date du 1er jour de juin 1901, incorporant Adolphe François Savaria, commerçant; William Raymond Lefebvre, commerçant; Joseph Hubert Lefebvre, registraire; Charles Albert Nutting, avocat; Henry Edgerton Allen, commerçant; Louis Jodoin, notaire public, et Ernest F. de Varennes, notaire public, tous de la dite ville de Waterloo, dans les buts suivants, savoir: de manufacturer toute sorte d'objets tricotés, d'acquérir par bail ou achat, tout immeuble et matériel et toutes machines nécessaires et en rapport à l'exploitation de telle industrie et d'être autorisés en général de faire toutes choses jugées nécessaires à l'effet des présentes sous le nom de "The Waterloo Knitting Mills Company", avec un fonds social de trente mille piastres (\$30,000), divisé en trois cents actions (300), de cent piastres (\$100) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce 3e jour de juin 1901.

ADELARD TURGEON,

2437 Secrétaire de la province par interim.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir:

Adj. 7102.

Joly.

Partie ouest du lot 1, du rang "A", à Robert G. Parnell.

Partie ouest du lot 2, du rang "A", à Robert G. Parnell.

Partie ouest du lot 3, du rang "A", à Robert G. Parnell.

Moins la partie des susdits lots patentée à la Cie du chemin de fer Montréal et Occidental.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 3 juin 1901.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir:

Adj. 7103.

Amherst.

La $\frac{1}{2}$ est des lots 13 et 14, du 5e rang, à Hypolite Thomas.

La $\frac{1}{2}$ ouest du lot 14, du 6e rang, à Hypolite Thomas.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 4 juin 1901.

and dollars (\$10,000), divided into one thousand shares (1000) of ten dollars (\$10.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec this 3rd day of June, 1901.

ADELARD TURGEON,

2435 Secretary of the province ad interim.

Public notice is hereby given that, under "The Joint Stock Companies Incorporation Act" letters patent have been issued under the great seal of the province of Quebec, bearing date the first of June, 1901, incorporating Adolphe François Savaria, trader; William Raymond Lefebvre, trader; Joseph Hubert Lefebvre, registrar; Charles Albert Nutting, advocate; Henry Edgerton Allen, trader; Louis Jodoin, notary public, and Ernest F. de Varennes, notary public, all of the said town of Waterloo, for the following purposes, viz: to manufacture all kinds of knitter goods, to acquire by lease or purchase such real estate and plant, and all machinery necessary and incidental to the carrying on of such industry and to be empowered generally to do all that may prove necessary to efficiently prosecute the same under the name of "The Waterloo Knitting Mills Company," with a total capital stock of thirty thousand dollars (\$30,000), divided into three hundred shares (300), of one hundred dollars (\$100) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this 3rd day of June, 1901.

ADELARD TURGEON,

2438 Secretary of the province ad interim.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz:

Adj. 7102.

Joly.

West part of lot 1, in range "A", to Robert G. Parnell.

West part of lot 2, in range "A", to Robert G. Parnell.

West part of lot 3, in range "A", to Robert G. Parnell.

Less the portion of the above lots which is patented to the Montreal and Occidental Railway Co.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 3rd June, 1901.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands Forests and Fisheries

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz:

Adj. 7103.

Amherst.

East $\frac{1}{2}$ of lots 13 and 14, in 5th range, to Hypolite Thomas.

West $\frac{1}{2}$ of lot 14, in 6th range, to Hypolite Thomas.

E. E. TACHÉ,
Assistant-Commissioner

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 4th June, 1901.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les ventes, concessions, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 7105.

Whitton.

Lot 2, du 1er rang O. B., à Roderick Murray.

Lot 3, du 1er rang O. B., à John Murray.

E. E. TACHE,

Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.

Québec, 6 juin 1901.

2415

No 2375 96.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Délimitation de municipalité scolaire.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Pierre de Verone, comté de Missisquoi, le No 350, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sébastien, comté d'Iberville, et l'annexer à la municipalité scolaire de Saint-Sébastien d'Iberville.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet 1902. 2421

No 959.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Délimitations de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité de Saint-Elzéar, comté de Beauce, les lots suivants du cadastre de la paroisse de Saint-Elzéar, savoir : Nos 372 A, 373, 374, 375, 376 et 377, et les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de Saint-Séverin, dans le même comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet 1902. 2419

No 565.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 31 mai dernier, 1901, de détacher de la municipalité scolaire de "La Présentation de la Sainte Vierge", comté de Jacques Cartier, les lots suivants du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent, savoir : Nos 505, 507, 509 à 515, inclusivement, et 550 à 559, inclusivement, et les annexer de nouveau à la municipalité scolaire de la "Côte de Notre-Dame de Liesse", dans le même comté, pour les fins scolaires.

Cette annexion ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1901. 2461

No 32.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 31 mai dernier 1901, de détacher de la municipalité de Saint-Justin, comté de Maskinongé, les lots suivants du cadastre, savoir : Nos 206, 207, 208 et 209, et de les annexer, pour les fins scolaires, à la

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 7105.

Whitton.

Lot 2, in 1st range O. B., to Roderick Murray.

Lot 3, in 1st range O. B., to John Murray.

E. E. TACHE,

Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
Forest and Fisheries.

Québec, 6th June, 1901.

2416

No. 2375-96.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Boundaries of school municipality.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Pierre de Verone, county of Missisquoi, lots No. 350, of the official cadastre of the parish of Saint Sébastien, county of Iberville, and to annex it to the school municipality of Saint Sébastien d'Iberville.

This annexation, if it is authorized, will come into effect only on the first of July, 1902. 2422

No. 959.01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Boundaries of school municipalities.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Elzéar, county of Beauce, the following lots of the cadastre of the parish of Saint Elzéar, namely : Nos. 372 A, 373, 374, 375, 376 and 377, and to annex them, for school purposes, to the municipality of St Severin, in the same county.

This annexation, if it is authorized will come into effect only on the 1st July, 1902. 2420

No 565.01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Fixing boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 31st of May last, to detach from the school municipality of "La Présentation de la Sainte Vierge", county of Jacques-Cartier, the following cadastral lots of the parish of Saint-Laurent, to wit : Nos. 505, 507, 509 to 515, inclusively, and 550 to 559, inclusively, and to annex them, for school purposes, to the municipality of "La Côte de Notre-Dame de Liesse," in the same county.

Such annexation shall take effect only on the 1st of July next, 1901. 2462

No. 32.01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Fixing boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 31st of May last, to detach from the school municipality of Saint Justin, county of Maskinongé, the following cadastral lots, to wit : Nos. 206, 207, 208 and 209, and to annex them, for school pur-

municipalité de "Maskinongé", dans le même comté.

Cette annexion ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1901. 2463

No 166.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 31 mai dernier 1901, de détacher de la municipalité de Notre-Dame de Saint-Hyacinthe, comté de Saint-Hyacinthe, les lots suivants du cadastre de la paroisse de Notre-Dame de Saint-Hyacinthe, savoir : depuis et y compris le No 93 jusqu'au No 105, inclusivement, et de les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité du village de La Providence, dans le même comté.

Cette annexion ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1901. 2465

PROVINCE DE QUEBEC.

Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre sont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1237 des Statuts Refondus de Québec, savoir : Adj. 7104.

Addington.

Lot 41, du 3e rang, à Samuel Elliott.

E. E. TACHE,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 6 juin 1901. 2415

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 1er juin 1901.

Présent : — Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Il est ordonné que les règlements suivants relatifs aux bois et forêts soient adoptés, et que tout ordre en conseil contraire aux dits règlements soit annulé.

GUSTAVE GRENIER,
Greffier Conseil Exécutif.

RÈGLEMENTS DES BOIS ET FORÊTS.

LICENCES DE COUPE.

1° La licence de coupe de bois est sujette à une rente foncière annuelle de trois piastres par mille ou fraction de mille carré, et à une taxe de feu dont le montant est fixé de temps à autre par le Commissaire. Elle dure douze mois, du premier mai au 30 avril, et, après son émission, aucune réclamation n'est admise pour le remboursement de rente foncière ou de taxe de feu à raison de surcharge dans le calcul de superficie de la limite.

2° Toute licence expire le trente avril suivant son émission ; mais le licencié qui s'est conformé aux règlements existants a, jusqu'au premier septembre suivant, droit au renouvellement de sa licence. Pour toute infraction à la loi ou aux règlements, il perd ce droit. Mais le Commissaire peut permettre le renouvellement, sur le paiement de la rente foncière et de toute autre pénalité qu'il lui plaira d'imposer.

3° En cas de destruction partielle ou totale de la valeur d'une limite, soit par incendie, par l'extension de la colonisation, ou pour d'autres causes, le

poses, to the municipality of "Maskinongé", in the same county.

This annexation will take effect only on the 1st of July next 1901. 2464

No. 166.01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Fixing boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 31st of May last, to detach from the municipality of Notre Dame de Saint Hyacinthe, county of Saint Hyacinthe, the following cadastral lots of the parish of Notre Dame de Saint Hyacinthe, to wit : from and comprising the No. 93 to No. 105, inclusively, and to annex them, for school purposes, to the municipality of the village of La Providence, in the same county.

This annexation will come into effect only on the first of July next, 1901. 2466

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz : Adj. 7104.

Addington.

Lot 41, in the 3rd range, to Samuel Elliott.

E. E. TACHE,
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.
Quebec, 6th June, 1901. 2416

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 1st June, 1901.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

It is ordered that the following regulations relating to woods and forests be adopted, and that any order in council contrary to the said regulations be annulled.

GUSTAVE GRENIER,
Clerk Executive Council.

REGULATIONS CONCERNING WOODS AND FORESTS.

LICENSES TO CUT TIMBER.

1. All licenses to cut timber are subject to an annual ground rent of three dollars per square mile or fraction thereof ; also, to an annual fire-tax, the amount of which is fixed from time to time by the Commissioner. These licenses run from the 1st May to the 30th April following, and no claim for over charge of ground rent and fire-tax in the extent of the limits can be entertained after the licenses have issued.

2. All licenses expire on the 30th April after being issued, but the licensee who conforms to the existing regulations has, until the 1st September following, the right of renewal of same. Any infraction of the law or regulations forfeits the said right, but the Commissioner may consent to the renewal of the license, on payment of the ground rent, and such penalties as he may see fit to impose.

3. In the event of the partial or total destruction of a limit by reason of fire, by the process of colonization, or from other causes, the Commissioner

Commissaire a le pouvoir discrétionnaire d'en annuler la licence, en tout ou en partie.

TRANSFERTS DE LIMITES.

4° Le transfert de limites à bois ou de parts divisées ou indivisées de limites à bois se fait par écrit, sujet à l'acceptation du Commissaire et au paiement d'une prime de quatre piastres par mille ou fraction de mille carré. Le transfert accepté date du paiement de la prime. Les détenteurs de limites doivent informer le Commissaire de tout transfert, dès qu'il est effectué. Le transfert ne peut être accepté si le licencié transférant est endetté envers la Couronne.

5° Le licencié peut, sans payer de prime, transférer conditionnellement sa limite en garantie de rem boursement d'avances, mais il doit, au préalable, payer tous arriérés par lui dus à la Couronne. Le transfert conditionnel doit être écrit, mentionner le montant garanti et être noté sur la licence par le Commissaire ou par son ordre. Si le créancier prouve à la satisfaction du Commissaire que l'obligation garantie n'est pas remplie, le transfert devient parfait, sur le paiement de la prime, et la licence peut être émise en son nom, après un avis préalable de quinze jours au porteur de la licence.

6° Les agents des Bois de la Couronne doivent tenir registre des licences émises dans leur agence et des transferts de limites. Le public a libre accès à ce registre et aux plans indiquant les terrains sous licence ou vacants dans chaque agence.

DEVOIRS DES LICENCIÉS ET RESTRICTIONS A LEURS DROITS.

7° Le licencié ou son représentant doit produire, suivant les formules fournies par le département, avant le trente juin de chaque année, ou avant le flottage, s'il s'agit d'une limite arrosée par des cours d'eau tombant dans le golfe Saint-Laurent ou dans la mer ou traversant des provinces ou des états voisins :

(a) Un état assermenté de tout le bois fait pour son compte durant la saison précédente, sur ses limites ou sur des lots sous billet de location, patentes ou autrement ;

(b) Des états assermentés par ses entrepreneurs, contre-maîtres ou autres employés en charge de chantiers, donnant la quantité, la description et la provenance de tous les bois par eux coupés pour son compte durant la saison précédente, sous leur direction ou à leur connaissance ;

(c) Des devis de mesurage de ces bois, assermentés par des mesureurs qualifiés et acceptés par le Commissaire, (et, pour le bois qui doit être mesuré par le surintendant des mesureurs de bois ou ses assistants, un extrait certifié des mesurages officiels mentionnant le nombre de pieds cubes contenus dans ce bois) ;

(d) Son propre affidavit ou celui de son représentant corroborant les déclarations assermentées de ses employés ;

(e) Un état assermenté de ses limites non exploitées durant la saison terminée.

Pour permettre au licencié de remplir fidèlement les obligations susdites, les contre-maîtres ou personnes en charge de chaque chantier pourront être obligés de tenir un livre dans lequel sera entré un état détaillé et exact du nombre de pièces de bois carré, bois d'estacade ou de dimension, billots de sciages ou autres bois, coupés et enlevés chaque jour, durant la saison des opérations forestières ; et ce livre devra être assermenté à la fin de telle saison.

8° Les mesureurs de bois doivent mesurer tout le bois coupé et utilisable, faire rapport détaillé de chaque mesurage et mettre à part les morceaux défectueux dont ils réduisent la contenance, pour examen spécial par le garde forestier. Tout licen-

holds the discretionary power of annulling the license in whole or in part.

TRANSFERS OF LIMITS.

4. Transfers of limits, of portions thereof, divided or undivided must be made in writing, and are subject to acceptance by the Commissioner, and to the payment of a transfer bonus of four dollars per square mile or fraction thereof. An accepted transfer dates from the date of payment of said bonus. Licentiates must in all cases inform the Department when any such transfers are effected. No transfer of a limit can be accepted if the licentiate transferring such limit, is indebted to the Crown.

5. A licentiate may, without paying any bonus, make a conditional transfer of his limit as guarantee of the repayment of advances, but before doing so must settle in full for all arrears due to the Crown. Such conditional transfer must be made in writing, stating the amount the pledge is for, and must be noted on the license by the Commissioner or duly authorized person. In the event of the pledgee showing to the satisfaction of the Commissioner that the obligations mentioned in pledge have not been fulfilled, the transfer, after fifteen days notice given to the license-holder, and on payment of the bonus, becomes complete and the license may be issued in the name of the pledgee.

6. Crown timber agents throughout the Province are bound to keep a register of all licenses issued for their agency also of all transfers of same. The public has free access to said book as well as to the plans showing lands under license or vacant in each agency.

DUTIES OF LICENTIATES AND LIMITATION OF THEIR RIGHTS.

7. The licentiate or his representative must furnish on blank forms supplied by the Department, before the 30th June in each year, or before the drive, in the case of limits whose water flow into the Gulf of Saint Lawrence, into the Ocean, or which traverse other provinces or adjoining states :

(a) A sworn statement of all timber cut for and on his account during the immediately preceding logging season on his limits, on sold or patented lots or otherwise ;

(b) Sworn statements by his contractors, foremen or other employees in charge of operations, giving the quantity, the description and the origin of all timber cut by them for the Licentiate's account during the immediately preceding season under their direction or to their knowledge ;

(c) Specifications sworn to of said timber, by duly qualified cullers, accepted by the Commissioner, (and, as regards timber measured under direction of the Supervisor of Cullers, a certified summary of the official measurements giving the number of cubic feet contained in any raft, parcel or lot of timber) ;

(d) An affidavit by the Licentiate or his representative corroborating the sworn statements of his employees ;

(e) A sworn statement of his limits not worked during the immediately preceding season.

In order to the fulfilling faithfully of the conditions above cited by the Licentiate, the foremen or persons in charge of each operation, may be required to keep a book in which shall be entered a detailed statement and exact record of the number of pieces of square, waney, flat, dimension or boom timber, saw-logs or other timber, cut and hauled each day during the logging season, and this book must be duly sworn to at the end of the season.

8. Cullers must measure all the timber cut, which is of service for any purpose, make detailed reports of each measurement, setting apart any defective pieces which have in consequence been reduced in contents, for special examination by the bush-

cié doit rendre compte dans ses rapports du bois qu'il n'enlève pas, et ce bois est sujet aux droits.

9° Les gardes forestiers et autres officiers chargés par le Commissaire de surveiller la coupe du bois sur les Terres de la Couronne ont droit de la part des opérateurs à tout ce qui peut faciliter l'exécution de leurs devoirs. Ils peuvent examiner les livres et documents relatifs aux opérations forestières, régler la manière dont les billots devront être placés pour permettre un mesurage satisfaisant, compter et mesurer librement tout le bois coupé, et faire en général observer les règlements.

10° Pour les bois carrés destinés à l'exportation, le licencié devra produire un état indiquant les quantités établies par le devis de mesurage effectué par le Surintendant des mesureurs de bois à Québec, ou ses députés, ou par tout autre mesurage dûment fait et accepté; mais, lorsque tel mesurage ne pourra être obtenu, chaque morceau de pin blanc sera considéré comme contenant soixante pieds cubes et chaque morceau de pin rouge ou autre bois comme contenant trente pieds cubes.

11° Avant d'expédier d'une agence le bois qui y a été coupé, le propriétaire de ce bois ou son représentant doit en faire rapport à l'agent des bois de cette division, et, s'il en est requis, déclarer sous serment la quantité de chaque espèce de bois à expédier, sa destination, le mode de transport et le nom du consignataire. Pour soustraire au paiement des droits la partie de ce bois provenant de propriétés particulières, il doit produire en sus un affidavit mentionnant les lots sur lesquels ce bois a été coupé et la quantité coupée sur chaque lot. Il reçoit alors de l'agent un acquit mentionnant la quantité de bois expédié, ce qui est exempt de droits et les droits dus sur le reste. A l'arrivée de ce bois à destination, il doit en être fait rapport à l'officier chargé de la perception des droits, et tout bois mentionné dans l'acquit et dont la provenance n'est pas suffisamment expliquée est considéré comme coupé sur les terres de la Couronne et sujet aux droits.

12° Il n'est pas permis aux licenciés de couper sur les terres de la Couronne, le pin de moins de 12 pouces, l'épinette de moins de 11 pouces, ni les autres arbres de moins de 9 pouces de diamètre à la souche. Mais il leur est permis de couper, à un diamètre de 7 pouces à la souche, l'épinette noire, le sapin, le tremble, la pruche, et autres menus bois destinés à la fabrication de la pâte à papier.

13° Il est défendu aux licenciés de couper du bois de cèdre, pour en faire des bardeaux ailleurs que dans la Puissance du Canada.

MESURAGE.

14° Tous les bois destinés au sciage seront mesurés, par des mesureurs dûment qualifiés, de la manière indiquée dans les formules fournies par le Département des terres, forêts et pêcheries, en pieds de superficie d'un pouce d'épaisseur, d'après la table suivante, le Commissaire conservant le droit de faire constater aux moulins le contenu réel des bois qui y auront été sciés et tous autres faits relatifs aux bois coupés sur les terres de la Couronne. Le diamètre des bois de dix-huit pieds et moins de longueur se prend au petit bout. Pour les bois de plus de dix huit pieds, le diamètre à prendre est la moitié de la somme des diamètres des deux bouts. A défaut de ce mesurage spécial pour le grand bois, il sera sujet à un droit de un centin par pied linéaire, pour l'épine te, la pruche, le sapin, le cyprès, le cèdre, le bouleau et le tremble, et de deux centins par pied linéaire pour les autres bois.

ranger. Licentiates must in all cases report any timber cut and not hauled, which timber is nevertheless subject to Crown dues.

9. Bush-rangers and other officers authorized to supervise lumbering operations must be facilitated, in the exercise of their duties, to the fullest possible extent by the Licentiates and their employees: they shall have access to all books and documents relating to lumbering operations, shall regulate the manner in which the timber is placed with a view to obtaining satisfactory measurements, count and measure, without hindrance, all timber cut, and in a general manner cause the regulations to be observed.

10. As regards square and waney timber made for exportation the licentiate must produce a specification or statement from the supervisor of cullers at Quebec, or his deputies, or by other accepted method of measurement, establishing the quantities accurately: in the event of such satisfactory measurement not being obtainable, each piece of white pine will be computed as containing 60 cubic feet, and each piece of red pine or other timber as containing 30 cubic feet.

11. Before the removal from the agency of any wood which has been cut therein, the owner of said wood or his representative, must report to the local crown timber agent, and if required, must declare under oath the quantity of each description of timber intended for transport, its destination, the means of transport, and the name of the consignee. In order to exempt from crown dues the timber procured from private lands, an affidavit must be produced, setting forth from what township, range and lots said timber has been taken and the quantity taken from each lot, upon which the agent will then furnish him with a clearance stating the quantity of timber shipped, the quantity exempt from dues and the amount of crown dues exigible on the balance. On arrival of the timber at its destination, the owner must report same to the officer deputed to collect crown dues and any timber mentioned in said clearance, if not satisfactorily accounted for, shall be held to be cut on Crown lands and subject to the payment of Crown dues.

12. Licentiates are forbidden to cut on Crown lands, pine trees measuring less than 12 ins. in diameter, spruce trees measuring less than 11 ins. in diameter and trees of other descriptions measuring less than 9 ins. diameter, at the stump; but they are permitted to cut black spruce, balsam, poplar, hemlock and other small timber intended for the manufacture of paper pulp at a diameter of 7 inches at the stump.

13. Licentiates are forbidden to cut cedar, for manufacture of shingles outside of the Dominion of Canada.

MEASUREMENT.

14. All timber of various descriptions intended for sawing shall be measured as indicated in forms supplied by the Department of Lands, Forests and Fisheries, by duly qualified Cullers and shall be reduced to the basis of inch board measure as per the following province of Quebec Table; the Commissioner reserves the right to establish by measurement at the various mills the actual board measure contents of the timber, as well as any other facts relating to timber cut on Crown Lands. Logs eighteen feet long and less shall be measured at the small end, the diameter of same being taken. Logs over eighteen feet in length shall be measured as follows viz:—by adding the diameter of the butt and top together and dividing the product by two, which shall be considered to be the mean diameter. Should this measurement be unobtainable then said timber will be charged at the rate of one cent p. lineal foot for spruce, hemlock, balsam, cypress, cedar, silver birch and poplar, and two cents p. lineal foot for all other descriptions of timber.

PROVINCE DE QUÉBEC.

TABLEAU DU CONTENU, EN PIEDS, MESURE DE PLANCHE, DES BILLOTS DE
SCIAGE, BOIS D'ESTACADE ET DE DIMENSION

LONGUEUR EN PIEDS.

PROVINCE OF QUEBEC.

TABLE OF CONTENTS OF SAW LOGS, BOOM AND DIMENSION TIMBER IN
FEET BOARD MEASURE.

LENGTH IN FEET.

Diamètres en pouces. Diametre in inches.		10 pieds—10 feet.		11 pieds—11 feet.		12 pieds—12 feet.		13 pieds—13 feet.		14 pieds—14 feet.		15 pieds—15 feet.		16 pieds—16 feet.		17 pieds—17 feet.		18 pieds—18 feet.		19 pieds—19 feet.		20 pieds—20 feet.		21 pieds—21 feet.		22 pieds—22 feet.		23 pieds—23 feet.		24 pieds—24 feet.		25 pieds—25 feet.		26 pieds—26 feet.		27 pieds—27 feet.		28 pieds—28 feet.		29 pieds—29 feet.		30 pieds—30 feet.		31 pieds—31 feet.		32 pieds—32 feet.		33 pieds—33 feet.		34 pieds—34 feet.		35 pieds—35 feet.		36 pieds—36 feet.		37 pieds—37 feet.		38 pieds—38 feet.		39 pieds—39 feet.		40 pieds—40 feet.		Diamètres en pouces. Diametre in inches.																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																					
4	6	7	8	9	10	11	12																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																														

22	217	238	260	282	303	325	347	368	390	412	433	455	477	498	520	542	563	585	607	628	650	672	693	715	737	758	780	802	823	845	867	22
23	240	264	288	312	336	360	384	408	432	456	480	504	528	552	576	600	624	648	672	696	720	744	768	792	816	840	864	888	912	936	960	23
24	262	289	315	341	367	394	420	446	472	499	525	551	577	604	630	656	682	709	735	761	787	814	840	866	892	919	945	971	997	1024	1050	24
25	283	312	340	368	397	425	453	482	510	538	567	595	623	652	680	708	737	765	793	822	850	878	907	935	963	992	1020	1048	1077	1105	1133	25
26	317	348	380	412	443	475	507	538	570	602	633	665	697	728	760	792	823	855	887	918	950	982	1013	1045	1077	1108	1140	1172	1203	1235	1267	26
27	333	367	400	433	467	500	533	567	600	633	667	700	733	767	800	833	867	900	933	967	1000	1033	1067	1100	1133	1167	1200	1233	1267	1300	1333	27
28	362	399	435	471	507	544	580	616	652	689	725	761	797	834	870	906	942	979	1015	1051	1087	1124	1160	1196	1232	1269	1305	1341	1377	1414	1450	28
29	392	431	470	509	548	587	627	666	705	744	783	822	862	901	940	979	1018	1057	1097	1136	1175	1214	1253	1292	1332	1371	1410	1449	1488	1527	1567	29
30	421	463	505	547	589	631	673	715	757	800	842	884	926	968	1010	1052	1094	1136	1178	1220	1262	1305	1347	1389	1431	1473	1515	1557	1599	1641	1683	30
31	450	495	540	585	630	675	720	765	810	855	900	945	990	1035	1080	1125	1170	1215	1260	1305	1350	1395	1440	1485	1530	1575	1620	1665	1710	1755	1800	31
32	475	522	570	617	665	712	760	807	855	902	950	997	1045	1092	1140	1187	1235	1282	1330	1377	1425	1472	1520	1567	1615	1662	1710	1757	1805	1852	1900	32
33	525	577	630	682	735	787	840	892	945	997	1050	1102	1155	1207	1260	1312	1365	1417	1470	1522	1575	1627	1680	1732	1785	1837	1890	1942	1995	2047	2100	33
34	542	596	650	704	758	812	867	921	975	1029	1083	1137	1192	1246	1300	1354	1408	1462	1517	1571	1625	1679	1733	1787	1842	1896	1950	2004	2058	2112	2167	34
35	567	623	680	737	793	850	907	963	1020	1077	1133	1190	1247	1303	1360	1417	1473	1530	1587	1643	1700	1757	1813	1870	1927	1983	2040	2097	2153	2210	2267	35
36	592	651	710	769	828	887	947	1006	1065	1124	1183	1242	1302	1361	1420	1479	1538	1597	1657	1716	1775	1834	1893	1952	2012	2071	2130	2189	2248	2307	2367	36
37	617	678	740	802	863	925	987	1048	1110	1172	1233	1295	1357	1418	1480	1542	1603	1665	1727	1788	1850	1912	1973	2035	2097	2158	2220	2282	2343	2405	2467	37
38	655	715	780	845	910	975	1040	1105	1170	1235	1300	1365	1430	1495	1560	1625	1690	1755	1820	1885	1950	2015	2080	2145	2210	2275	2340	2405	2470	2535	2600	38
39	692	761	830	899	968	1037	1107	1176	1245	1314	1383	1452	1522	1591	1660	1729	1798	1867	1937	2006	2075	2144	2213	2282	2352	2421	2490	2559	2628	2697	2767	39
40	733	807	880	953	1027	1100	1173	1247	1320	1393	1467	1540	1613	1687	1760	1833	1907	1980	2053	2127	2200	2273	2347	2420	2493	2567	2640	2713	2787	2860	2933	40
41	758	834	910	986	1062	1137	1213	1289	1365	1441	1517	1592	1668	1744	1820	1896	1972	2047	2123	2199	2275	2351	2427	2502	2578	2654	2730	2806	2882	2957	3033	41
42	792	871	950	1029	1108	1187	1267	1346	1425	1504	1583	1662	1742	1821	1900	1979	2058	2137	2217	2296	2375	2454	2533	2612	2692	2771	2850	2929	3008	3087	3167	42
43	833	917	1000	1083	1177	1250	1333	1417	1500	1583	1667	1750	1833	1917	2000	2083	2167	2250	2333	2417	2500	2583	2667	2750	2833	2917	3000	3083	3167	3250	3333	43

TARIF DES DROITS DE COUPE

15° Tout bois coupé en vertu de licence est sujet aux droits comme suit :	
Bois carré, par pied cube :	
Chêne et noyer noir.....	4 cents
Autres bois.....	2 "
Billots d'estacade, bois de sciage et de dimension, par mille pieds, mesure de planche :	
Epinette, pruche, sapin, éyrès, cèdre, bouleau et tremble.....	65 "
Pin rouge.....	80 "
Pin blanc et autres bois.....	\$1.30 "
Bois de chauffage, par corde de 128 pieds cubes :	
Bois franc.....	20 "
Bois mou.....	10 "
Bois de pulpe par corde de 128 pieds cubes, avec réduction de 25 cents par corde sur bois fabriqué en pâte à papier dans la Puissance du Canada.....	65 "
Perches n'excédant pas douze pieds de longueur, par cent :	
Perches de cèdre.....	30 "
Perches d'autres bois.....	15 "
Piquets, par cent :	
Piquets de cèdre.....	15 "
Piquets d'autres bois.....	10 "
Bardeaux de cèdre ou de pin par mille :	
Bardeaux courts.....	10 "
Bardeaux longs.....	15 "
Poteaux de tout bois, pour fils électriques, par pied linéaire :	
Poteaux de dix pouces ou moins de diamètre à la base.....	1/4 "
Poteaux de plus de dix pouces de diamètre à la base.....	1/2 "
Dormants de chemin de fer de tout bois, chacun.....	2 "
Lattes de pruche, par corde de 128 pieds cubes.....	20 "
Ecorce de pruche, par corde de 128 pieds cubes.....	32 "
Genoux, courbes, varangues et autres pièces de bois qui entrent dans la construction des vaisseaux, et tout article de bois non mentionné dans la liste qui précède, <i>ad valorem</i> ..	10 p. c.

Pour les fins du présent tarif, la corde de 128 pieds cubes équivaut à 600 pieds, mesure de planche.

16° Le taux actuel de la rente foncière pour les licences de coupe de bois ne sera pas augmenté jusqu'au 1er septembre, 1910, et tous les porteurs de licences qui se sont conformés et se conformeront aux règlements concernant l'administration et la vente des bois sur les Terres de la Couronne auront jusqu'à cette date le privilège de renouveler leurs licences au même taux de rente foncière, et les droits maintenant imposés par les règlements sur tous les bois coupés en vertu de licence ne seront pas augmentés jusqu'à la même date du 1er septembre, 1910.

PERCEPTION DES DROITS

17° Les droits de coupe restant impayés le trente novembre qui suit les opérations forestières portent intérêt à dater de ce jour, sans préjudice du droit de la Couronne d'exiger en tout temps le paiement immédiat de ces droits.

18° Les droits de coupe exigibles sur les bois coupés en vertu de licence sur un territoire arrosé par des cours d'eau tombant dans le golfe Saint Laurent ou dans la mer, ou traversant des provinces ou des états voisins, devront être payés avant le flottage du bois. A défaut de tel paiement, les dits bois seront saisis et vendus comme ayant été coupés en contravention.

STUMPAGE TARIFF.

15. All wood goods cut in virtue of a license are subject to the following charges :

Square and waney timber per cubic foot :	
Oak and walnut.....	4 cents
Other descriptions.....	2 "
Saw-logs, boom and dimension timber per 1000 feet, B. M. of :	
Spruce, hemlock, balsam, cypress, cedar, w. birch and poplar.....	65 "
Red pine.....	80 "
White pine and other varieties.....	\$1 30 "
Cordwood (firewood), per cord of 128 cubic feet :	
Hardwood.....	20 "
Softwood.....	10 "
Pulp wood per cord of 128 cubic feet, with a reduction of 25 cents per cord on timber manufactured into paper pulp in the Dominion of Canada.....	65 "
Rails not exceeding 12 feet in length per 100 pieces :	
Cedar rails.....	30 "
Rails of other varieties of timber..	15 "
Pickets per 100 pieces :	
Cedar pickets.....	15 "
Pickets of other varieties of timber.	10 "
Cedar or pine shingles per mille :	
Short.....	10 "
Long.....	15 "
Poles of all kinds of timber for carrying electric wires, per lineal foot :	
Poles 10 ins. diameter or less at the butt.....	1/4 "
Over 10 ins. diameter at the butt..	1/2 "
Railway ties of all kinds of timber per piece.....	2 "
Hemlock lathwood, per cord of 128 cubic feet.....	20 "
Hemlock bark, per cord of 128 cubic feet.....	32 "
Futtocks, knees, floors of birch and other ship-building material, and all wood goods not enumerated in foregoing list, an <i>ad val rem</i> duty on the invoice.....	10 p. c.

The cord of 128 cubic feet is considered, for the purposes of this tariff, to be equal to 600 feet B.M.

16. The present rate of ground rent for licenses to cut timber shall not be increased until the first of September, 1901, and all license-holders who have conformed and shall conform to the regulations concerning the administration and sale of timber on Crown Lands shall have, up to that date, the privilege of renewing their licenses at the same rate of ground rent ; and the dues now exacted by the regulations on all timber cut in virtue of a license shall not be increased before the said date of first of September, 1910.

COLLECTION ON CROWN DUES

17. Any stumpage remaining due and unpaid on the 30th November following the season in which the timber was cut, will bear and be charged interest from said 30th November without prejudice however of the power of the Crown to enforce immediate payment thereof at any time.

18. Stumpage dues exigible on timber cut under license on lands watered by rivers flowing into the Gulf of Saint Lawrence or the Ocean, or through provinces or states adjoining this province, must be paid for before the timber is set afloat in the spring. In default of settlement being so made, the said timber shall be seized and sold as though cut in trespass.

19° Tous arrérages de rente foncière, taxe de feu, droits de coupe ou pénalité de contravention dus par un licencié peuvent être prélevés sur tout bois par lui coupé sous licence ou en contravention en quelque partie de la Province que ce soit.

CONTRAVENTIONS

20° Les colons acheteurs de terres publiques ou ceux qui ont obtenu des octrois gratuits et qui n'ont pas encore complété les conditions de leurs ventes ou octrois n'ont pas le droit d'y couper le bois sans licence, excepté pour défrichement, bâtisses, clôtures et chauffage.

21° Lorsque du bois a été coupé de bonne foi en contravention à la loi sur les terres publiques, le Commissaire peut, à sa discrétion, accepter en règlement une pénalité en sus du droit ordinaire, suivant le tarif, et les frais encourus.

22° Les personnes qui prennent forcement possession de terrain en litige, avant d'avoir obtenu une décision en leur faveur, ou qui refusent de se conformer aux décisions des arbitres ou aux règlements établis par ordre en conseil, ou qui troublent les arpenteurs ou autres officiers publics dans l'exécution de leurs devoirs, perdent le droit au renouvellement de leur licence.

23° Il est défendu à tout colon sans titre, à moins d'une autorisation spéciale du commissaire, de s'établir ou de faire aucun défrichement ou abattis entraînant la coupe du bois de commerce, sur tout territoire non arpenté, ou sur tout terrain subdivisé mais non offert en vente, compris dans les limites de cette province, et formant partie des locations concédées en vertu de licences de coupe de bois : Le dit bois appartenant aux porteurs de ces licences, qui ont droit de poursuivre les personnes enfreignant cette défense.

ARPENTAGES

24° Les agents des bois de la Couronne ou toute autre personne autorisée donne, à la demande écrite et conjointe des possesseurs de locations voisines, des instructions sur la manière d'arpenter et de délimiter ces terrains pour les rendre conformes aux licences existantes ; mais ces instructions, pour être valables, doivent être préalablement approuvées par le Commissaire des terres, forêts et pêcheries. Les arpentages se font aux frais des requérants ; et, lorsqu'ils sont complétés, les rapports, plans et notes de l'arpentage sont soumis au Commissaire, et, s'il les approuve, copie en est transmise au bureau qui a émis ces instructions et gardée dans ses archives. Les bornes ainsi établies, à la demande conjointe des intéressés, sont fixes et permanentes et ne peuvent être changées.

25° Si un possesseur de limite refuse de se joindre à son voisin pour faire faire le bornage, ce dernier a le droit de le faire à ses propres frais, en vertu d'instructions qui lui sont fournies à cette fin, suivant les dispositions de l'article précédent. L'arpentage terminé, avis en est donné à la partie adverse, à sa résidence ou à son bureau d'affaires. Et, si, un an après la signification de cet avis, la partie adverse n'y a fait aucune opposition en la manière ci-après prescrite, ou si l'opposition faite n'est pas maintenue, la ligne ainsi arpentée est permanentement et irrévocablement fixée. Mais, si, durant l'année qui suit l'avis donné, la partie adverse donne des raisons suffisantes pour douter de l'exactitude de cet arpentage, et dépose entre les mains de l'agent des bois de la Couronne telle somme d'argent que celui-ci juge nécessaire pour payer les dépenses d'un nouvel arpentage, le commissaire nomme un arpenteur pour établir finalement la ligne de division en litige, et ce second arpentage lie les parties intéressées. Toutes les dépenses en sont supportées par le réclamant, si ses objections ne sont pas maintenues. Si, au contraire, elles sont confirmées

19. All arrears of ground rent, fire-tax, Crown dues, or trespass penalty due by a licensee may be levied on any wood goods cut by said licensee in any part of the Province.

VIOLATION OF THE LAWS AND REGULATIONS

20. Settlers who have purchased public lands or those who have obtained free grants, and who have not fulfilled their settlement duties or conditions of sale or grants, have no right to cut timber on said lands without permission, except for the purposes of clearing land for agriculture, for building, fencing or firewood.

21. In the event of timber being cut in trespass in good faith on public lands, the Commissioner may, at his discretion, effect a settlement imposing charges over and above the ordinary tariff, as well as any costs incurred.

22. Any one taking forcible possession of territory in dispute without having first obtained a decision in their favour or who refuse to conform to the decision of arbitrators or the regulations established by Order in Council, or who molest and interfere with land surveyors, or other public officers in the exercise of their duties, will forfeit thereby their right to renewal of their licenses.

23. All persons are forbidden, unless they have previously obtained special authorization from the Commissioner, to settle, squat, or clear land, or cut any timber, on unsurveyed territory, or on surveyed territory not opened for sale comprised within the boundaries of the Province, and under licence to cut timber : the said timber being the exclusive property of the license holders and who alone have the right to prosecute any one violating this regulation.

SURVEYS

24. The Crown timber agents, or any other persons duly authorized, shall at the joint written request of conterminous license holders, issue instructions stating how the boundaries of such limits should be run in order to be in conformity with existing licenses : but these instructions to be valid must be approved by the Commissioner of Lands Forests and Fisheries.

The surveys shall be performed at the expense of the parties requiring them, and when completed the returns thereof including plans and field notes shall be subject to the approval and examination of the Commissioner, and when approved copies of said plans and field notes will be delivered to the office from which the instructions issued and kept of record therein. Boundaries so established at the joint request of licensees interested shall be fixed and permanent, and shall in no case be altered.

25. Should a licensee refuse to join his neighbour in having the boundaries defined, the latter shall be entitled to have it done at his own expense, under instructions which shall be furnished to him for that purpose as provided in foregoing clause. On completion of the survey, notice of same shall be given in writing to the adverse party at his residence or place of business, and if within one year after such notification the adverse party shall have made no opposition thereto in the manner herein-after prescribed, or if having done so such opposition is not maintained, the boundaries so surveyed shall be fixed permanently and irrevocably. But if, within the space of one year from the date of such notice, the adverse party shows that he has good grounds for doubting the accuracy of such survey, and deposits with the Crown timber agent a sum of money sufficient in the agent's opinion, to cover the expenses of a new survey, the Commissioner shall name a surveyor to finally establish the boundaries, and this second survey shall be final and binding on the interested parties. All the expenses shall be borne by the applicant if his objections are not

et que le premier arpentage soit déclaré erroné, les frais du dernier arpentage sont payés à parts égales par les deux parties.

26° Toutes les lignes ou bornes de limites déjà établies en vertu d'instructions officielles sont déclarées valides et permanentes, si un rapport ou des notes d'arpentage, ou au moins un plan les décrivant, ont été enregistrés au bureau des bois de la Couronne sous le contrôle duquel se trouvent les limites, et si elles ont été au moins cinq ans sans être contestées.

FORMULE DE LICENCE

27° Avis aux licenciés. La rente foncière pour le renouvellement de cette licence doit être payée le ou avant le premier septembre prochain.

Des affidavits donnant la quantité et la description des bois coupés en vertu de cette licence et autres détails suivant les formules fournies par l'agent soussigné devront être déposées au bureau du dit agent avant le trente juin prochain, ou avant le flottage, dans certains cas.

Des acquits pour tout le bois coupé doivent être obtenus avant qu'il ne sorte des limites de cette agence; et, afin que le bois coupé sur les terres des particuliers ne soit pas frappé de droits, des affidavits doivent être déposés à ce bureau, pour constater sur quels lots tel bois a été coupé et la quantité coupée sur chaque lot.

(Signé)

Agent des bois de la Couronne.

En vertu des pouvoirs à moi conférés par les Statuts refondus de la province de Québec et des règlements, et en considération des paiements faits et à faire à Sa Majesté: J'autorise, par la présente,

et agents et employés, à couper le bois sur la location désignée au dos de la présente, et à garder et occuper la dite location à l'exclusion de tous autres, excepté comme ci-après mentionné, du premier mai au trente avril, avec le droit de transporter le dit bois à travers les terres non occupées ou incultes de la Couronne; et, en vertu de cette licence, le dit licencié a droit à tous bois coupés, pendant la durée de cette licence, par d'autres n'ayant pas droit au terrain assigné par la présente, avec pouvoir de les saisir et de s'en emparer, partout où ils se trouvent dans la province de Québec.

Mais cette licence est sujette aux conditions suivantes:

Toute personne autorisée par le Commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries pourra en tout temps faire des chemins et s'en servir pour voyager sur le terrain accordé par la présente.

Rien dans la présente n'empêchera qui que ce soit d'être autorisé par le Commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries d'y prendre du bois pour la construction de chemins ou ponts ou pour des travaux publics faits sous le contrôle du gouvernement de cette Province.

Tous les lots vendus ou mis sous location par l'autorité du Commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries avant la date de la présente sont exclus de cette licence; et les lots ainsi vendus ou mis sous location après la date de la présente cesseront d'être sujets le premier mai prochain, et, dans le cas d'annulation de la vente ou location de ces lots, ils seront insérés de nouveau dans cette licence.

Toute personne qui s'établira, avec un titre légal, dans les limites de la location accordée par la présente ne sera en aucune manière molestée dans ses opérations de défrichement et de culture par le licencié ou ses représentants.

Le dit licencié, ou ses représentants, se conformera à tous les règlements établis ou qui pourront être établis par ordre en conseil, et il consentira à ce que tout le bois coupé en vertu de cette licence soit compté et mesuré; et il paiera les droits imposés sur icelui, lorsqu'il en sera requis par moi ou par un autre officier autorisé: sinon, le dit bois

maintained. If, on the contrary, they be confirmed, and the first survey be declared erroneous, the expense of the second survey shall be borne by the interested parties equally.

26. All limit lines or boundaries already established in virtue of official instructions are hereby declared valid and permanent, if a report, or field notes, or at least, a plan describing such boundaries have been filed of record in the Crown timber office of the district in which the limits are situated and if they have been for five years or more undisputed.

FORM OF LICENSE

27° Notice to licentiates. The ground rent for the renewal of this license must be paid on or before the 1st September next.

Affidavits of the quantity and description of timber cut in virtue of this license and other particulars, in conformity with forms supplied by the Department, must be furnished on or before the 30th June next, or before the drive, in certain cases.

Clearances from this office must be obtained for all timber and wood goods before they leave the agency, and to exempt from dues any wood goods from private lands that may be comprised in such clearance, affidavits must be furnished indicating what lots same was cut on, and the quantity cut on each lot.

(Signed)

Crown Timber Agent.

By authority of the consolidated Statutes of the province of Quebec, the regulations at present in force, and for and in consideration of the payments made and to be made to Her Majesty: I do hereby give unto and unto agents and workmen, full power and license to cut timber on the territory designated on the back hereof and to hold and occupy the said territory to the exclusion of all others, except as hereinafter mentioned, from the 1st May to the 30th April with the right of removing the said timber through any ungranted or waste lands of the Crown. And by virtue of this license the licentiate has the right to all timber cut by others (during the term of this license) in trespass on said territory, with full power to seize and recover the same any where in this Province.

But this license is subject to following conditions, viz:

All persons authorized by the Commissioner of Lands, Forests and Fisheries may at all times make and use roads to travel over the within described territory.

Nothing herein shall prevent any one authorized by the Commissioner of Lands, Forests and Fisheries from taking standing timber for the purpose of making or repairing roads or bridges or the building or repairing of public works, under the control of the government of this Province.

All lots sold, or located by the authority of the Commissioner of Lands, Forests and Fisheries prior to the date of this license are to be held as excepted therefrom, and lots so sold or located subsequently, shall cease to be subject to said license on the first of May next. In the event of the sale of any lots being cancelled, then the said lots shall be restored to this license.

All persons settling under lawful authority or title upon the herein described territory shall not in any manner be interfered with or interrupted in the process of fulfilling settlement duties by the licentiate.

The licentiate or his representatives shall comply with all regulations established or to be established by order in council, and shall submit all the wood goods cut in virtue of this license to be counted and measured: shall settle and pay for the dues chargeable thereon when required so to do by me or any other officer duly authorized; failing which the

sera confisqué au profit de la Couronne, et le dit licencié sujet à telles autres pénalités que la loi impose.

Donné sous mon seing, à ce jour en l'année de Notre Seigneur, mil en double.

Rente foncière \$

Agent des bois.

Le licencié est tenu, en payant la rente foncière pour le renouvellement de la présente, de déclarer sous serment s'il est encore le propriétaire de bonne foi de la limite désignée au dos d'icelle, ou s'il l'a vendue ou transportée, en tout ou en partie, et pour qui il la possède.

(Signé), S. N. PARENT,
Commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries.
2407

DEPARTEMENT DES TERRES, FORETS ET PECHERIES.

La vente de limites à bois commencée le 4 juin 1901, se continuera le 26 JUIN 1901, à ONZE heures de l'avant-midi, au bureau du Commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries.

S. N. PARENT,
Commissaire.

ROVINCE DE QUÉBEC.

DEPARTEMENT DES TERRES, FORÊTS ET PÊCHERIES

SECTION DES BOIS ET FORÊTS.

Québec, 23 février 1901.

Avis est par le présent donné que, conformément aux sections 1334, 1335 et 1336 des statuts refondus de la province de Québec, les limites à bois ci-après désignées, suivant l'étendue donnée, plus ou moins, et dans l'état où elles sont actuellement, seront offertes en vente à l'enchère, au bureau du Commissaire des Terres, Forêts et Pêcheries, en cette ville, le MARDI, 4e jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

OTTAWA SUPERIEUR.

BLOC A.

Rang 3.

	Superficie milles carrés.
1 ½ N. No 10.....	25
1a ½ S. No 10.....	25
2b No 9.....	50

Rang 4.

2 ½ N. No 1.....	25
3 ½ S. No 1.....	25
4 ½ N. No 2.....	25
5 ½ S. No 2.....	25
6 ½ N. No 3.....	25
7 ½ S. No 3.....	25
8 ½ N. No 4.....	25
9 ½ S. No 4.....	25
10 ½ N. No 5.....	25
11 ½ S. No 5.....	25
12 ½ N. No 6.....	25
13 ½ S. No 6.....	25
14 ½ N. No 7.....	25
15 ½ S. No 7.....	25
16 ½ N. No 9.....	25
17 ½ S. No 9.....	25

Rang 5.

18 ½ N. No 2.....	25
19 ½ N. No 3.....	25
20 ½ S. No 3.....	25
21 ½ N. No 4.....	25

said wood goods will be forfeited to the Crown, and the licentiate subjected to any other penalty or penalties imposed by the law.

Given under my hand, at this day of in the year of Our Lord, one thousand in duplicate.

Ground rent \$

Timber Agent.

The above named licentiate is bound, on paying the ground rent for the renewal hereof, to declare upon oath whether still the bona-fide proprietor of the limit hereby licensed or whether sold or transferred it, or any part of it, and for whom holds it.

(Signed), S. N. PARENT,
Commissioner of Lands, Forests and Fisheries.
2408

DEPARTMENT OF LANDS, FORESTS AND FISHERIES.

The sale of timber limits commenced on the 4th of June, 1901, will be continued on the 26th of JUNE, 1901, at ELEVEN o'clock A.M., in the Department of Lands, Forest and Fisheries.

S. N. PARENT,
Commissioner.

PROVINCE OF QUEBEC.

DEPARTMENT OF LANDS, FORESTS AND FISHERIES.

WOODS AND FORESTS.

Quebec, 23rd February, 1901.

Notice is hereby given that, conformably to sections 1334, 1335 and 1336 of the consolidated statutes of the province of Quebec, the timber limits hereinafter mentioned, at their estimated area, more or less, and in their present state, will be offered for sale at public auction, in the Department of Lands, Forests and Fisheries, in this city, on TUESDAY, the 4th day of JUNE next, at ELEVEN o'clock A. M.

UPPER OTTAWA.

BLOCK A.

Range 3.

	Area square miles.
1 ½ N. No. 10.....	25
1a ½ S. No. 10.....	25
2b No. 9.....	50

Range 4.

2 ½ N. No. 1.....	25
3 ½ S. No. 1.....	25
4 ½ N. No. 2.....	25
5 ½ S. No. 2.....	25
6 ½ N. No. 3.....	25
7 ½ S. No. 3.....	25
8 ½ N. No. 4.....	25
9 ½ S. No. 4.....	25
10 ½ N. No. 5.....	25
11 ½ S. No. 5.....	25
12 ½ N. No. 6.....	25
13 ½ S. No. 6.....	25
14 ½ N. No. 7.....	25
15 ½ S. No. 7.....	25
16 ½ N. No. 9.....	25
17 ½ S. No. 9.....	25

Range 5.

18 ½ N. No. 2.....	25
19 ½ N. No. 3.....	25
20 ½ S. No. 3.....	25
21 ½ N. No. 4.....	25

		Superficie milles carrés.
22	S. No 4.....	25
23	N. No 5.....	25
24	S. No 5.....	25
25	N. No 6.....	25
26	S. No 6.....	25
27	N. No 7.....	25
28	S. No 7.....	25
29	N. No 8.....	25
30	S. No 8.....	25

Range 6.

31	N. No 1.....	25
32	S. No 1.....	25
33	N. No 2.....	25
34	S. No 2.....	25
35	N. No 3.....	25
36	S. No 3.....	25
37	N. No 4.....	25
38	S. No 4.....	25
39	N. No 5.....	25
40	S. No 5.....	25
41	N. No 6.....	25
42	S. No 6.....	25
43	N. No 8.....	25
44	S. No 8.....	25
45	No 400, Lac Temiscamingue.....	12½
45a	Rivière Ottawa, No 584.....	32½
46	No 428, Lac Temiscamingue.....	25

SAINT-MAURICE.

47	Manouan A Sud.....	50
48	Arrière Manouan A Sud.....	40
49	Arrière Vermillion 7 Nord.....	40
50	Arrière Vermillion B Nord.....	45
51	Arrière Saint-Maurice C.....	25
52	Arrière Saint-Maurice D.....	42
53	Arrière Saint-Maurice E.....	50
54	Arrière Flamand 1 Nord.....	26
55	Arrière Flamand 2 Nord.....	50
56	Arrière Manouan 2 Sud.....	44
57	Manouan 3 Nord.....	35
58	Arrière Manouan 3 Nord.....	30
59	Arrière Manouan 4 Nord.....	30
60	Manouan 4 Nord.....	50
61	Manouan 8 Sud.....	50
62	Manouan 9 Sud.....	35
63	Arrière Manouan C Nord.....	50
64	Arrière Manouan D Nord.....	50
65	Ile Bostonnais.....	10
66	Bostonnais 3 Nord.....	41
67	Rivière Windigo No 2 Est.....	50
69	" " No 4 Est.....	50
70	" " No 5 Est.....	62½
71	" " No 1 Ouest.....	42
72	" " No 2 Ouest.....	54
73	" " No 3 Ouest.....	55
74	" " No 4 Ouest.....	57
75	" " N. E. Branche No 1.....	47½
76	" " N. E. Branche No 2.....	40
77	Rivière Trenché No 4 Ouest.....	50
78	" " No 5 Ouest.....	62
79	" " No 6 Ouest.....	50
80	" " No 4 Est.....	50
81	" " No 5 Est.....	59
82	" " No 6 Est.....	50
83	Rivière Croche No 5 Ouest.....	46
84	Grande Pierriche No 2.....	50
85	" " A.....	37½
86	" " B.....	41
87	Petite Pierriche No 3.....	50
88	Arrière Windigo No 3 Est.....	50

GASPÉ CENTRE.

8	Arrière Dartmouth Nord.....	35
90	Bloc 12 et résidu de 10, 11, 14, 15.....	22
91	Résidu des blocs 15 et 17.....	10
92	Blocs 13, 23 et 24.....	10½

		Area Square miles.
22	S. No. 4.....	25
23	N. No. 5.....	25
24	S. No. 5.....	25
25	N. No. 6.....	25
26	S. No. 6.....	25
27	N. No. 7.....	25
28	S. No. 7.....	25
29	N. No. 8.....	25
30	S. No. 8.....	25

Range 6.

51	N. No. 1.....	25
52	S. No. 1.....	25
53	N. No. 2.....	25
54	S. No. 2.....	25
55	N. No. 3.....	25
56	S. No. 3.....	25
57	N. No. 4.....	25
58	S. No. 4.....	25
59	N. No. 5.....	25
60	S. No. 5.....	25
61	N. No. 6.....	25
62	S. No. 6.....	25
63	N. No. 8.....	25
64	S. No. 8.....	25
45	No. 400, Lake Temiscaming.....	12½
45a	River Ottawa, No 584.....	32½
46	No. 428, Lake Temiscaming.....	25

SAINT MAURICE.

47	Manouan A South.....	50
48	Rear Manouan A South.....	40
49	Rear Vermillion 7 North.....	40
50	Rear Vermillion B North.....	45
51	Rear Saint Maurice C.....	25
52	Rear Saint Maurice D.....	42
53	Rear Saint Maurice E.....	50
54	Rear Flamand 1 North.....	26
55	Rear Flamand 2 North.....	50
56	Rear Manouan 2 South.....	44
57	Manouan 3 North.....	35
58	Rear Manouan 3 North.....	30
59	Rear Manouan 4 North.....	30
60	Manouan 4 North.....	50
61	Manouan 8 South.....	50
62	Manouan 9 South.....	35
63	Rear Manouan C North.....	50
64	Rear Manouan D North.....	50
65	Bostonnais Island.....	10
66	Bostonnais 3 North.....	41
67	River Windigo No. 2 East.....	50
69	" " No. 4 East.....	50
70	" " No. 5 East.....	62½
71	" " No. 1 West.....	42
72	" " No. 2 West.....	54
73	" " No. 3 West.....	55
74	" " No. 4 West.....	57
75	" " N. E. Branch No. 1.....	47½
76	" " N. E. Branch No. 2.....	40
77	River Trenché No. 4 West.....	50
78	" " No. 5 West.....	62
79	" " No. 6 West.....	50
80	" " No. 4 East.....	50
81	" " No. 5 East.....	59
82	" " No. 6 East.....	50
83	River Croche No. 5 West.....	46
84	Grande Pierriche No. 2.....	50
85	" " A.....	37½
86	" " B.....	41
87	Petite Pierriche No. 3.....	50
88	Rear Windigo No. 3 East.....	50

GASPÉ CENTRE

89	Rear Dartmouth North.....	35
90	Block 12 and residue of 10, 11, 14, 15.....	22
91	Residue of blocks 15 and 17.....	10
92	Blocks 13, 23 and 24.....	10½

	Superficie milles carrés.		Area Square miles.
93 Block 21.....	8	93 Block 21.....	8
94 Block 22.....	8	94 Block 22.....	8
95 Blocs 25 et 26.....	10½	95 Blocks 25 and 26.....	10½
96 Bloc 27.....	8	96 Block 27.....	8
97 Bloc 28.....	8	97 Block 28.....	8
98 Bloc 29.....	8	98 Block 29.....	8
99 Bloc 30.....	8½	99 Block 30.....	8½
100 Blocs 35 et 36.....	10½	100 Blocks 35 and 36.....	10
101 Bloc 33.....	8	101 Block 33.....	8
102 Blocs 37, 47 et 48.....	11 1/5	102 Blocks 37, 47 and 48.....	11 1
103 Résidu du bloc 41.....	5	103 Residue of block 41.....	5
104 Résidu des blocs 59, 60, 61, 62.....	16	104 Residue of blocks 59, 60, 61, 62.....	16
105 Résidu des blocs 56, 57, 58.....	16	105 Residue of blocks 56, 57, 58.....	16
106 Canton York No 1.....	10	106 Township York No. 1.....	10
107 Canton York No 2.....	36	107 Township York No. 2.....	36
107a Sydenham Nord No 1.....	7	107a Sydenham North No. 1.....	7

BONAVENTURE OUEST

108 Rivière Escumenac Nord No 3.....	12
109 Lac Patapedia.....	33
110 Rivière Nouvelle No 1.....	50
111 " " No 2.....	50
112 " " No 4.....	16
113 " " No 6.....	15
114 Grande Cascapedia No 1.....	14½
115 " " No 2.....	21
116 " " No 3.....	21
117 " " No 4.....	18
118 " " No 7.....	18
119 Turner's brook.....	32
120 Joshua brook.....	27
121 Petite Cascapedia, No 1.....	15
122 " " No 2.....	28
123 Clarke's brook, No 2.....	4
124 Flatlands brook, No 2.....	3½
125 Canton Ristigouche.....	27 1/10
126 Rivière André, branche ouest, No 2.....	3½
128 Rivière Assemetquagan.....	4
129 Stuart brook No 1.....	27
130 " " No 2.....	10½
131 Rivière Skimenac, branche ouest.....	5½
132 " " branche sud.....	9½
133 Canton Angers, No 2.....	8
134 Mann brook Est.....	7
135 Canton Carleton, No 5.....	3½
136 Canton Matapedia, No 1.....	17½
137 Jonathan brook.....	13

LAC SAINT-JEAN EST.

138 Canton Boileau.....	19½
139 Canton Harvey No 1.....	4½

GASPE OUEST.

140 Canton Christie Est.....	23½
------------------------------	-----

MONTMAGNY.

141 Canton Bellechasse.....	8
-----------------------------	---

RIMOUSKI OUEST.

142 Canton Neigette No 2.....	7½
143 Arrière Mistigouèche.....	35
144 Canton Macpès No 5.....	4½
145 " " No 6.....	8½
146 Canton Bédard No. 1.....	36
147 Canton Chénier No 1.....	41
148 " " No 2.....	43
149 Rivière Jean Levesque B.....	17½
150 Canton Fleuriault.....	13

GRANDVILLE.

151 Canton Viger.....	39½
152 Canton Bungay.....	39½

BONAVENTURE WEST

108 River Escumenac North No. 3.....	12
109 Lake Patapedia.....	33
110 River Nouvelle No. 1.....	50
111 " " No. 2.....	50
112 " " No. 4.....	16
113 " " No. 6.....	15
114 Grande Cascapedia No. 1.....	14½
115 " " No. 2.....	21
116 " " No. 3.....	21
117 " " No. 4.....	18
118 " " No. 7.....	18
119 Turner's brook.....	32
120 Joshua brook.....	27
121 Little Cascapedia No. 1.....	15
122 " " No. 2.....	28
123 Clarke's brook, No. 2.....	4
124 Flatlands brook No. 2.....	3½
125 Township Ristigouche.....	7/10
126 River André, West branch, No. 2.....	3½
128 River Assemetquagan.....	4
129 Stuart brook No. 1.....	27
130 " " No. 2.....	10½
131 River Skimenac, West branch.....	5½
132 " " South branch.....	9½
133 Township Angers, No. 2.....	8
134 Mann brook East.....	7
135 Township Carleton, No. 5.....	3½
136 Township Matapedia No. 1.....	17½
137 Jonathan brook.....	13

LAKE SAINT JOHN EAST.

138 Township Boileau.....	19½
139 Township Harvey No. 1.....	4½

GASPE WEST.

140 Township Christie East.....	23½
---------------------------------	-----

MONTMAGNY.

141 Township Bellechasse.....	8
-------------------------------	---

RIMOUSKI WEST.

142 Township Neigette No. 2.....	7½
143 Rear Mistigouèche.....	35
144 Township Macpès No. 5.....	4½
145 " " No. 6.....	8½
146 Township Bédard No. 1.....	36
147 Township Chénier No. 1.....	41
148 " " No. 2.....	43
149 River Jean Levesque B.....	17½
150 Township Fleuriault.....	13

GRANDVILLE

151 Township Viger.....	39½
152 Township Bungay.....	39½

Superficie
milles carrés.Area
Square miles.

SAINT CHARLES.

153	Rivière à Mars No 3.....	20
154	Rivière du Moulin No 4.....	12
155	Rivière aux Castors Noirs.....	39
156	Rivière Batiscan, branche Est.....	50
157	Rivière à Moïse.....	58
158	Rivière à Moïse et Croche No 1.....	49
159	Rivière à Moïse et Croche No 2.....	25
160	Rivière Sainte-Anne No 1.....	8
161	" " 2.....	32
162	" " 3.....	35
163	" " 4.....	40½
164	" " 5.....	39
165	" " 6.....	39
166	Rivière Jacques Cartier, branche N. O. No 1.....	38
167	Rivière Jacques Cartier, branche N. O. No 2.....	37
168	Rivière Jacques Cartier No 2 Ouest.....	42
169	" " No 2 Est.....	38
170	" " No 3.....	30
171	Rivière Jacques Cartier, branche N. E., No 1, Ouest.....	42
172	Rivière Jacques Cartier, branche N. E., No 1, Est.....	31
173	Rivière Jacques Cartier, branche N. E., No 2, Est.....	50
174	Rivière Sautariski.....	49
175	Rivière Sautariski et à l'épaule No 1..	52½
176	" " " No 2..	31

SAGUENAY.

177	Canton Arnault.....	30
178	Rivières à la Chasse et aux Anglais.....	34
179	Saint-Laurent Ouest.....	30
182	Rivières Mistassini et Sheldrake, No 1..	32½
181	Rivières Saint-Nicolas Ouest.....	25½
182	Rivière Saint-Jean No 7.....	12
183	" " No 8.....	12
184	Rivière Saint-Jean, Branche Est No 1..	22
185	" " " No 2.....	18
186	" " " No 3.....	20
187	Partie de Saguenay No 3 Ouest.....	27
188	Rivière au Saumon No 1.....	34
189	Rivière Manicouagan No 3.....	24
190	" " No 4.....	27
191	" " No 6.....	58
192	Saguenay, Ouest No 1 A.....	10
193	Rivière Mingan, No 1 Ouest.....	25
194	" " No 2 Ouest.....	25
195	" " No 3 Ouest.....	25
196	" " No 4 Ouest.....	25
197	" " No 1 Est.....	25
198	" " No 2 Est.....	40
199	" " No 3 Est.....	25
200	" " No 4 Est.....	25
201	" " A.....	48
202	Rivière Romaine, No 1 Ouest.....	25
203	" " No 2 Ouest.....	25
204	" " No 3 Ouest.....	25
205	" " No 4 Ouest.....	25
206	" " No 1 Est.....	25
207	" " No 2 Est.....	25
208	" " No 3 Est.....	25
209	" " No 4 Est.....	25
210	" " 1er Branche A.....	31
211	" " " B.....	31½
212	" " " C.....	45
213	" " " D.....	25
214	" " 2me Branche A.....	30
215	" " " B.....	37
216	" " " C.....	56
217	Rivière Magpie, No 3.....	32
218	" " No 4.....	32
219	" " No 5.....	32
220	" " No 6.....	32
221	" " No 7.....	32
222	" " No 8.....	32

SAINT CHARLES.

153	River à Mars, No. 3.....	20
154	River du Moulin, No 4.....	12
155	River aux Castors Noirs.....	39
156	River Batiscan, East branch.....	50
157	River à Moïse.....	58
158	River à Moïse and Croche No. 1.....	49
159	River à Moïse and Croche No. 2.....	25
160	River Sainte Anne No. 1.....	8
161	" " No. 2.....	32
162	" " No. 3.....	35
163	" " No. 4.....	40½
163	" " No. 5.....	39
165	" " No. 6.....	39
166	River Jacques Cartier, N. W. Branch No. 1.....	38
167	River Jacques Cartier, N. W. Branch No. 2.....	37
168	River Jacques Cartier, No. 2 West.....	42
169	" " No. 2 East.....	38
170	" " No. 3.....	30
171	River Jacques Cartier, N. E. branch, No. 1, West.....	42
172	River Jacques Cartier, N. E. branch, No. 1, East.....	31
173	River Jacques Cartier, N. E. branch, No. 2, East.....	50
174	River Sautariski.....	49
175	River Sautariski and à l'épaule, No. 1..	52½
176	" " " No. 2..	31

SAGUENAY

177	Township Arnault.....	30
178	Rivers à la Chasse et aux Anglais.....	34
179	St. Laurent West.....	30
180	Rivers Mistassini and Sheldrake, No. 1.	32½
181	River St. Nicolas West.....	25½
182	River St. John No. 7.....	12
183	" " No. 8.....	12
184	River St. John, East Branch No. 1....	22
185	" " " No. 2.....	18
186	" " " No. 3.....	20
187	Part of Saguenay No. 3 West.....	27
188	River au Saumon No. 1.....	34
189	River Manicouagan No. 3.....	24
190	" " No. 4.....	27
191	" " No. 6.....	58
192	Saguenay, West No. 1 A.....	10
193	River Mingan, No. 1 West.....	25
194	" " No. 2 West.....	25
195	" " No. 3 West.....	25
196	" " No. 4 West.....	25
197	" " No. 1 East.....	25
198	" " No. 2 East.....	40
199	" " No. 3 East.....	25
200	" " No. 4 East.....	25
201	" " A.....	48
202	River Romaine, No. 1 West.....	25
203	" " No. 2 West.....	25
204	" " No. 3 West.....	25
205	" " No. 4 West.....	25
206	" " No. 1 East.....	25
207	" " No. 2 East.....	25
208	" " No. 3 East.....	25
209	" " No. 4 East.....	25
210	" " 1st Branch A.....	31
211	" " " B.....	31½
212	" " " C.....	45
213	" " " D.....	25
214	" " 2nd Branch A.....	30
215	" " " B.....	37
216	" " " C.....	56
217	River Magpie, No. 3.....	32
218	" " No. 4.....	32
219	" " No. 5.....	32
220	" " No. 6.....	32
221	" " No. 7.....	32
222	" " No. 8.....	32

	Superficies milles carré.		Area Square miles.
223 Rivière au Tonnerre.....	24	223 River au Tonnerre.....	24
224 Pointe à la Chasse, Baie des Sept Iles...	4½	224 Pointe à la Chasse, Baie des Sept Iles...	4½
225 Escoumains, No 5 Est.....	34	225 Escoumains No. 5 East.....	34
226 Sault au Mouton, No 3.....	26	226 Sault au Mouton, No. 3.....	26
227 " " No 2 Est.....	29	227 " " No. 2 East.....	29
228 " " No 1 Ouest.....	24	228 " " No. 1 West.....	24
229 Canton Iberville, No 3.....	37	229 Township Iberville, No. 3.....	37
230 Rivière Malbaie No 8.....	40	230 River Malbaie No. 8.....	40
231 " " 9.....	58	231 " " 9.....	58
232 " " 10.....	60	232 " " 10.....	60
233 " " 11.....	57	233 " " 11.....	57
234 " " 12.....	54	234 " " 12.....	54
235 " " 13.....	49	235 " " 13.....	49
236 " " 14.....	28	236 " " 14.....	28
237 " " 15.....	45	237 " " 15.....	45
238 " " 16.....	32	238 " " 16.....	32
239 Rivière Rapide, No 1.....	18	239 River Rapide, No. 1.....	18
240 " " 2.....	40	240 " " 2.....	40
241 " " 3.....	30	241 " " 3.....	30
242 Rivière Moisie, No 1.....	34	242 River Moisie, No. 1.....	34
243 " " 2.....	26	243 " " 2.....	26
244 " " 3.....	30	244 " " 3.....	30
245 " " 4.....	24	245 " " 4.....	24
246 " " 5.....	20	246 " " 5.....	20
247 " " 6.....	29	247 " " 6.....	29
248 " " 7.....	26	248 " " 7.....	26
249 " " 8.....	26	249 " " 8.....	26
250 " " 9.....	33	250 " " 9.....	33
251 " " 10.....	16	251 " " 10.....	16
252 Rivière à la Truite No 1.....	27	252 River à la Truite, No. 1.....	27
253 " " 2.....	17	253 " " 2.....	17
254 " " 3.....	25	254 " " 3.....	25
255 Rivière à la Truite, No 4.....	20	255 River à la Truite, No 4.....	20
256 " " 5.....	20	256 " " 5.....	20
257 " " 6.....	20	257 " " 6.....	20
258 " " 7.....	21	258 " " 7.....	21
259 " " 8.....	27	259 " " 8.....	27
260 " " 9.....	20	260 " " 9.....	20
261 Rivière St-Charles, No. 1.....	25	261 River St Charles, No 1.....	25
262 Rivière au Loup Marin, No 1.....	16	262 River au Loup Marin, No. 1.....	16
263 " " 2.....	30	263 " " 2.....	30
264 " " 3.....	17	264 " " 3.....	17
265 Rivière Pigou, No 3.....	34	265 River Pigou, No. 3.....	34
266 " " 4.....	47	266 " " 4.....	47

LAC SAINT-JEAN NORD-OUEST.

267 Rang 1, nord du lac Saint-Jean No 2..	31
268 " " " No 3..	29
269 Rang 2, nord du lac Saint-Jean No 3..	18
270 " " " No 4..	25
271 Rang 3, nord du lac Saint-Jean No 4..	28
272 Rivière Mistassibi No 4.....	13½
2 3 Petite rivière Péribonca.....	29

LAC SAINT-JEAN OUEST.

274 Canton Dalmas.....	60
275 Rivière au Saumon No 1.....	46
276 " " No 2.....	49
277 " " No 3.....	41½
278 Rivière Alex A.....	7
279 " B.....	5½
280 Rivière Petite Peribonka.....	5½
280a Canton Ross et Rivière Oujatchouaniche	40

LAC SAINT-JEAN CENTRE.

281 Rivière Oujatchouan, No 141.....	19½
282 " " 142.....	25
283 Rivière Metabetchouan No 162.....	24
284 " " 163.....	30
285 " " 164.....	31
286 " " 165.....	24
287 " " 166.....	34½
288 " " 167.....	18

LAKE SAINT JOHN NORTH WEST.

267 Range 1, north of lake St John No. 2...	31
268 " " " No. 3...	29
269 Range 2, " " No. 3...	18
270 " " " No. 4...	25
271 Range 3, north of lake St John No. 4...	28
272 River Mistassibi No. 4.....	13½
273 Little river Peribonca.....	29

LAKE SAINT JOHN WEST.

274 Township Dalmas.....	60
275 River au Saumon No. 1.....	46
276 " " No. 2.....	49
277 " " No. 3.....	41½
278 River Alex A.....	7
279 " B.....	5½
280 River Little Peribonka.....	5½
280a Township Ross & River Oujatchouaniche	40

LAKE SAINT JOHN CENTRE.

281 River Oujatchouan, No. 141.....	19½
282 " " 142.....	25
283 River Metabetchouan No. 162.....	24
284 " " 163.....	30
285 " " 164.....	31
286 " " 165.....	24
287 " " 166.....	34½
288 " " 167.....	15

SAGUENAY.

Superficies
milles carrés.

289	Rivière Portneuf, No 1 est.....	50
290	" " No 2 est.....	50
291	" " No 4 est.....	50
292	" " No 1 ouest.....	50
293	" " No 3 ouest.....	50
294	" " No 4 ouest.....	50
295	Rivière Malbaie, No 2.....	16
296	" " No 3.....	30
297	" " No 4.....	31
298	" " No 5.....	30
299	" " No 6a.....	22
300	" " No 7a.....	40
301	" " No 8.....	33
302	" " No 9.....	30

BONAVENTURE EST.

303	Rivière Bonaventure, No 3.....	50
304	Arrière Rivière Bonaventure, No 1.....	28
305	" " No 3.....	32

CONDITIONS DE LA VENTE

Aucune limite ne sera adjugée à un prix moindre que le minimum fixé par le département.

Les limites seront adjugées au plus haut enchérisseur, sur le paiement du prix d'achat, en espèces ou par chèque accepté par une banque incorporée. A défaut de paiement, elles seront immédiatement remises à l'enchère.

La rente foncière annuelle de trois piastres par mille, ainsi que la taxe de feu, est aussi payable immédiatement.

Les limites, une fois adjugées, seront sujettes aux dispositions des règlements concernant les bois de la Couronne, maintenant en force ou qui pourront le devenir plus tard.

Des plans, indiquant les limites ci-dessus désignées, sont déposés au département des Terres, Forêts et Pêcheries, en cette ville, et au bureau des agents des terres et des bois pour les diverses agences où sont situées ces limites, et seront visibles jusqu'au jour de la vente.

N. B.—Nul compte pour publication de cet avis ne sera reconnu si telle publication n'a pas été expressément autorisée par le département.

S. N. PARENT,
Commissaire des Terres,
Forêts et Pêcheries.

99

No 671.00.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Demande de délimitation de municipalités scolaires

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de "Howick", comté de Châteauguay, les lots suivants du cadastre de la paroisse de Sainte-Martine, savoir : Nos 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98 et 99, et les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité scolaire de "Sainte-Martine", dans le même comté.

2355-

No 924.97.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Demande de délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de "Stoke", comté de Richmond, les lots suivants du canton de Stoke, savoir : Nos 1, 2, 3, 4, 5 et 6 du 1er rang, ainsi que les lots Nos 1, 2, 3, 4 et 5 du 11e rang du dit canton, et les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de "Brompton", dans le même comté.

2357-2

SAGUENAY.

Area
Square miles.

289	River Portneuf, No. 1 east.....	50
290	" " No. 2 east.....	50
291	" " No. 4 east.....	50
292	" " No. 1 west.....	50
293	" " No. 3 west.....	50
294	" " No. 4 west.....	50
295	River Malbaie, No. 2.....	16
296	" " No. 3.....	30
297	" " No. 4.....	31
298	" " No. 5.....	30
299	" " No. 6a.....	22
300	" " No. 7a.....	40
301	" " No. 8.....	33
302	" " No. 9.....	30

BONAVENTURE EAST.

303	River Bonaventure, No. 3.....	50
304	Rear River Bonaventure, No. 1.....	28
305	" " No. 2.....	32

CONDITIONS OF SALE.

No limit will be adjudged at less than the minimum price fixed by the department.

The limits will be adjudged to the highest bidder, on payment of the purchase price, in cash or by cheque accepted by a duly incorporated bank. Failing payment, they will be immediately re-offered for sale.

The annual ground rent of three dollars per mile, with fire tax, is also payable immediately.

Those timber limits, when adjudged, will be subject to the provisions of all timber regulations now in force or which may be enacted hereafter.

Plans of limits offered for sale are opened for inspection in the Department of Lands, Forests and Fisheries, in this city, and at the office of the Crown lands and timber agents in the different agencies in which said limits are situated, up to the day of sale.

N. B.—No account for publication of this notice will be recognized, if such publication has not been expressly authorized by the department.

S. N. PARENT,
Commissioner of Lands,
Forests and Fisheries.

1000

No. 671.00.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application to fix boundaries of school municipalities.

Application is made to detach from the school municipality of "Howick", county of Châteauguay, the following lots of the cadastre of the parish of Sainte-Martine, to wit : Nos. 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98 and 99, and to annex them, for school purposes, to the municipality of "Sainte-Martine", in the same county.

2356

No. 924.97.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Application to fix boundaries of school municipalities.

Application is made to detach from the school municipality of "Stoke", county of Richmond, the following lots of the township of Stoke, namely : Nos. 1, 2, 3, 4, 5 and 6 of the 1st range, as well as lots Nos. 1, 2, 3, 4 and 5 of the 11th range of the said township, and to annex them, for school purposes, to the municipality of "Brompton", in the same county.

2358

No 73.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de "Roseille", comté de Gaspé, les lots suivants du cadastre du canton de Sydenham, savoir : le No 9 jusqu'à 27, inclusivement, du premier rang sud du canton Sydenham, et les ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Saint-Majorique."

Cette érection, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er de juillet prochain (1901).

2351-2

No 1441.99.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Delimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire d'Ahuntsic, comté d'Hochelaga, les lots suivants du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet, savoir : Nos 228, 230, 235, 238, 240, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 255, 258, 259, 261, 262, 273, 274, 275, 276 et 277, et de les annexer, pour les fins scolaires, à la "municipalité scolaire protestante de Sault-au-Récollet," dans le même comté.

2353-2

No 1217.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

*Delimitation de municipalités scolaires.**

Demande est faite de détacher de la municipalité de Saint-Donat, comté de Rimouski, les lots suivants du cadastre, savoir : Nos 1, 2, 3, 4, 5 et 6, du IVe rang de Saint-Donat, et les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de Saint-Joseph de Lepage, comté de Matane.

2381-2

No 1929.00.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Demande est faite de détacher de la municipalité de Saint-François de Sales, comté de Laval, les lots suivants du cadastre de cette paroisse, savoir : No 1 jusqu'à 26, inclusivement, et No 193 jusqu'à 200, inclusivement, et les ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Port Many."

2379-2

No 982.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Attendu que les syndic des écoles dissidentes de la municipalité de "Cameron," dans le comté d'Ottawa, ont laissé passer une année sans avoir d'école dans leur dite municipalité ; qu'ils ne mettent pas la loi scolaire à exécution, et ne prennent aucune mesure pour avoir des écoles, conformément à la loi ; en conséquence, je donne avis qu'après trois publications consécutives dans la *Gazette Officielle de Québec*, je recommanderai au Lieutenant-Gouverneur en conseil que la corporation des syndic des dites écoles dissidentes pour la dite municipalité soit déclarée dissoute, dans le délai indiqué par la loi

P. B. DELABRUERE,
Surintendant.
2257-3

Québec, 25 mai 1901.

No. 73.01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

NOTICE.

Application is made to detach from the school municipality of "Roseille", in the county of Gaspé, the following cadastral lots of the township of Sydenham, namely : Nos. 9 to 27, included, of the first range south of the township Sydenham, and to erect them into a distinct school municipality by the name of "Saint Majorique".

This erection, if it is authorized, shall take effect only on the 1st of July next, 1901.

2352

No. 1441.99.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Boundaries of new school municipalities.

Application is made to detach from the school municipality of Ahuntsic, in the county of Hochelaga, the following cadastral lots of the parish of Sault au Recollet, namely : Nos 228, 230, 235, 238, 240, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 255, 258, 259, 261, 262, 273, 274, 275, 276 and 277, and to annex them, for school purposes, to the protestant school municipality of "Sault au Recollet", in the same county.

2354

No. 1217.01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Boundaries of school municipalities.

Application is made to detach from the municipality of Saint Donat, county of Rimouski, the following cadastral lots, namely : Nos. 1, 2, 3, 4, 5 and 6, of the IVth range of Saint Donat, and to annex them, for school purposes, to the municipality of Saint Joseph de Lepage, county of Matane.

2382

No. 1929.00.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

Application is made to detach from the municipality of Saint François de Sales, county of Laval, the following cadastral lots of that parish, namely : Nos. 1 to 26, included, and No. 193 to 200, included, and to erect them into a distinct school municipality by the name of "Port Many."

2380

No. 982.01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Whereas the dissentient school trustees of the municipality of "Cameron," in the county of Ottawa, have allowed a year to elapse without having a school in their municipality ; whereas they do not carry out the school law and take no steps to have schools according to law ; I therefore, give notice that after three consecutive notices in the *Quebec Official Gazette*, I will recommend to the Lieutenant Governor in council, that the corporation of trustees of the said dissentient schools for the said municipality be declared dissolved within the delay specified by law.

P. B. DELABRUERE,
Superintendent.
2258

Quebec, 25th May, 1901.

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 10 mai 1901.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Antoine Raoul Leduc, écuyer, notaire public, de la paroisse de Sainte-Malachie d'Ormstown, dans le comté de Châteauguay, par laquelle il demande le transfert en sa faveur, des minutes, répertoire et index du notaire Eugène Fontaine, en son vivant notaire public, de la paroisse de Sainte-Malachie d'Ormstown, comté de Châteauguay, en vertu des dispositions du code du notariat (article 3685 des S. R. P. Q.).

2131-4 ADELARD TURGEON,
Secrétaire de la province par intérim.

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 13 mai 1901.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Alfred Noé Deland, écuyer, notaire public, de la ville de Saint-Jean, dans le comté et district d'Iberville, par laquelle il demande le transfert en sa faveur des minutes, répertoire et index de feu l'honorable Félix Gabriel Marchand et de feu Thomas Robert Jobson, en leur vivant notaires publics, de la ville de Saint-Jean, comté d'Iberville, en vertu des dispositions du code du notariat (article 3685 des S. R. P. Q.).

2147-4 ADELARD TURGEON,
Secrétaire de la province par intérim.

AVIS

Est par le présent donné que, conformément à l'acte 54 Vict., chap. 14, le bureau des examinateurs des mesureurs de bois de la province de Québec se réunira à Hull, P. Q., le 17 juin 1901, pour l'examen des candidats qui désirent obtenir une licence de mesureur de bois.

E. E. TACHÉ,
Assistant-commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.

17 avril 1901.

1787

No 751.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite de détacher les lots Nos 13, 14, 15, 16, 17, 18 et 19, de Grande Grève, comté de Gaspé, de la municipalité scolaire de Grande Grève, et les lots 7, 8, 9, 10, 11 et 12, de l'Anse de Gros Cap aux Os, ainsi que le lot 10, de la municipalité scolaire de l'Anse de Gros Cap aux Os, même comté, et les ériger en une municipalité scolaire distincte pour les protestants seulement, sous le nom de Seal Rock.

2393-2

No 567.01.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS.

Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Cascades," comté de Soulanges, les lots suivants de la paroisse de Saint-Joseph de Soulanges, savoir : Nos 423 jusqu'à 447, inclusivement, subdivision : Partie de 446, de 448, de 449, de 450, de 451, de 452, de 453, de 454.

2395-2

SECRETARY'S OFFICE.

Quebec, 10th May, 1901.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, by Antoine Raoul Leduc, esquire, notary public, of the parish of Sainte-Malachie d'Ormstown, in the county of Châteauguay, by which he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the notary Eugène Fontaine, in his lifetime notary public, of the parish of Sainte-Malachie d'Ormstown, county of Châteauguay, in virtue of the provisions of the notarial code (art. 3685 R. S. P. Q.).

2132 ADELARD TURGEON,
Interim provincial secretary.

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT

Quebec, 13th May, 1901.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, by Alfred Noé Deland, esquire, notary public, of the town of Saint John's, in the county and district of Iberville, by which he asks for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Honorable Félix Gabriel Marchand and of the late Thomas Robert Jobson, in their lifetime notaries public, of the town of Saint John's, county of Iberville, in virtue of the provisions of the notarial code (article 3685 R. S. P. Q.).

2148 ADELARD TURGEON,
Interim provincial secretary.

NOTICE

Is hereby given that, in compliance with act the 54 Vict., chap. 14, the board of examiners of culler of the province of Quebec shall meet at Hull, P. Q., on the 17th June, 1901, in order to proceed to the examination of candidates desirous of obtaining license as lumber culler.

E. E. TACHE,
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.

17th April, 1901.

1788

No. 751.01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Application to erect a new school municipality.

Application is made to detach lots Nos. 13, 14, 15, 16, 17, 18 and 19, of Grande Grève, county of Gaspé, from the school municipality of Grande Grève, and lots 7, 8, 9, 10, 11 and 12, of l'Anse de Gros Cap aux Os, as well as lot 10, from the school municipality of l'Anse de Gros Cap aux Os, same county, and to erect them into a distinct school municipality, for protestants only, under the name of Seal Rock.

2394

No. 567.01.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE.

Application to erect a new school municipality.

Application is made to erect into a distinct school municipality, by the name of "Cascades," county of Soulanges, the following lots of the parish of Saint Joseph de Soulanges, namely : Nos. 423 to 447, inclusively, subdivision : Part of 446, of 448, of 449, of 450, of 451, of 452, of 453 of 454.

2396

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autres municipalités, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, l'incorporation ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte législatif,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

55.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent la passation de ce bill doivent déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of slide, or other like works, the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of an individual, profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

55.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enacting any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the

officiers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des Chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE.

2329

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privées.

Aucune pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le recarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et si il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act or incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE.

2330

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or special rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act.—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnel ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit en être annexée.

"Les bills pour incorporer des villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désire éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront retirés par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés."

"Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

"Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

3. Such Notice of shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

When any bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bill Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway, turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed hereon.

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décrire que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets."

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le promoteur en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

(b) "Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés."

L. G. DESJARDINS,

2331

Greffier de l'Assemblée Législative.

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 6808.

Dame Hattie M. Chamberlain, a institué ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, Mark Stanbridge, du canton de Brome, district de Bedford, cultivateur.

C. A. NUTTING,

Procureur de la demanderesse.

Sweetsburg, 29 mai 1901.

2429

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 1792.

Dame Marie Alvine Yvonne Béland, épouse commune en biens de Joseph Emile Eugène Clavet, mécanicien, tous deux de la cité de Québec, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari.

PELLETIER & CHOUINARD,

Procureurs de la demanderesse.

Québec, 23 mai 1901.

2337-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2451.

Dame Georgette Mahieu, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Horace Boisseau, commerçant, du même endroit, dûment autorisée en justice, a poursuivi son dit mari en séparation de biens.

HORACE ST. LOUIS,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 22 mai 1901.

2319-2

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 203.

Dame Olive Fleurent, épouse commune en biens de Louis Alexis Trudeau, marchand, tous deux de la paroisse Sainte-Brigitte des Saults, dûment autorisée à ester en justice, a institué, ce jour, contre son mari, une action en séparation de biens.

W. CAMIRAND,

Procureur de la demanderesse.

Trois-Rivières, 25 avril 1901.

2041-5

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets :

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist ; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter ; and the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

(b) "A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

L. G. DESJARDINS,

2332

Chief of the Legislative Assembly

Miscellaneous Notice

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 6808.

Dame Hattie M. Chamberlain, has, this day, taken out an action for separation as to property, against her husband, Mark Stanbridge, of the township of Brome, district of Bedford, farmer.

C. A. NUTTING,

Attorney for plaintiff.

Sweetsburg, 29th May, 1901.

2430

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
No. 1792.

Dame Marie Alvine Yvonne Béland, wife common as to property of Joseph Emile Eugène Clavet, machinist, both of the city of Quebec, has, this day, instituted an action for separation of property against her husband.

PELLETIER & CHOUINARD,

Attorneys for plaintiff.

Quebec, 23rd May, 1901.

2338

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2451.

Dame Georgette Mahieu, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Horace Boisseau, of the same place, trader, duly authorized in justice, has instituted an action for separation as to property from her said husband.

HORACE ST. LOUIS,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 22nd May, 1901.

2320

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 203.

Dame Olive Fleurent, wife common as to property of Louis Alexis Trudeau, merchant, both of the parish of Sainte-Brigitte des Saults, duly authorized to appear in judicial proceedings, has, this day, instituted against her husband, an action for separation of property.

W. CAMIRAND,

Attorney for plaintiff.

Three Rivers, 25th April, 1901.

2042

Province de Québec, }
District d'Iberville, } *Cour Supérieure.*
No. 60.

Dame Herminie Desparois dit Champagne, de la paroisse de Saint-Patrice de Sherrington, district d'Iberville, épouse commune en biens de François Xavier Jeannotte dit Lachapelle, médecin, du même lieu,
Demanderesse ;

vs.

Le dit François Xavier Jeannotte dit Lachapelle, médecin, du même lieu, Défendeur.
La demanderesse a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son époux, le défendeur.

MARECHAL & DECARIE,
Avocats de la demanderesse.
Saint-Jean, 21 mai 1901. 2247-3

Province de Québec, }
District de Montréal, } *Cour Supérieure.*
No. 3176.

Dame Marie Emilie Vermette a intenté, le 30 avril 1901, une action en séparation de biens à Cyprien Lacroix, entrepreneur, tous deux de Montréal.

A. DESJARDINS,
Avocat de la demanderesse.
2033-4

Province de Québec, }
District de Montmagny, } *Cour Supérieure.*
No. 351.

Dame Joséphine Caouette, épouse de Alfred Boulanger, ci-devant marchand, tous deux de Saint-Eugène, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

L. DIONNE,
Procureur de la demanderesse.
Montmagny, 2 mai 1901. 2063-5

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal, }
No. 1929.

Dame Rébecca Symon, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Ruben Raphaelovitch, commis, du même lieu,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Ruben Raphaelovitch, du même lieu, Défendeur.
La demanderesse, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son époux.

MARECHAL & DECARIE,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 29 avril 1901. 2145-4

Province de Québec }
District de Québec, } *Cour Supérieure.*
No. 2254.

Dame Joséphine Côté, épouse commune en biens d'Adolphe Paré, de Sainte-Anne de Beaupré, agent, a institué, à Québec, le premier février 1901, une action en séparation de biens contre son mari.

JOSEPH TURCOTTE,
Avocat de la demanderesse.
2071-5

Province de Québec, }
District de Québec, } *Cour Supérieure.*
No. 1256.

Dame Alphonsine Perrault, du village DesChaillons, dans le comté de Lotbinière, épouse commune en biens de A. Victor Bourret, conducteur sur convoi de chemin de fer, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs.

Le dit A. Victor Bourret, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée le 1er mai 1901.

NAPOL LALIBERTE,
Procureur de la demanderesse.
Québec, 11 mai 1901. 2143.3

Province of Quebec, }
District of Iberville, } *Superior Court.*
No. 60.

Dame Herminie Desparois dit Champagne, wife common as to property of François Xavier Jeannotte dit Lachapelle, physician, of the parish of Saint Patrick of Sherrington, district of Iberville,
Plaintiff ;

vs.

The said François Xavier Jeannotte dit Lachapelle, physician, of the same place, Defendant.
Plaintiff has instituted, this day, an action in separation as to property against her said husband, the defendant.

MARECHAL & DECARIE,
Attorneys for plaintiff.
Saint Johns, 21st May, 1901. 2248

Province of Quebec, }
District of Montreal, } *Superior Court.*
No. 3176.

Dame Marie Emélie Vermette has, on the 30th April, 1901, brought a suit in separation as to property to Cyprien Lacroix, contractor, both of Montreal.

A. DESJARDINS,
Attorney for the plaintiff.
2034

Province of Quebec, }
District of Montmagny, } *Superior Court.*
No. 351.

Dame Joséphine Caouette, wife of Alfred Boulanger, heretofore merchant, both of Saint-Eugène, has, this day, instituted an action for separation of property against her said husband.

L. DIONNE,
Attorney for plaintiff.
Montmagny, 2nd May, 1901. 2064

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal, }
No. 1929.

Dame Rébecca Symon, wife common as to property of Ruben Raphaelovitch, clerk, of the city and district of Montreal,
Plaintiff ;

vs.

The said Ruben Raphaelovitch, of the same place, Defendant.
Plaintiff has instituted, this day, an action in separation as to property against her said husband.

MARECHAL & DECARIE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 29th April, 1901. 2146

Province of Quebec, }
District of Quebec, } *Superior Court.*
No. 2254.

Dame Joséphine Côté, wife common as to property of Adolphe Paré, of Sainte Anne de Beaupré, agent, has instituted, at Quebec, the first of February, 1901, an action for separation as to property against her husband.

JOSEPH TURCOTTE,
Attorney for plaintiff.
2072

Province of Quebec, }
District of Quebec, } *Superior Court.*
No. 1256.

Dame Alphonsine Perrault, of the village Des-Chaillons, in the county of Lotbinière, wife common as to property of A. Victor Bourret, conductor on railways, of the same place, hereunto duly authorized,
Plaintiff

vs.

The said A. Victor Bourret, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 1st May, 1901.

NAPOL LALIBERTE,
Plaintiff's attorney.
Quebec, 11th May, 1901. 2144

Marie Chainé, de la paroisse de Saint-Etienne des Grès, a, le 17 avril 1901, institué une action en séparation de biens, à la cour supérieure, à Trois-Rivières, No 201, contre son époux, Joseph Bellemare, manufacturier, du même lieu.

E. D. BOISCLAIR,

2105-5

Procureur.

Province de Québec, }
District d'Iberville, } *Cour Supérieure.*
No 53.

Dame Adéla Danaud, de la ville de Saint-Jean, district d'Iberville, épouse de Charles Brosseau, commerçant, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

A. D. GIRARD,

Avocat de Adéla Danaud.

Saint-Jean, 8 mai 1901.

2109-5

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-Hyacinthe, }
No 44.

Dame Noélie Gloutnay, des cité et district de Saint-Hyacinthe, épouse commune en biens de Joseph Brodeur, boulanger, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, aux fins des présentes, en vertu d'une ordonnance de l'un des honorables juges de cette cour,

Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph Brodeur, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

P. A. MESSIER,

Avocat de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 15 mai 1901.

2199.4

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, incorporant les requérants ou telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les but ci-après mentionnés :

1° Le nom proposé de la Compagnie sera "The Quebec Combination Rack Company (Ltd.)."

2° L'objet de l'incorporation est de faire, manufacturer et vendre des râteliers de tous genres.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans les cité et district de Montréal.

4° Le montant proposé du fonds social sera de vingt-cinq mille piastres.

5° Le nombre d'actions sera de deux cent cinquante, et le montant de chaque action sera de cent piastres.

6° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Benjamin Spedding, marchand de fer en gros, Montréal ; H. Schethene, notaire, Montréal ; Ralph. C. Thorneloe, marchand à commission, Montréal ; E. H. Gray, gérant, Saint-Paul, P. Q. ; Chas. O. Clark, manufacturier de cloches, Saint-Paul, P. Q. ; F. Fowler, marchand de fromage, Montréal ; F. W. Fairman, manufacturier de fils métalliques, Montréal.

Les personnes ci-dessus nommées seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires, lesquels résident en Canada et sont sujets britanniques.

WALTER G. THORNELOE,

Procureur des requérants.

Montréal, 28 mai 1901.

2345

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres

Marie Chainé, of the parish of Saint Etienne des Grès, has, this 17th of April, 1901, instituted an action in separation as to property, in the superior court, at Three Rivers, No. 201, against her husband, Joseph Bellemare, manufacturer, of the same place.

E. D. BOISCLAIR,

2106

Attorney.

Province of Quebec, }
District of Iberville, } *Superior Court.*
No. 53.

Dame Adéla Danaud, of the town of Saint John, in the district of Iberville, wife of Charles Brosseau, trader, of the same place, has, this day, instituted an action in separation de biens against her husband.

A. D. GIRARD,

Attorney for Adéla Danaud.

Saint John, 8th May, 1901.

2110

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint-Hyacinth, }
No. 44.

Dame Noélie Gloutnay, of the city and district of Saint Hyacinth, wife common as to property of Joseph Brodeur, baker, of the same place, duly authorized to appear in judicial proceedings for the purposes hereof, in virtue of an order of one of the Honorable judges of this court,

Plaintiff ;

vs

The said Joseph Brodeur, Defendant.

An action for separation of property has been instituted in this cause, this day.

P. A. MESSIER,

Attorney for plaintiff.

Saint Hyacinth, 15th May, 1901.

2200

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in council, under the provisions of the joint stock companies act of the province of Quebec, for a charter of incorporation of letters patent to incorporate the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, as a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed name of the company is "The Quebec Combination Rack Company (Ltd.)."

2. The object of incorporation is to make, manufacture and sell racks.

3. The chief place of business of said company is to be the city and district of Montreal.

4. The intended amount of capital stock is twenty-five thousand dollars.

5. The number of shares is to be two hundred and fifty, and the amount of each share is to be the value of one hundred dollars.

6. The names in full, address and calling of each of the applicants are as follows : Benjamin Spedding, wholesale iron merchant, Montreal ; H. Schethene, notary, Montreal ; Ralph. C. Thorneloe, commission merchant, Montreal ; E. H. Gray, manager, Saint Paul, P. Q. ; Chas. O. Clark, bell manufacturer, Saint Paul, P. Q. ; F. Fowler, cheese merchant, Montreal ; F. W. Fairman, wire manufacturer, Montreal.

The above are to be the first provisional directors, all of whom reside in Canada and are british subjects.

WALTER G. THORNELOE,

Attorney for applicants.

Montreal, 28th May, 1901.

2346

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant-governor in council for a charter of iucorporation by letters patent, under

patentes, en vertu des dispositions de la "loi corporative des compagnies à fonds social", incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "Le Club Saint-Ours".

2° Les objets, en vertu de l'acte, pour lesquels l'incorporation est demandée sont l'encouragement de l'éducation, la récréation, l'amusement et l'amélioration des relations sociales de ses membres.

3° Le bureau principal de la compagnie sera en la ville de Saint-Ours, dans le district de Richelieu, province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de deux mille piastres.

5° Le nombre d'actions sera de deux cents, de dix dollars l'une.

6° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : J. Ovila Maranda, marchand ; Aimé E. Vary, médecin ; Joseph Papillon, tailleur ; J. Albert Jacques, marchand ; Aldéric Mogé, menuisier ; Ephrem Lacouture, sellier ; Vital Ladébauche, fondateur, et J. Ernest Maranda, marchand, tous de la ville de Saint-Ours susdite.

7° Les dits J. Ovila Maranda, Aimé E. Vary et Joseph Papillon seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la compagnie, et tous sont résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

PICHE & CORDEAU,
Procureurs des requérants.

Montréal, 7 mai 1901.

2467

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans le but ci-après mentionnés :

1° Le nom de la compagnie proposée sera "The Quebec Asbestos Company, limited".

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est :

(a) D'acquérir, par achat ou par bail, des propriétés contenant de l'asbeste et autres propriétés nécessaires ou utiles pour la mise en opération de la dite compagnie, acheter et vendre de l'asbeste, manufacturer de l'asbeste et des articles en asbeste, faire en général les affaires de mines d'asbeste et de manufacture, et de faire toutes choses nécessaires et en rapport aux dites affaires ;

(b) Prendre, acheter, acquérir, posséder, transporter, vendre ou céder tout stock ou actions dans toute compagnie ayant en tout ou en partie des objets semblables à la dite compagnie, et en disposer ;

(c) Emprunter sur débetures ou autrement, hypothéquer, aliéner les biens de la compagnie en tout ou en partie, et en acquérir d'autres pour les remplacer, ou en disposer autrement.

3° Le principal bureau de la compagnie sera dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, province de Québec.

4° Le montant du fonds social sera de cent mille piastres.

5° Le nombre d'actions sera de mille, et le montant de chaque action sera de cent piastres.

6° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : Henry W. Mulvena, magistrat de district ; John H. Walsh, gérant de trafic de chemin de fer ; Arthur H. Anderson, agent acheteur de chemin de fer ; John Mulvena, cultivateur ; Thomas D. Walsh, agent de chemin de fer, tous de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, province de Québec ; et John W. McGeary, agent, de la cité de Burlington, dans l'Etat du Vermont, un des états unis d'Amérique.

the provisions of the joint stock companies incorporation act, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body corporate and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed name of the company is "Le Club Saint-Ours".

2. The objects for which the incorporation is sought, in virtue of this act, are the encouragement of education, recreation and the improvement of the social relations of its members.

3. The head office of the company will be in the town of Saint Ours, in the district of Richelieu, province of Quebec.

4. The amount of the capital stock of the said company will be two thousand dollars.

5. The number of share will be two hundred, of ten dollars each.

6. The names in full, residence and profession of the petitioners are as follows : J. Ovila Maranda, merchant ; Aimé E. Vary, physician ; Joseph Papillon, tailor ; J. Albert Jacques, merchant ; Aldéric Mogé, joiner ; Ephrem Lacouture, saddler ; Vital Ladébauche, founder, and J. Ernest Maranda, merchant, all of the town of Saint Ours aforesaid.

7. The said J. Ovila Maranda, Aimé E. Vary and Joseph Papillon, will be the first or interim directors of the company, and all residents in Canada and subjects of His Majesty.

PICHE & CORDEAU,
Attorneys for petitioners.

Montreal, 7th May, 1901.

2468

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, for a charter of incorporation, by letters patent, under the provisions of the joint stock companies act, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, corporate and politic, under the name and for the purpose hereinafter mentioned :

1. The name of the proposed company is to be "The Quebec Asbestos Company, Limited".

2. The object for which incorporation is sought is :

(a) To acquire, by purchase or lease, asbestos properties and other properties needed or useful for carrying on operations of said company, buy and sell asbestos, manufacture asbestos and asbestos goods, do a general asbestos mining and manufacturing business, and do all that is necessary and is incidental to carry out the said business ;

(b) To take, buy, acquire, hold, transfer, sell, dispose of, or assign any stock or shares in any company having in whole or in part objects similar to said company

(c) To borrow on debentures or otherwise, to hypothecate, alienate or otherwise dispose of the property of the company wholly or partly, and to acquire others to replace them.

3. The head office of said company will be in the city of Sherbrooke, in the district of Saint-François, province of Quebec.

4. The amount of its capital stock is to be one hundred thousand dollars.

5. The number of shares is to be one thousand, and the amount of each share one hundred dollars.

6. The names in full, the address and calling of each of the applicants are as follows : Henry W. Mulvena, district magistrate ; John H. Walsh, railway traffic manager ; Arthur H. Anderson, railway purchasing agent ; John Mulvena, farmer ; Thomas D. Walsh, railway agent, all of the city of Sherbrooke, in the district of Saint-François, province of Quebec ; and John W. McGeary, of the city of Burlington, in the State of Vermont, one of the united states of America, agent.

7° Les dits Henry W. Mulvena, John H. Walsh, Arthur H. Anderson, John Mulvena, Thomas D. Walsh et John W. McGeary seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, et la majorité de ces directeurs sont résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

PANNETON & LEBLANC,

Procureurs des requérants.

Sherbrooke, 17 mai 1901.

2335-2

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite par requête à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés, à savoir :

1° Le nom proposé de la compagnie sera "G. H. Harrower Company, Limited."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) De faire le commerce et affaires de manufacture, d'achat, de vente et de commerce de toute sorte de chemises, blouses et vêtements pour hommes et femmes ou habillements ;

(b) D'acquérir, posséder et louer tout immeuble et ériger une manufacture ou manufactures et magasins nécessaires pour les fins des dites affaires ;

(c) Emprunter sur débiteures ou autrement, hypothéquer, aliéner les biens de la compagnie et acquérir d'autres biens en remplacement d'iceux ou en disposer autrement.

3° Le principal bureau de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal, province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de cinquante mille piastres (\$50,000), divisé en cinq cents actions de la valeur au pair de cent piastres chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit : George Hayward Harrower, manufacturier ; Robert Andrew Dunton, notaire ; Alfred Walford, comptable ; Frank Gordon Roe, gérant, et Joel C. Baker, gentilhomme, tous des cité et district de Montréal.

Les dits Georges Hayward Harrower, Robert Andrew Dunton, Alfred Walford, Frank Gordon Roe seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, lesquels sont tous résidents en Canada et sujets anglais.

R. A. DUNTON,

Pour les requérants.

Montréal, 29 mai 1901.

2375.2

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom de la compagnie projetée sera "The Lake Megantic Furniture Company".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) De manufacturer et vendre les matériaux requis pour les bâtisses, les meubles de toutes sortes en bois, en fer et en cuivre, y compris les sommiers en fils de fer, les montures de sommiers et tous autres articles d'ameublement et plus spécialement les couchettes d'enfants ;

(b) D'acheter, louer ou autrement acquérir, de construire, outiller ou opérer un ou des moulins ou manufactures pour y manufacturer des matériaux de construction et des meubles de toutes sortes tel que plus haut expliqué ;

7. The said Henry W. Mulvena, John H. Walsh, Arthur H. Anderson, John Mulvena, Thomas D. Walsh and John W. McGeary are to be the first or provisional directors of the said company, and the majority of them are residents of Canada and subjects to His Majesty.

PANNETON & LEBLANC,

Attorneys for applicants.

Sherbrooke, 17th May, 1901.

2336

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made by petition to His Honor the Lieutenant Governor for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the Joint Stock Companies Incorporation Act, incorporating the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned, to wit :

1. The proposed name of the company is "G. H. Harrower Company," Limited.

2. The purposes for which incorporation is sought are :

(a) To carry on the trade and business of manufacturing, buying, selling and dealing in all kinds of shirts, blouses and men and women wear or clothing ;

(b) To buy, acquire, hold and lease all immovable property and erect a factory or factories and warehouses necessary for the purposes of said business ;

(c) To borrow on debentures or otherwise, to hypothecate, alienate or otherwise dispose of the property of the company and to acquire other property in replacement thereof.

3. The head office of the said company will be in the city of Montreal, in the district of Montreal, province of Quebec.

4. The amount of capital stock of said company is to be fifty thousand dollars (\$50,000), divided into five hundred shares of the par value of one hundred dollars each.

5. The names in full, and the address and calling of each of the applicants are as follows : George Hayward Harrower, manufacturer ; Robert Andrew Dunton, notary ; Alfred Walford, accountant ; Frank Gordon Roe, manager, and Joel C. Baker, gentleman, all of the city and district of Montreal.

The said George Hayward Harrower, Robert Andrew Dunton, Alfred Walford, Frank Gordon Roe are to be the first or provisional directors of the said company, all of whom reside in Canada and are British subjects.

R. A. DUNTON,

For applicants.

Montreal, 29th May, 1901.

2376

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in Council, under the provisions of the joint stock companies act of the province of Quebec, for a charter of incorporation of letters patent to incorporate the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, as a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The name of the company will be "The Lake Megantic furniture company".

2. The objects for which incorporation is sought are :

(a) To carry on business as wholesale and retail dealers and manufacturers of building material, furniture of all kinds of wood, iron and brass, including wire mattresses, mattress frames and other articles of utility and more specially children's cribs ;

(b) To buy, let or otherwise acquire, to erect, equip and operate one or more mills or factories for the manufacturing of building material and furnitures of all kinds as above stated ;

(c) D'acheter, louer ou autrement acquérir du bois, des limites à bois ou des droits de coupes de bois et de les exploiter ;

(d) D'acheter, louer ou autrement acquérir des terrains, maisons et autres biens immobiliers ;

(e) D'acheter, louer et exploiter un ou des pouvoirs mus par l'eau, la vapeur ou l'électricité ;

(f) De faire toutes transactions quelconques pour les fins de ses opérations.

3° Le siège social et la principale place d'affaires de la compagnie seront au village de Mégantic, dans le comté de Compton, dans le district de Saint-François.

4° Le montant du fonds social sera de cinquante mille piastres.

5° Le nombre des actions sera de deux mille, et le montant de chaque action sera de vingt-cinq piastres.

6° Les noms au long, ainsi que la profession et l'adresse des requérants sont, savoir : Lieutenant-colonel Malcolm B. McAulay, commerçant de bois, de la ville de Scotstown, dans le comté de Compton; Paul Bernard Keens, commerçant de bois, du village d'Agnès, dans les comté et district de Beauce; Alphonse B. Gendreau, officier de douane, du dit village de Mégantic; Fred Talbot, commis-voyageur, de la ville de Sherbrooke, P. Q., et Thomas Hope Churchill, commis-voyageur, de la ville de Truro, Nouvelle-Ecosse.

Les dits Malcolm B. McAulay, Paul Bernard Keens, Alphonse B. Gendreau, Fred Talbot et Thomas Hope Churchill seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

A. S. BECIGNEUL,

Procureur des requérants.

Village de Mégantic, 15 mai 1901.

2215-3

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après mentionnées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social de la province de Québec, les constituant, et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie à être créée par telles lettres patentes, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés.

1° Le nom de la compagnie sera "The Canadian Spool Cotton Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont de manufacturer des fils, toiles, tissus en coton, soie, laines et toile et tous autres objets et effets manufacturés, composés en tout ou en partie de coton, lin, chanvre, soie, laine et autres matériaux; acheter, cultiver, préparer et vendre la matière première et la matière brute nécessaires pour telles manufactures; acheter et manufacturer des blocs pour bobines, bobines, boîtes, marques, étiquettes, enveloppes, cartes d'annonce, machines, outils et autres appareils et articles requis pour les dites affaires, ou y ayant rapport; de vendre, disposer des articles achetés ou manufacturés par la compagnie, et d'en faire le commerce; d'acheter et vendre des fils, des toiles, des tissus et autres articles manufacturés, en disposer et en faire le commerce; aussi agir comme agent pour la vente de fil à n fuséau et autres fils et articles manufacturés; aussi acheter, louer ou autrement, ou acquérir et entreprendre toute affaire ou tout commerce en tout ou en partie semblable à toutes affaires autorisées à être transigées par la compagnie et qui lui seront profitables, tant en ce qui regarde la clientèle et l'actif de telle affaire ou affaires; de les vendre, garantir ou louer; aussi s'amalgamer avec toute corporation ou corporations faisant telles affaires ou tel commerce; acheter, acquérir, posséder, vendre, céder, transporter, hypothéquer, garantir toutes et chacune des actions du fonds social, ou bonds, garanties, dettes ou la preuve des dettes de toute telle corporation ou corporations ou autrement en disposer; acheter ou autrement, acquérir, faire valoir.

(c) To buy, let or otherwise acquire timber, timber limits or rights to cut timber on limits and operate the same;

(d) To buy, let or otherwise acquire grounds buildings or other immovables;

(e) To buy, let or operate one or more water, steam or electric power;

(f) To make all transactions whatever for the purpose of their operations.

3. The chief office and the principal place of business of the company will be at village of Mégantic, in the county of Compton, in the district of Saint Francis.

4. The amount of the capital stock is fifty thousand dollars.

5. The number of shares is two thousand, and the amount of each share is twenty-five dollars.

6. The names in full and the address and calling of the applicants are as follows, to wit: Lieutenant-colonel Malcolm B. McAulay, lumber dealer, of the town of Scotstown, in the county of Compton; Paul Bernard Keens, lumber dealer, of the village of Agnès, in the county and district of Beauce; Alphonse B. Gendreau, custom officer, of the said village of Mégantic; Fred Talbot, commercial traveller, of the city of Sherbrooke, and Thomas Hope Churchill, commercial traveller, of the city of Truro, Nova Scotia.

The said Malcolm B. McAulay, Paul Bernard Keens, Alphonse B. Gendreau, Fred Talbot and Thomas Hope Churchill will be the first or provisional directors of the company.

A. S. BECIGNEUL,

Attorney for applicants.

Lake Mégantic, 15th May, 1901.

2216

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication hereof, in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter mentioned will apply to His Honor the Lieutenant Governor in council, for the granting of a charter of incorporation by letters patent under the joint stock companies incorporation act, of the province of Québec, constituting them and such others as may hereafter become shareholders in the company to be incorporated by such letters patent, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The name of the company is to be "The Canadian Spool Cotton Company."

2. The objects for which incorporation is sought are to manufacture cotton, silk, wool, linen and other threads, cloths, fabrics and other manufactures, articles and goods composed in the whole or in part of cotton, flax, hemp, silk, wool or other materials; to buy, grow, prepare and sell the stock and raw material for such manufactures; and to purchase and manufacture blocks spools, bobbins, boxes, tickets, labels, wrappers, show cards, machines, tools and other appliances, articles or products whatsoever, required in and connected with the said business; and the trading in, dealing and selling and disposing of the articles purchased or manufactured by the company; to purchase, sell and dispose of and otherwise trade and deal in threads, cloths, fabrics and other manufactured articles; also to act as agents for the sale of spool cotton and other threads, and other manufactured articles; also to purchase, lease, or otherwise acquire and undertake all or any part of any business or businesses or trades of a nature or character similar to any of the businesses authorized to be carried on by the company, or profitable to be transacted in connection therewith, as well as the good will or other assets of any such business or businesses, and the same to sell, lease or lease; also to amalgamate with any corporation or corporations carrying on such business or trade, and to purchase, acquire, hold, sell, assign, transfer, mortgage, pledge or otherwise dispose of all or any of the shares of capital stock, or bonds, securities, debts or evidence of indebtedness of any such corporation or corpor-

employer toute patente ou patentes, marques de commerce, noms de commerce, devises, droits de propriété en rapport aux affaires que la compagnie sera autorisée à faire, ou en disposer; avoir, posséder et exercer tous pouvoirs, droits et privilèges; de faire tous actes ou choses nécessaires, propres ou avantageux à l'exécution pleine et entière des objets ci-dessus mentionnés pour lesquels la dite incorporation est demandée; et dans ce but de faire ses dites affaires dans toutes les autres provinces de la Puissance du Canada, dans Terre-Neuve et dans tous les pays étrangers, conformément aux termes et conditions imposés par les lois des dites autres provinces, Terre-Neuve et les pays étrangers.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4° Le fonds social sera de deux cent mille piastres, divisé en deux mille actions de cent piastres chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit: Stuart Auchincloss Coats, directeur, de la cité de New-York, dans l'Etat de New-York, un des Etats Unis d'Amérique; William Wilson, secrétaire, de la cité de Brooklyn, dans l'Etat de New-York; John Beattie, agent, de la dite cité de Montréal; Walter Wilson, agent, de la dite cité de Montréal, et William Carson McLeish, gérant, de la dite cité de Montréal.

Les dits Stuart Auchincloss Coats, John Beattie et William Carson McLeish seront les premiers directeurs, lesquels sont sujets anglais.

BETHUNE & BETHUNE,

Procureurs des requérants.

Montréal, 20 mai 1901.

2227-3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après nommées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur pour obtenir des lettres patentes, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés, savoir:

1° Le nom proposé de la compagnie sera "The American Silk Waist Company".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont d'acquiescer et prendre les affaires maintenant connues comme "The American Silk Waist Manufacturing Company", et de faire les affaires de manufacture et de vente de vêtements et d'habillements de toute sorte.

3 La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal.

4° Le montant du fonds social sera de \$50,000, divisé en 500 actions de (\$100) chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession des requérants sont comme suit: Edward Black Greenshields, George Brown Fraser, Edward Charles Barry Fetherstonhaugh, George Lighthall Cains, tous des cité et district de Montréal, marchands, et John Henry Armstrong, du même lieu, comptable, lesquels sont tous sujets anglais.

Les dits Edward Black Greenshields, George Brown Fraser, Edward Charles Barry Fetherstonhaugh et George Lighthall Cains, seront les premiers directeurs de la Compagnie.

DUNLOP, LYMAN & MACPHERSON,

Procureurs des requérants.

Montréal, 15 mai 1901.

2197-4

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, les personnes ci-après nommées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, les constituant et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires

ations; to purchase or otherwise acquire, develop, use, or dispose of any patent or patents, trademarks, trade-names, devises and copyrights relating to the businesses which the company shall be authorized to carry on, and to have, possess and exercise any and all powers, rights and privileges, and to do any and every act or thing necessary, convenient or profitable, to the full and perfect performance of the hereinbefore enumerated objects for which said incorporation is sought; and to that end to carry on its said business in any of the other provinces of the Dominion of Canada, and in Newfoundland, and in any foreign country, on such terms and conditions as the laws of said other provinces, and Newfoundland and foreign country may prescribe.

3. The chief place of business of the said company is to be at the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The capital stock is to be two hundred thousand dollars, divided into two thousand shares of one hundred dollars each.

5. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows: Stuart Auchincloss Coats, director, of the city of New York, in the State of New York, one of the United States of America; William Wilson, actuary, of the city of Brooklyn, in the said State of New York; John Beattie, agent, of the said city of Montreal; Walter Wilson, agent, of the said city of Montreal, and William Carson McLeish, manager, of the said city of Montreal.

The said Stuart Auchincloss Coats, John Beattie and William Carson McLeish are to be the first directors, all of whom are british subjects.

BETHUNE & BETHUNE,

Attorneys for applicants.

Montreal, 20th May, 1901.

2228

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter named will apply by petition to the Lieutenant Governor, for letters patent, constituting the applicants and other persons who may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned, to wit:

1. The corporate name of the proposed company is "The American Silk Waist Company".

2. The objects for which incorporation is sought are to acquire and take over the business known as "The American Silk Waist Manufacturing Company", and to carry on the business of manufacturing and selling garments and clothing of all kinds.

3. The chief place of business of the proposed company to be the city of Montreal.

4. The proposed capital stock is \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

5. The names in full and the calling of each of the applicants is as follows: Edward Black Greenshields, George Brown Fraser, Edward Charles Barry Fetherstonhaugh, George Lighthall Cains, all of the city and district of Montreal, merchants, and John Henry Armstrong, of the same place, accountant, all of whom are british subjects.

The said Edward Black Greenshields, George Brown Fraser, Edward Charles Barry Fetherstonhaugh, and George Lighthall Cains are to be the first directors of the company.

DUNLOP, LYMAN & MACPHERSON,

Attorneys for the applicants.

Montreal, 15th May, 1901.

2198

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, the persons hereinafter named will apply to His Honor the Lieutenant Governor in council, for a charter of incorporation under the provisions of the joint stock companies incorporation act, constituting the applicants and such others as may become shareholders in the

de la compagnie devant être incorporée par lettres patentes, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans le but ci-après mentionnés :

- 1° Le nom de la compagnie est "Français".
- 2° Son but est la récréation, l'instruction pour les exercices athlétiques et pour des fins sociales.
- 3° La principale place d'affaires sera à Montréal, dans la province de Québec.
4. Le capital sera de cinq cents dollars, divisé en cent actions de cinq dollars chacune.

5. Les noms, résidence et occupation des requérants sont comme suit : Dr A. Monpetit ; L. N. Cardinal, tailleur ; O. Bernier, marchand de chaussures ; Dominique Daviau, rentier ; Paul Dumour, rentier ; Antoine Michel, commerçant ; Dame Isabelle Viala, marchande publique, tous de la cité et du district de Montréal.

6° Les directeurs provisoires seront les dits Dr A. Monpetit, L. N. Cardinal, P. Dumour, A. Michel et Dame I. Viala, épouse séparée de biens de Isidore Malartre, marchand de vin, de la cité de Montréal, et dûment autorisée à l'effet des présentes, lesquels directeurs ci-dessus nommés et qualifiés, dont la majorité réside au Canada, et sont sujets de Sa Majesté.

DAME ISABELLE VIALA,

Requérante.

Montréal, 17 avril 1901.

1935-5

Avis est donné que demande sera faite par les personnes ci-dessous à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, pour obtenir une charte par lettres patentes, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, les constituant en corporation civile, sous le nom et pour les fins ci-après :

- 1° Le nom de la dite compagnie sera "La Compagnie F. Lapointe", "The F. Lapointe Company".
- 2° Les fins pour lesquelles la constitution en corporation civile est demandée sont : fabriquer tous les objets ou ustensiles propres à l'usage ou à l'ameublement des maisons d'habitation, magasins, hôtels, bureaux, écoles, théâtres et églises, les objets de fantaisie ou de bijouterie, les voitures d'enfants, les voitures ou chaises de malades ou d'infirmités, faire le commerce de tous ces articles, les louer ou les échanger pour d'autres objets du même genre ou pour des immeubles, et en général faire le commerce de grands magasins, (departmental stores); posséder des immeubles d'une valeur annuelle n'excédant pas vingt mille dollars.

3° Le principal établissement de la dite compagnie sera à Montréal.

4° Le fonds social de la dite compagnie sera de \$190,000, divisé en actions de \$10.00.

5° Les noms, profession et résidence des requérants sont : Frédéric Lapointe, marchand de meubles ; Léonidas Charlebois, gérant ; Fabien Guibord, comptable ; Adélard Paré, comptable, et Romulus Camille Piuze, commis, tous des cité et district de Montréal, qui seront les premiers directeurs de la dite compagnie.

BEIQUE, LAFONTAINE,

TURGEON & ROBERTSON,

Procureurs des requérants.

Montréal, 29 mai 1901.

2391-2

proposed company, a body corporate and politic, by the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The name of company will be "Français."
2. Its purpose is recreation, instruction for athletic training and for social purposes.
3. The chief place of business will be at Montreal, in the province of Quebec.
4. The capital will be five hundred dollars, divided into one hundred shares of five dollars each.

5. The names, residence and calling of the petitioners are as follows : Dr. A. Monpetit ; L. N. Cardinal, tailor ; O. Bernier, dealer in shoes ; Dominique Daviau, rentier ; Paul Dumour, rentier ; Antoine Michel, trader ; Dame Isabelle Viala, public trader, all of the city and district of Montreal.

6. The interim directors will be the said Dr. A. Monpetit, L. N. Cardinal, P. Dumour, A. Michel and Dame I. Viala, wife separated as to property of Isidore Malartre, wine merchant, of the city of Montreal, and duly authorized for the purposes hereof, which directors herein above named and described, of whom the majority reside in Canada, and are subjects of His Majesty.

DAME ISABELLE VIALA,

Petitioner.

Montreal, 17th April, 1901.

1936

Notice is given that an application will be made by the undermentioned persons to His Honor the Lieutenant Governor in council, for a charter by Letters Patent, under the joint stock companies act, incorporating them under the following name and for the following purposes :

1. The name of said company shall be "La Compagnie F. Lapointe", "The F. Lapointe Company".
2. The purposes for which incorporation is sought are : manufacture all articles and utensils suitable for the use and furnishing of residential houses, stores, hotels, offices, schools, theatres and churches, jewelry and fancy articles, baby and invalid chairs or carriages, and deal in all the above articles, rent or exchange them for similar articles or for immovables, and in general carrying on such business as carried on in departmental stores ; hold immovable property of an annual value not exceeding twenty thousand dollars.

3. The principal place of business of said company will be at Montreal.

4. The capital stock of said company will be \$190,000, divided into shares of \$10.00.

5. The names, profession and residence of applicants are : Frédéric Lapointe, furniture dealer, Léonidas Charlebois, manager ; Fabien Guibord, accountant ; Adélard Paré, accountant, and Romulus Camille Piuze, clerk, all of the city and district of Montreal, who shall be the first directors of said company.

BEIQUE, LAFONTAINE,

TURGEON & ROBERTSON,

Solicitors for applicants.

Montreal, 29th May, 1901.

2392

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ETUDE DU DROIT.

CANDIDATES FOR ADMISSION TO THE STUDY OF LAW.

Examens du 2 juillet 1901.—2nd July examinations, 1901.

No.	Noms.—Names.	Age.	Résidence.	Collège.
1	Archambault, Noël B.	21 ans— years..	L'Assomption..	Collège de—of L'Assomption.
2	Authier, Hector.	19 " "	St-Hyacinthe..	Séminaire de—of Saint Hyacinthe
3	Audet, H. Eugène.	29 " "	Montréal.	Ecole Normale et—and Leblond.
4	Barsalou, Chs. Amédée.	22 " "	"	L'Ecole Normale Jacques-Cartier et—and M. de Kermeno.
5	Beauchamp, Emile.	20 " "	"	Collège Saint-Laurent.
6	Belknap, Sewel Franklin.	21 " "	"	Académie Knowlton, Collège Jo- liette et—and Université Mc- Gill.
7	Bouthillier, Victor.	26 " "	"	Université Brown, Providence, R. I.
8	Brazeau, Arthur.	22 " "	"	Leblond, Bouin et—and Mont Saint Louis, Collège Sainte- Marie—Saint Mary's College.
9	Brousseau, Bernard.	17 " "	"	Collège Sainte-Marie et—and Mr. André.
10	Coulin, James Edouard.	23 " "	"	Collège Latin Neuchatel, Suisse, Collège Presbytérien de Mont- réal et—and Université McGill.
11	DeLamothe, Jacques.	22 " "	"	Séminaire de Sainte-Thérèse, Col- lège de Sainte-Marie et—and M. de Kermeno.
12	Desroches, Joseph Emery.	22 " "	Joliette.	Collège de—of Joliette.
13	DeWitt, Jacob.	22 " "	Montréal.	Lock Port Public School, Lock Port, Illinois, Montreal High School, Montreal, Collegiate Institute, McGill University.
14	Draper, Denis Colborne.	29 " "	"	Sutton Academy, Montreal Colle- giate Institute et—and Mr. C. W. Parken.
15	Dwyer, Peter.	27 " "	"	Sainte-Marie et—and Sainte Mary's and Saint Joseph de Kirkwood.
16	Fortin, Anthime François.	21 " "	"	J. A. Pélodeau et—and Sémi- naire de Montréal.
17	Friedlander, Abraham.	25 " "	"	High School et—and University McGill.
18	Garand, Hector.	19½ " "	"	Mont Saint-Louis et—and Mr. Leblond, de Blumath.
19	Kearney, William P.	19 " "	"	Mont Saint-Louis.
20	Kerr, Thomas Reginal.	18 " "	"	Montreal High School, Mr. Le- blond, de Blumath et—and Mr. de Boissieu.
21	Lacoste, Alexandre.	18 " "	"	Collège Sainte-Marie, Mont Saint- Louis et—and Mr. Colonnier.
22	Lafontaine, Wilfrid.	19 " "	"	Collège Sainte-Marie et—and Mr. de Kermeno.
23	Leclerc, René.	22 " "	"	Sainte-Marie et Mont Saint- Louis, Mr. Leblond et—and de Boissieu.
24	Montpetit, Edouard.	19 " "	"	Séminaire de Montréal.
25	Nott, E. V.	23 " "	"	Montreal College Institute.
26	Payette, Joseph Victor.	19 " "	Varenes.	Collège de Varennes et—and de l'Assomption.
27	Phelan, Michael.	26 " "	Montréal.	Bishop College, Lennoxville.
28	Piette, Joseph.	20 " "	"	Collège de Joliette et—and Mr. de Kermeno.
29	Marchand, Louis Joseph.	22 " "	"	Collège Sainte-Marie et—and Collège de L'Assomption.
30	Tansey, Thomas M.	20 " "	"	Mont Saint-Louis et—and Collè- ge Sainte-Marie.
31	Trudeau, Joseph Arthur Hector.	21 " "	St-Alphonse de Rodriguez.	Collège de Joliette.
32	Vallée, Arthur.	19 " "	Montréal.	Collège de Montréal.
33	Vipond, Ernest E.	24 " "	"	Montreal High School et—and McGill University.
34	Loranger, Maurice.	19 " "	"	Collège Sainte-Marie.
35	Génault, Joseph Edouard.	21 " "	"	Collège Sainte-Marie.
36	Desjardins, Charles Henri.	20 " "	Maisonnette.	Collège Sainte-Marie.
37	Duffy, Fabian.	19 " "	Montréal.	Ottawa University.
38	Molleur, Joseph.	21 " "	Montréal, N. H.	Collège de Montréal.

ROBERT TASCHEREAU,

BARREAU DE QUEBEC.—QUEBEC BAR.

SECTION DE BEDFORD.—BEDFORD SECTION.

Examens de Juillet 1901.—July examinations, 1901.

Liste des candidats à l'étude de la profession légale.—List of candidates to the study of law.

Noms. — Names.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.	Collèges où ils ont étudié. — Colleges where educated.
Cotton....	William Ulric..	22 ans—years..	Township of Dunham, Qué..	McGill University, Montréal.
Williams..	Henry Stevens.	21 " "	Knowlton, Qué.....	McGill University, Montréal.

A. J. E. LEONARD,

Sec. du Barreau de Bedford.—Sec. Bedford Bar.

2413-14

Sweetsburg, 1er juillet—1st July, 1901.

SECTION DE QUÉBEC.—SECTION OF QUEBEC.

Aspirants à l'étude.—Candidates to study.

Nom.—Name.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.	Collège de—College of
Barnard.....	M. E. Joseph.....	22	Saint-Denis.....	Sainte-Anne Lapocatière.
Belleau.....	Raymond.....	20	Lévis.....	Lévis.
Boily.....	J. Albert Herman...	20	Chicoutimi.....	Chicoutimi.
Gagné.....	Jean Charles.....	20	do.....	do
Gagnon.....	L. E. Ernest A.....	20	Québec.....	Sainte-Anne Lapocatière.
Morin... ..	J. Louis Alexis.....	21	Saint-Joseph, Beauce.	Nicolet.
O'Sullivan.....	Harry Musgrave.....	22	Lorette.....	Séminaire de Québec.
Parent.....	George.....	21	Québec.....	Sainte-Anne Lapocatière et Saint-Dunstan, P. E. I.
Patry.....	Jules.....	21	do.....	Saint-Dunstan, P. E. I.
Pelletier.....	J. George Elzéar.....	18	Fraserville.....	Sainte-Anne Lapocatière.
Taschereau.....	Alleyn.....	21	Québec.....	Sainte-Anne Lapocatière et Saint-Dunstan.

CHARLES DeGUISE,

Secrétaire—Secretary.

2439-40

Québec, 3 juin—3rd June, 1901.

Avis de Faillites

Province de Québec,
District de Montréal.
No 85. } *Cour Supérieure.*

Arthur E. Smith, des cités et district de Montréal,
Demandeur ;

vs

Edward A. Ranson, pharmacien, de la ville de
Lachine, district de Montréal, Défendeur.

Avis est par le présent donné que le dit Edward
A. Ranson a, ce jour, fait un abandon judiciaire
de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au
bureau du protonotaire, à Montréal.

ARTHUR W. WILKS,
Député gardien provisoire.

Bureau de Wilks & Michaud,
Comptables et liquidateurs,
211 et 212, Bâtisse de la Banque des Marchands.
Montréal, 30 mai 1901. 2403

Bankrupt Notices

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 85. } *Superior Court.*

Arthur E. Smith, of the city and district of Mon-
treal, Plaintiff ;

vs

Edward A. Ranson, of the town of Lachine,
district of Montreal, druggist, Defendant.

Notice is hereby given that the said Edward A.
Ranson has, this day, made, in the prothonotary's
office, in Montreal, a judicial abandonment of his
property for the benefit of his creditors.

ARTHUR W. WILKS,
Deputy provisional guardian.

Office of Wilks & Michaud,
Accountants and liquidators,
211 and 212, Merchant's Bank Building, Montreal.
Montreal, 30th May, 1901. 2404

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure,*
In re J. E. I. Clavel, Insolvable ;

et
Bilodeau & Chalifour, Curateurs.
Un premier et final bordereau de collocation a été préparé en cette cause ; les collocations seront payables à nos bureaux, à partir du 24^e jour de juin 1901.

Toute contestation à tel dividende devra être déposée devant nous avant la date sus-mentionnée.

F. X. BILODEAU,
A. O. CHALIFOUR,
Curateurs conjoints.

15, rue Saint-Jacques.
Montréal, 4 juin 1901. 2409

Province de Québec, }
District de Gaspé. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de John LeBoutillier & Cie., marchands, de Gaspé et ailleurs, Insolvable.
Avis est par le présent donné qu'un deuxième et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 24 juin 1901.

Les dividendes seront payables et envoyés aux créanciers après le 24 juin 1901.

NAP. MATTE,
C. SUTTON LeBOUTILLIER,
Curateurs conjoints.

Bureaux de
Nap. Matte, 47, rue Richelieu, Québec, Can.
C. Sutton LeBoutillier,
Bassin de Gaspé, comté de Gaspé, Can.
Québec, 4 juin 1901. 2417

Cour Supérieure—Kamouraska.
No 205.

In re Thadé Therriault, marchand, de la ville de Fraserville, Requérent cession ;

vs

Joseph Morneau, marchand, de la paroisse de Notre-Dame du Lac, Défendeur.
Avis est par les présentes donné que le défendeur a fait, le 31 mai dernier (1901), cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Kamouraska, au palais de justice à Fraserville.

POLYCARPE NADEAU,
Gardien provisoire.

Fraserville, 3 juin 1901. 2443

Province de Québec. }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de T. V. Scully, Québec,

Insolvable.

Un premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 24 juin 1901, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 6 juin 1901. 2445

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*

No 1762

Dans l'affaire de Bédard, Bertrand & Gauvin, de Québec, marchands, Faillis.
Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de l'honorable juge Andrews, en date du 4^e jour de juin 1901, les sou-signés ont été nommés curateurs conjoints en cette affaire.

Les créanciers sont requis de produire leurs réclamations dûment attestées sous serment, dans un délai de trente jours de cette avis.

GEO. LEFAIVRE,
LEONCE E. TASCHEREAU,
Curateurs conjoints.

Bureau : 48 rue Saint-Pierre,
Québec, 4 juin 1901. 2441

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re J. E. I. Clavel, Insolvent ;

and
Bilodeau & Chalifour, Curators.
A first and final bordereau of dividend has been prepared in this cause ; the collocations will be payable at our offices, from the 24th day of June, 1901.

Any contestation to such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

F. X. BILODEAU,
A. O. CHALIFOUR,
Joint curators.

15, Saint James street.
Montreal, 4th June, 1901. 2410

Province of Quebec, }
District of Gaspé } *Superior Court.*

In the matter of John LeBoutillier & Co., merchants, of Gaspé and elsewhere, Insolvents.
Notice is hereby given that a second and final dividend has been prepared in this matter, open to objection until the 24th June, 1901.

This dividend will be payable and will be sent to the creditors after the 24th June, 1901.

NAP. MATTE,
C. SUTTON LeBOUTILLIER,
Joint curators.

Offices of
Nap. Matte, 47, Richelieu street, Quebec, Can.
C. Sutton LeBoutillier,
Gaspé Basin, Gaspé Co., Can.
Quebec, 4th June, 1901. 2418

Superior Court.—Kamouraska.
No. 205.

In re Thadé Therriault, merchant, of the town of Fraserville, Petitioner for assignment ;

vs

Joseph Morneau, merchant, of the parish of Notre-Dame du Lac, Defendant.
Notice is hereby given that on the 31st day of May last (1901), the said debtor has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the protonotary's office of the superior court for the district of Kamouraska, at court house of Fraserville.

POLYCARPE NADEAU,
Provisional guardian.

Fraserville, 3rd June 1901. 2444

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*

In the matter of T. V. Scully, Quebec,

Insolvent.

A first dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 24th June, 1901, after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building
Quebec, 6th June, 1901. 2446

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*

No. 1762.

In the matter of Bedard, Bertrand & Gauvin, of Quebec, merchants, Insolvents.
Notice is hereby given that by order of the Honorable judge Andrews, dated the 4th day of June, 1901, the undersigned have been appointed joint curators in this matter.

Creditors are required to file their claims duly attested on oath, within thirty days from this notice.

GEO. LEFAIVRE,
LEONCE E. TASCHEREAU,
Joint curators.

Office : 48, Saint Peter street.
Quebec, 4th June, 1901. 2442

En vertu de l'Acte des Liquidations

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*
 No 60.

(En vertu de l'acte des liquidations et amendements).
 Dans l'affaire de "The Investment Company,
 Limited,"

Une compagnie en faillite, en liquidation ;
 et
 "The National Trust Company Limited,"
 Liquidateurs et requérants.

Avis public est par le présent donné que le 19e
 jour de juin prochain, à dix heures et demie de
 l'avant-midi, les dits liquidateurs procéderont
 devant la cour supérieure pour le district de Mont-
 réal, (cour de pratique), siégeant dans le palais de
 justice de Montréal, pour fixer et déterminer la
 liste des actionnaires dans cette affaire, et toutes
 personnes y ayant des intérêts sont requises de se
 conduire en conséquence.

FOSTER, MARTIN & ARCHIBALD,

Procureurs des requérants.

NATIONAL TRUST COMPANY, LIMITED,

Liquidateurs.

Montréal, 31 mai 1901.

2427

Licitation

LICITATION.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la
 cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le dis-
 trict de Montréal, le onzième jour de mai mil neuf
 cent un, dans une cause dans laquelle Delle Magde-
 leine McHugh, fille majeure et usant de ses droits,
 des cité et district de Montréal, est Demanderesse ;
 contre Octave Germain, entrepreneur maçon, des
 cité et district de Montréal ; John McHugh, du
 village de Verdun, dit district ; Francis McHugh,
 de Montréal susdit ; Bernard McHugh, de la cité
 d'Ottawa, province d'Ontario ; James McHugh,
 Joseph McHugh et Lilian McHugh, tous trois ma-
 jeurs et usant de leurs droits, de Providence, Etat
 du Rhode Island, un des Etats-Unis ; Ann McHugh,
 épouse de Thomas Kennedy, tous deux de Water-
 bury, Etat du Connecticut, un des Etats-Unis, et
 le dit Thomas Kennedy, pour autoriser sa dite
 épouse aux fins des présentes ; Anna McHugh, fille
 majeure et usant de ses droits, de Wilmington,
 Etat du Delaware, un des Etats-Unis ; John Kenna,
 de Montréal susdit, en sa qualité de tuteur aux
 biens de Theresa McHugh, fille mineure, issue du
 mariage d'Andrew McHugh et d'Ann Carrigan, de
 Wilmington, Etat du Delaware, un des Etats-Unis
 d'Amérique, sont Défendeurs, ordonnant la licita-
 tion de l'immeuble ci après décrit, savoir :

Une partie d'un lot de terre et les bâtisses dessus
 construites, circonstances et dépendances, sis et
 situé dans le quartier Saint-Jacques, dans la cité
 de Montréal, dans le district de Montréal, connu et
 désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit
 quartier Saint-Jacques, sous le numéro cinq-cent-
 quatre-vingt-un (581), la dite partie contenant
 vingt-cinq (25) pieds de front par quatre-vingts (80)
 pieds de profondeur, mesure anglaise ; bornée en
 front par la rue Amherst, en arrière par le lot
 numéro cinq cent quatre-vingt-dix sept (597), d'un
 côté par le numéro cinq cent quatre-vingt-deux
 (582), et de l'autre côté par le résidu du dit lot
 numéro cinq cent quatre-vingt-un (581), des susdits
 plan et livre de renvoi officiels.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère
 et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le
 DIX-NEUVIEME jour de JUIN 1901, à DIX
 heures ET DEMIE du matin, cour tenante, dans la

Under the Winding up Act

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 60

(Under the winding up act and amendments.)
 In the matter of The Investment Company Limited,

An insolvent company, In liquidation ;
 and
 The National Trust Company Limited,
 Liquidators and petitioner.

Public notice is hereby given that on the 19th
 day of June next, at half past ten of the clock in
 the forenoon, the said liquidators will proceed
 before the superior court for the district of Montreal
 (practice division), sitting at the court house in
 Montreal, to fix and determine the list of contribu-
 tories in this matter, and all persons having any
 interest therein are required to govern themselves
 accordingly.

FOSTER, MARTIN & ARCHIBALD,

Attorneys for petitioners.

NATIONAL TRUST COMPANY, LTD.

Liquidators.

Montreal, 31st May, 1901.

2428

Licitation

LICITATION.

Notice is hereby given that under and by virtue
 of a judgment of the superior court, sitting at
 Montreal, in the district of Montreal, on the
 eleventh day of May, one thousand nine hundred
 and one, in a cause in which Delle Magdeleine
 McHugh, spinster and *usant de ses droits*, of the city
 and district of Montreal, is Plaintiff; against Octave
 Germain, mason, of the city and district of Mont-
 real ; John McHugh, of the Verdun's village, said
 district ; Francis McHugh, of said Montreal ;
 Bernard McHugh, of the city of Ottawa, province
 of Ontario ; James McHugh, Joseph McHugh and
 Lilian McHugh, all three of the full age of majority,
 of Providence, in the State of Rhode Island,
 United States of America ; Ann McHugh, wife of
 Thomas Kennedy, both of Waterbury, in the State
 of Connecticut, United States of America, and the
 said Thomas Kennedy, to authorize his said wife
 to these presents ; Ann McHugh, spinster and
usant de ses droits, of Wilmington, in the State of
 Delaware, United States of America ; John Kenna,
 of said Montreal, in his quality of tutor to the
 property of Theresa McHugh, minor born from the
 marriage of Andrew McHugh and Ann Carrigan, of
 Wilmington, in the State of Delaware, United
 States of America, are Defendants, ordering the
 licitation of the immoveable, described as follows,
 to wit :

A part of a lot of land and the buildings thereon
 erected, circumstances and dependencies, situated
 in Saint James ward, city of Montreal, known on
 the official plan and in the book of reference of the
 said Saint James ward, as number five hundred and
 eighty-one (581), the said part containing twenty-
 five feet in front by eighty feet in depth, english
 measure ; bounded in front by Amherst street, in
 rear by lot number five hundred and ninety-seven
 (597), on one side by lot number five hundred and
 eighty-two (582), and on the other side by the
 residus of the said lot number five hundred and
 eighty-one (581), of the said official plan and book
 of reference.

The immoveable above described will be put up
 for sale and adjudicated to the last and highest
 bidder, on the NINETEENTH day of JUNE,
 1901, at HALF PAST TEN of the clock in the

salle d'audience du palais de justice de Montréal ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans le dit greffe dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

J. ARTHUR SAVIGNAC,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 10 mai 1901.

2149-2

[Première publication, 18 mai 1901.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **EDEON POMERLEAU,**
No 3202. } Demandeur ; contre **OMER MAHEU,** Défendeur, savoir :

Le lot numéro trois cent soixante-neuf (369), du cadastre officiel du canton de Cranbourne, de la contenance de cinquante-trois acres, trois roods et quinze perches en superficie—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Odilon de Cranbourne, le NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif,

Village de Saint Joseph, Beauce, 1 juin 1901.

2411

[Première publication, 8 juin 1901.]

Ventes par le Shérif—Beauharnois

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit, dans et pour le comté de Beauharnois, en la ville de Salaberry de Valleyfield.

Province de Québec, } **HONORE LE-**
District de Beauharnois. } **COMPTE,** Deman-
No 271. } deur ; vs **AMEDEE LEFEBVRE,** Défendeur.

Partie d'un lot de terre ou emplacement situé dans la ville de Salaberry de Valleyfield, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Salaberry de Valleyfield, sous le numéro huit cent vingt-trois (823), de la largeur de trente-deux pieds sur soixante pieds de longueur, mesure anglaise et plus ou moins ; borné comme suit : au nord-ouest par le No 828, au sud et au sud-ouest par le reste du dit No 823, au nord-est par le No 824—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Cécile, MARDI, le NEUF de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif,

Beauharnois, 30 mai 1901.

Shérif.

2483

[Première publication, 8 juin 1901.]

forenoon, sitting the court, in the court room, in the court house of Montreal ; subject to the clauses, charges and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be deposited in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be deposited in the said office within six days following the adjudication ; and failing the parties to deposit such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

J. ARTHUR SAVIGNAC,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 10th May, 1901.

2150

[First published, 18th May, 1901.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **EDEON POMERLEAU,**
No. 3202. } Plaintiff ; against **OMER MAHEU,** Defendant, to wit :

Lot number three hundred and sixty-nine (369), of the official cadastre of the township of Cranbourne, containing fifty-three acres, three roods and fifteen perches in area—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Odilon de Cranbourne, on the NINTH day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office,

Village of Saint Joseph, Beauce, 1st June, 1901.

2412

[First published, 8th June, 1901.]

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court, in and for the county of Beauharnois, in the town of Salaberry de Valleyfield.

Province of Québec, } **HONORE LE-**
District of Beauharnois. } **COMPTE,** Plain-
No. 271. } tiff ; vs. **AMEDEE LEFEBVRE,** Defendant.

Part of a lot of land situate in the town of Salaberry de Valleyfield, known and described on the official plan and in the book of reference of the said town of Salaberry de Valleyfield, as number eight hundred and twenty-three (823), of thirty-two feet in width by sixty feet in length, english measure and more or less ; bounded as follows : on the north west by No. 828, on the south and south west by the remainder of the said No. 823, on the north east by No. 824—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Cécile, on TUESDAY, the NINTH day of JULY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office,

Beauharnois, 30th May, 1901.

Shérif.

2484

[First published, 8th June, 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour Supérieure—District de Beauharnois.*

Province de Québec,
District de Beauharnois. } **DANIEL SHANKS,**
No 168. } Demandeur ; vs
 } **DONALD CAMERON,**
Défendeur.

1° Le lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quatrième rang du township de Dundee, comme numéro trois (3), dans le comté de Huntingdon, dans la paroisse de Sainte-Agnès de Dundee, superficie cent acres (100).

Sujet à la charge par l'acquéreur du paiement de toutes taxes et redevances imposées par un règlement passé par le township de Dundee, en vertu du chapitre cent dix-huit (118), des statuts de Québec, 51 et 52.

2° Un lot de terre situé dans la paroisse de Saint-Anicet, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels des paroisses de Saint-Anicet et Sainte-Barbe, sous les numéros cinq cent dix (510) et cinq cent onze (511), superficie soixante-deux arpents, plus ou moins.

3° Un autre lot de terre situé dans la paroisse de Saint-Anicet, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels des paroisses de Saint-Anicet et Sainte-Barbe, sous le numéro six cent douze (612), superficie cent sept acres, plus ou moins (107).

Pour être vendus, le lot en premier lieu désigné, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Agnès de Dundee, MERCREDI, le DIXIEME (10) jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant midi.

Les lots en deuxième et troisième lieu désigné (2ème et 3ème) à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Anicet le MEME JOUR, le DIXIEME jour de JUILLET, à CINQ heures de l'après-midi.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Beauharnois, 4 juin 1901. 2481
[Première publication, 8 juin 1901.]

Sheriff's Sales—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

ALIAS FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Bedford.*

Province de Québec,
District de Bedford. } **MARTIN ALONZO**
No 6623. } **MSTOWE**, de Brigham,
dans la partie est du canton de Farnham, dans le dit district de Bedford, cultivateur, Demandeur ; contre les meubles et immeubles de **ARTHUR J. WHITEHEAD**, de Eastman, dans le dit district, mais maintenant résidant dans la ville de Magog, dans le dit district de Saint-François, marchand de bois et d'écorce, Défendeur.

1° Par les des lots 20 et 21, du 1er rang du canton de Stukely, dans le district de Bedford, maintenant plus particulièrement décrit comme suit : toute cette partie du lot numéro cent trente et un (131), au sud du chemin public, et cette partie du lot numéro cent trente-trois (133), situé entre une ligne devant être tirée d'un point vingt perches sur le chemin public de la ligne est du susdit lot No 131, environ à angles droits avec le chemin public jusqu'à un point sur la ligne est du susdit lot No 131, vingt perches sur la ligne est d'icelui du plan du cadastre et livre de renvoi du dit canton de Stukely, tel qu'il était enclos le 11e jour d'août 1892—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Superior Court—District of Beauharnois.*

Province of Quebec,
District of Beauharnois. } **DANIEL SHANKS,**
No. 168. } Plaintiff ; vs.
 } **DONALD CAMERON,**
Defendant.

1. The lot of land known and described on the official plan and book of reference of the fourth range of the township of Dundee, as number three (3), in the county of Huntingdon, in the parish of Sainte Agnes de Dundee, area one hundred (100) acres.

Subject to the charge upon the purchaser of the payment of all taxes and charges imposed by the by-law passed by the township of Dundee, in virtue of chapter one hundred and eighteen (118) of the statutes of Quebec, 51st and 52nd.

2. A lot of land situate in the parish of Saint Anicet, known and designated on the official plan and book of reference of the parishes of Saint Anicet and Sainte Barbe, as numbers five hundred and ten (510), and five hundred and eleven (511), area sixty-two arpents, more or less.

3. Another lot of land situate in the parish of Saint Anicet, known and designated on the official plan and book of reference of the said parishes of Saint Anicet and Sainte Barbe, as number six hundred and twelve (612), area one hundred and seven (107) acres, more or less.

To be sold, the lot firstly described, at the parochial church door of the parish of Sainte Agnes of Dundee, on WEDNESDAY, the TENTH (10) day of JULY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

The lots secondly and thirdly (2 and 3) described at the parochial church door of the parish of Saint Anicet, on the SAME DAY, the TENTH day of JULY, at FIVE of the clock in the afternoon.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Beauharnois, 4th June, 1901. 2482
[First published, 8th June, 1901.]

Ventes par le Shérif—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

ALIAS FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court—District of Bedford.*

Province of Quebec,
District of Bedford. } **MARTIN ALONZO**
No. 6623. } **MSTOWE**, of Brigham,
in the east part of the township of Farnham, in said district of Bedford, farmer, Plaintiff ; against the goods and lands of **ARTHUR J. WHITEHEAD**, of Eastman, in the said district, but presently residing in the town of Magog, in the district of Saint Francis, lumber and bark dealer, Defendant.

1. Parts of lots 20 and 21, of the 1st range of the township of Stukely, in the district of Bedford, now more particularly described as follows : all that part of lot number one hundred and thirty-one (131), south of the highway, and that part of lot number one hundred and thirty-three (133), lying between a line to be drawn from a point twenty rods on the highway from the east line of the aforesaid lot No. 131, about at right angles with the highway till it strikes a point on the east line of said above lot No. 131, twenty rods on the east line of the same of the cadastral plan and book of reference of the said township of Stukely, as the same was fenced on the 11th day of August, 1892—with the buildings and all other improvements thereon erected and made.

2° Lot numéro vingt, dans le troisième rang du dit canton de Stukely, dans le district de Bedford, maintenant connu et désigné comme lots deux cent quatre-vingt-onze (291) et deux cent quatre-vingt-douze (292), du plan du cadastre et au livre de renvoi du dit canton de Stukely, et contenant deux cent vingt acres, plus ou moins—avec les améliorations faites.

3° Partie du lot numéro un, dans le neuvième rang du canton de Bolton, dans le district de Bedford, étant dans le village de Eastman, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Bolton, sous le numéro mille cinquante-cinq (1055), et contenant deux acres, plus ou moins—avec toutes les améliorations faites; borné au nord par le numéro 1056, à l'est par 1059, au sud par 1054, et à l'ouest par le chemin de fer Waterloo et Magog.

4° Partie du lot numéro un, dans le neuvième rang du dit canton de Bolton, dans le district de Bedford, étant dans le village de Eastman, de forme irrégulière, et maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Bolton, sous le numéro onze cent quatorze (1114), et contenant $\frac{1}{2}$ d'acre; borné au nord et à l'ouest par le chemin de fer Waterloo et Magog, à l'est par 1115, au sud par 1113, 1112 et 1111.

5° Partie du lot numéro un, dans le neuvième rang du dit canton de Bolton, dans le district de Bedford, de forme irrégulière, étant dans le village de Eastman, et maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Bolton, sous le numéro onze cent quinze (1115), et contenant 16/100 d'acre; borné au nord par le chemin de fer Waterloo et Magog, à l'est par 1116, au sud par 1113, et à l'ouest par 1114.

6° Un morceau de terre situé sur le côté nord-est du chemin public conduisant de Eastman à Magog; borné et décrit comme suit: commençant à un poteau sur le côté nord-est du dit chemin public; de là le long du côté nord-est du chemin public magnétiquement sud 24 degrés 30 minutes est 164 pieds jusqu'à un poteau; de là nord 60 degrés est 134 pieds jusqu'à un poteau; de là nord 24 degrés 30 minutes ouest 164 pieds jusqu'au point de départ, contenant $\frac{1}{2}$ acre, plus ou moins, étant dans le village de Eastman, et maintenant connue aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Bolton, comme partie du lot numéro douze cent quarante huit (1248.)

7° Partie du lot numéro seize, dans le sixième rang du dit canton de Bolton, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Bolton, sous le numéro six cent quinze (615), et contenant cinquante-deux acres, plus ou moins.

8° Partie du lot 11, dans le 12e rang du dit canton de Bolton, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Bolton, sous le numéro quatorze cent quatre-vingt-six (1486), et contenant 7 $\frac{4}{10}$ acres, plus ou moins.

9° Partie du lot 10, dans le 12e rang du dit canton de Bolton, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton, sous le numéro quatorze cent quatre-vingt-trois (1483), et contenant 35 $\frac{3}{4}$ acres, plus ou moins.

10. Partie du lot numéro 14, dans le 12e rang du dit canton de Bolton, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton, sous le numéro quatorze cent quatre-vingt-seize (1496), et contenant 105 $\frac{3}{4}$ acres, plus ou moins.

11. Partie du lot numéro 10, dans le 13e rang du dit canton de Bolton, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton, sous le numéro quinze cent soixante et quatre (1564), et contenant 25 $\frac{3}{10}$ acres, plus ou moins.

12° Partie du lot 10, dans le 13e rang du dit canton de Bolton, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton, sous le numéro quinze cent soixante et six (1566), et contenant 30 $\frac{3}{4}$ acres, plus ou moins.

13° Partie du lot numéro 12, dans le 12e rang du dit canton de Bolton, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton, sous le

2. Lot number twenty, in the third range of the said township of Stukely, in the district of Bedford, actually known and designated as lots two hundred and ninety-one (291) and two hundred and ninety-two (292), of the cadastral plan and book of reference of the said township of Stukely, and containing two hundred and twenty acres, more or less, with all improvements thereon.

3. Part of lot number one, in ninth range of the township of Bolton, in the district of Bedford, being in the village of Eastman, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Bolton, as number ten hundred and fifty-five (1055), and containing two acres, more or less—with all improvements thereon; bounded north by number 1056, east by 1059, south by 1054, and west by the Waterloo and Magog Railway.

4. Part of lot number one, in ninth range of said township of Bolton, in the district of Bedford, being in the village of Eastman, of irregular figure, and now known on the official plan and book of reference of said township of Bolton, as number eleven hundred and fourteen (1114), and containing $\frac{1}{2}$ of an acre; bounded north and west by the Waterloo and Magog Railway, east by 1115, south by 1113, 1112 and 1111.

5. Part of lot number one, in ninth range of said township of Bolton, in the district of Bedford, of irregular figure, being in the village of Eastman, and now known on the official plan and book of reference of the said township of Bolton, as number eleven hundred and fifteen (1115), and containing 16/100 of an acre; bounded north by the Waterloo and Magog railway, east by 1116, south by 1113 and west by 1114.

6. A piece of land situate on the north easterly side of the highway leading from Eastman to Magog; bounded and described as follows: commencing at a post on the north easterly side of said highway; thence along the north easterly side of highway magnetically south 24 degrees 30 minutes east 164 feet to a post; thence north 60 degrees east 134 feet to a post; thence north 24 degrees 30 minutes west 164 feet to place of beginning, containing $\frac{1}{2}$ acre, more or less, being in the village of Eastman, and now known on the official plan and book of reference of said township of Bolton, as part of lot number twelve hundred and forty-eight (1248).

7. Part of lot number sixteen, in sixth range of said township of Bolton, and now known on the official plan and book of reference of said township of Bolton, as number six hundred and fifteen (615), and containing fifty-two acres, more or less.

8. Part of lot 11, in 12th range of said township of Bolton, and now known on the official plan and book of reference of said township of Bolton, as number fourteen hundred and eighty-six (1486), and containing 7 $\frac{4}{10}$ acres, more or less.

9. Part of lot 10, in 12th range of said township of Bolton, and now known on the official plan and book of reference of said township, as number fourteen hundred and eighty-three (1483), and containing 35 $\frac{3}{4}$ acres, more or less.

10. Part of lot number 14, in 12th range of said township of Bolton, and now known on the official plan and book of reference of said township, as number fourteen hundred and ninety-six (1496), and containing 105 $\frac{3}{4}$ acres, more or less.

11. Part of lot number 10, in 13th range of said township of Bolton, and now known on the official plan and book of reference of said township, as number fifteen hundred and sixty-four (1564), and containing 25 $\frac{3}{10}$ acres, more or less.

12. Part of lot 10, in 13th range of said township of Bolton, and now known on the official plan and book of reference of said township, as number fifteen hundred and sixty-six (1566), and containing 30 $\frac{3}{4}$ acres, more or less.

13. Part of lot number 12, in 12th range of said township of Bolton, and now known on the official plan and book of reference of said township, as

numéro quatorze cent quatre-vingt-dix (1490), contenant 51½ acres.

Les premier, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième, huitième, neuvième, dixième, onzième, douzième et treizième morceaux de terre ci-dessus décrits, pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Edouard de Eastman, dans le village de Eastman et district de Bedford, le VINGT-NEUVIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le septième morceau de terre ci-dessus décrit pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Etienne de Bolton, dans le canton de Bolton, dans le dit district, le VINGT-NEUVIEME jour de JUIN prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif,
Sweetsburg, 13 mai 1901.

[Première publication, 18 mai 1901].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure. — District de Bedford.

Province de Québec, } **SA H. ANGLIER**, du
District de Bedford, } le dit canton de Potton, dans
No 6788. } le dit district de Bedford,
cultivateur, Demandeur ; contre les meubles et
immeubles et tenements de **MYRON G. CRAIG**,
du dit canton de Potton, dans le dit district, Défendeur.

Ce lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro seize, dans le sixième rang des lots du canton de Potton (arpentage primitif), et décrit plus au long comme étant les lots numéros sept cent onze (711) et sept cent cent douze (712), des plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Potton—ensemble avec toutes les bâtisses sus-érigées et améliorations faites, contenant environ deux cents acres de terre en superficie.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Cajetan de Potton, dans le village de Mansonville, ainsi appelé, et district de Bedford, le VINGT-DEUXIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif,
Sweetsburg, 14 mai 1901.

[Première publication, 18 mai 1901].

number fourteen hundred and ninety (1490), and containing 51½ acres.

To be sold the firstly, secondly, thirdly, fourthly, fifthly, sixthly, eighthly, ninthly, tenthly, eleventhly, twelfthly and thirteenthly described pieces of land, at the parish church door of Saint Edward of Eastman, in the village of Eastman and district of Bedford, on the TWENTY-NINTH day of JUNE next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

To be sold the seventhly described piece of property at the parish church door of Saint Etienne de Bolton, in the township of Bolton, in said district, on the TWENTY-NINTH day of JUNE next, at the hour of TWO of the clock in the afternoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office,
Sweetsburg, 13th May, 1901.

[First published, 18th May, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court. — District of Bedford.

Provinces of Quebec, } **SA H. ANGLIER**, of the
District of Bedford, } the said township of Potton, in
No. 6788. } the said district of Bedford,
farmer, Plaintiff ; against the goods and chattels,
lands and tenements of **MYRON G. CRAIG**, of the
said township of Potton, in the said district, Defendant.

That certain lot of land known and distinguished as being lot number sixteen, in the sixth range of lots of the township of Potton (pimitive survey), and more fully described as being lots numbers seven hundred and eleven (711) and seven hundred and twelve (712), of the official plan and book of reference of the said township of Potton—together with all the buildings and improvements thereon erected and made, and containing about two hundred acres of land in superficies.

To be sold at the parish church door of Saint Cajetan de Potton, in the village of Mansonville, so called, and district of Bedford, on the TWENTY-SECOND day of JUNE next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office,
Sweetsburg, 14th May, 1901.

[First published, 18th May, 1901.]

Ventes par le Shérif—Gaspé

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Dans la Cour Supérieure, pour le Bas Canada.

Province de Québec, } **MICHAEL CONNOLLY**,
District de Montréal, } des cité et district de
No 826. } Montréal, entrepreneur,
Demandeur ; vs **LA COMPAGNIE DE CHEMIN**
DE FER DE LA BAIE DES CHALEURS, corps
politique et incorporé, ayant sa principale place
d'affaires dans les cité et district de Montréal,
CHARLES N. ARMSTRONG, entrepreneur, et
L'HONORABLE J. R. THIBAUDEAU, tous deux
des cité et district de Montréal, Défendeurs.

Cette ligne de chemin de fer connue comme chemin de fer de la Baie des Chaleurs, située dans le comté de Bonaventure, dans le district de Gaspé, commençant à un point de jonction avec le chemin de fer Intercolonial, à Matapédia, dans le canton de Ristigouche, de là traversant les cantons de Ristigouche, Mann, Nouvelle et la seigneurie de Shoolbred, les cantons de Carleton, Maria et New-Richmond, et de là s'étendant dans le canton de Hamilton, depuis la ligne servant de borne entre le dit

Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

In the Superior Court, for Lower Canada.

Province of Quebec, } **MICHAEL CONNOLLY**,
District of Montreal, } of the city and district
No. 826. } of Montreal, contractor,
Plaintiff ; vs **THE BAIE DES CHALEURS RAIL-**
WAY COMPANY, a body politic duly incorporated
and having its principal place of business in the
city and district of Montreal, **CHARLES N.**
ARMSTRONG, contractor, and the **HONORABLE**
J. R. THIBAUDEAU, both of the city and district
of Montreal, Defendants.

That certain line of railway known as the Baie des Chaleurs Railway, situate in the county of Bonaventure, in the district of Gaspé, commencing at a point of junction with the Intercolonial Railway, at Matapédia, in the township of Ristigouche, thence, extending through the townships of Ristigouche, Mann, Nouvelle and the seigniorie of Shoolbred, the townships of Carleton, Maria and New-Richmond, and thence extending into the township of Hamilton, from the boundary line between the

canton en dernier lieu mentionné et le canton de New-Richmond, jusqu'au (mais non compris) lot de terre situé dans le premier rang du susdit canton de Hamilton, et connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton en dernier lieu mentionné comme lot numéro 120, appartenant à un nommé Paul Frelatte, en tout une distance d'environ quatre-vingts milles depuis son commencement tel que ci-dessus mentionné, à son point de jonction avec le chemin de fer Intercolonial, à Matapédia, jusqu'au susdit lot officiel numéro 120, ensemble avec tous les accessoires et dépendances du dit chemin de fer, y compris le matériel roulant suivant, savoir : sept (7) locomotives, deux chasse-neige, un chasse-neige à ailes, un grappe-rail, un char à passagers de première classe, un char à passagers de seconde classe, un char de seconde classe et de bagage, un char pour la malle, l'express et le bagage, six chars à marchandises, vingt-sept chars plate-formes, huit chars à bras, trocs et roues de chars de réserve, avec les maisons des stations de Matapédia, Cross Point, Oak Bay, Escuminac, Carleton, Maria, Cascapédia, New-Richmond, Black Cape, rivière Caplin et Caplin, avec leurs meubles et contenus, et la bâtisse de l'engin à Matapédia. Le dit chemin de fer traversant le canton de Ristigouche, est situé dans le premier rang de la rivière Ristigouche, et est connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton en dernier lieu mentionné comme lot numéro 83 ; traversant le canton de Mann, le dit chemin de fer est situé dans la réserve des sauvages, le rang Ristigouche, rang nord rivière du Loup, et dans le rang Point du Chêne, et est maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton en dernier lieu mentionné comme lot No. 38 ; traversant le canton de Nouvelle et la seigneurie de Shoolbred, le dit chemin de fer est situé dans le rang de la Pointe à la Garde, le rang de Shoolbred ouest, la seigneurie de Shoolbred, rang nord du chemin, rang sud du chemin, rang rivière Nouvelle, centre ouest et sud-ouest, rang est de la rivière Nouvelle, rang sud-est et est de Shoolbred, et est connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton et seigneurie en dernier lieu mentionnés comme lot numéro 283 ; traversant le canton de Carleton, le dit chemin de fer est situé dans les premier et deuxième rangs, et est connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton en dernier lieu mentionné comme lot numéro 54 ; traversant le canton de Maria, le dit chemin de fer est situé dans la partie ouest du deuxième rang, la partie ouest du premier rang, la partie est du premier rang, la partie est du deuxième rang, le rang Patrickton, le deuxième rang de Cascapédia, le premier rang de Cascapédia et dans l'île au Cheval, et est connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton en dernier lieu mentionné comme lot numéro 70 ; traversant le canton de New-Richmond, le dit chemin de fer est situé dans le premier rang, rang A, et dans les troisième, quatrième et cinquième rangs et dans le rang du Grand Cascapédia, et est connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton en dernier lieu mentionné comme lot numéro 901, le dit chemin de fer passant dans le canton de Hamilton, est situé dans le premier rang d'icelui, se terminant à un lot de terre (mais ne passant pas sur le dit lot) situé dans le dit premier rang, dans le canton de Hamilton, appartenant à un nommé Paul Frelatte, et le dit lot est connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton en dernier lieu mentionné comme lot numéro 120, le tout comme étant la propriété de la défenderesse, la compagnie de chemin de fer de la Baie des Chaleurs.

Pour être vendue au bureau du shérif du comté de Bonaventure, à New-Carlisle, JEUDI le ONZIEME jour de JUILLET prochain, dans l'année de Notre Seigneur mil neuf cent un, à ONZE heures de l'avant-midi.

W. M. SHEPPARD,

Bureau du Shérif,
New-Carlisle, 31 mai 1901.

[Première publication, 8 juin 1901.]

Shérif.
2401

said last mentioned township and the township of New Richmond, up to (but not including) the lot of land situate in the first range of the aforesaid township of Hamilton, and known on the official plan and book of reference of the said last mentioned township as lot number 120, belonging to one Paul Frelatte, in all a distance of about eighty miles from its commencement as above mentioned, at its point of junction with the Intercolonial Railway, at Matapédia, to the aforesaid official lot number 120, together with all the accessories and appurtenances of the said railway, including the following rolling stock, to wit : seven (7) locomotive engines, two snow plows and one wing plow, one flanger, one first class passenger car, one second class passenger car, one second class and baggage car, one mail express and baggage car, six box cars, twenty-seven platform cars, eight hand cars, trolleys and spare car wheels, with the station houses at Matapédia, Cross Point, Oak Bay, Escuminac, Carleton, Maria, Cascapédia, New Richmond, Black Cape, Caplin River and Caplin, with their fixtures and contents, and the engine house at Matapédia. The said railway passing through the township of Ristigouche, is situate in the first range river Ristigouche, and is known on the official plan and book of reference of the said last mentioned township as lot number 83 ; passing through the township of Mann, the said railway is situate in the indian reserve, the Ristigouche range, north range River du Loup, and in the range Point du Chêne, and is known on the official plan and book of reference of the said last mentioned township as lot No. 38 ; passing through the township of Nouvelle and the seigniory of Shoolbred, the said railway is situate in the range de la Pointe à la Garde, the range of Shoolbred west, the seigniory of Shoolbred, range Nord du chemin, the range Sud du chemin, range river Nouvelle, west centre and the south west, the east range river Nouvelle, south east and the east range of Shoolbred, and is known on the official plan and book of reference of the said lot number 283 ; passing through the township of Carleton, the said railway is situate in the first and second ranges, and is known on the official plan and book of reference of the said last mentioned township as lot number 54 ; passing through the township of Maria, the said railway is situate in the west part of the second range, the west part of the first range, the east part of the first range, the east part of the second range, the Patrickton range, the second Cascapédia range, the first Cascapédia range and in L'île au Cheval, and is known on the official plan and book of reference of the said last mentioned township as lot number 70 ; passing through the township of New Richmond, the said railway is situate in the first range, range A, and in the third, fourth and fifth ranges and in the Grand Cascapédia range, and is known on the official plan and book of reference of the said last mentioned township as lot number 901, the said railway extending into the township of Hamilton, is situate in the first range thereof, and terminates at a lot of land (but does not extend into said lot), which is situate in said first range, in the township of Hamilton, belonging to one Paul Frelatte, and said lot is known on the official plan and book of reference of the said mentioned township as lot number 120, the whole as the property of the defendant, the Baie des Chaleurs Railway Co.

To be sold at the office of the sheriff of the county of Bonaventure, at New Carlisle, on THURSDAY the ELEVENTH day of JULY next, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and one, at the hour of ELEVEN of the clock in the forenoon.

W. M. SHEPPARD,

Sheriff's Office,
New Carlisle, 31st May, 1901.

[First published, 8th June, 1901.]

Sheriff.
2402

Ventes par le Shérif—Montmagny

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, } **J. NARCISSE DUVAL**,
District de Montmagny, } arpenteur, de Saint-
No 342. } Jean Port-Joly ; contre
PHILIPPE DESSAINT dit **ST. PIERRE**, autre-
fois de Saint-Aubert, et maintenant de lieux incon-
nus savoir :

1° Une terre connue sous les numéros quatre cent quarante et un et quatre cent quarante-deux (441 et 442), du cadastre officiel de Saint-Aubert, comté de l'Islet, deuxième rang ; avec réserve, toutefois, en faveur de Georgianna Dessaint dit St. Pierre, d'une sucrerie complantée sur le bas de la terre ci-dessus désignée.

2° Une autre terre, deuxième rang, connue sous le numéro quatre cent quarante-six (446), du cadastre officiel de Saint-Aubert—le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de Saint-Aubert, **MARDI**, le **NEUVIEME** jour de **JUILLET** prochain, à **ONZE** heures du matin. Le dit bref reportable suivant la loi.

J. B. A. LEPINE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montmagny, 5 juin 1901. 2447
[Première publication, 8 juin 1901.]

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS**
have been seized, and will be sold at the respective
times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Province of Quebec, } **J. NARCISSE DUVAL**,
District of Montmagny, } surveyor, of Saint-
No. 342. } Jean Port Joly ; against
PHILIPPE DESSAINT dit **ST. PIERRE**, formerly
of Saint Aubert, and now of parts unknown, to wit :

1. A land known as numbers four hundred and forty-one and four hundred and forty-two (441 and 442), of the official cadastre of Saint Aubert, county of l'Islet, second range ; reserving, however, in favor of Georgianna Dessaint dit St Pierre, a sugary, planted at the lower end of the land hereinabove described.

2. Another land, second range, known as number four hundred and forty-six (446), of the official cadastre of Saint Aubert ; the whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Aubert, on **TUESDAY**, the **NINTH** day of **JULY** next, at **ELEVEN** of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. B. A. LEPINE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montmagny, 5th June, 1901. 2448
[First published, 8th June, 1901.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montréal.

Montréal, à savoir : } **NAPOLÉON SAINT-**
No 72. } **AMOUR** et **PROUL**
DOUCET, de la cité et du district de Montréal, curateurs conjoints et réquerants, à ce dûment autorisés sous l'article 879 du code de procédure civile de la province de Québec, comme curateurs aux biens de **ADELARD BINETTE**, entrepreneur-plombier, de la ville de Lachine, dans le district de Montréal, failli.

Un emplacement situé à Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier ; borné en front vers l'ouest par la rue Sainte-Joséphine, connu et désigné sous le numéro cinq cent vingt-deux (522), sur le plan et au livre de renvoi officiels pour la ville de Lachine, dit district, avec les dépendances y érigées, et y compris le passage mitoyen de neuf pieds de largeur par cinquante-quatre pieds de profondeur, établi entre le lot de terre numéro cinq cent vingt-deux et le lot de terre contigu, connu et désigné sous le numéro cinq cent vingt-trois (523), aux plan et livre de renvoi officiels pour la dite ville de Lachine.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le **ONZIEME** jour de **JUILLET** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 4 juin 1901. 2431
[Première publication, 8 juin 1901.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have
been seized, and will be sold at the respective
times and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT
FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montréal.

Montréal, to wit : } **NAPOLÉON SAINT-**
No. 72. } **AMOUR** and **PROUL**
DOUCET, of the city and district of Montréal, joint curators and petitioners, hereunto duly authorized under article 879 of the code of civil procedure of the province of Quebec, as curators to the estate of **ADELARD BINETTE**, contractor plumber, of the town of Lachine, in the district of Montréal, insolvent.

A lot situate at Lachine, in the county of Jacques Cartier ; bounded in front to the west by Sainte Josephine street, known and described as number five hundred and twenty-two (522), on the official plan and book of reference for the town of Lachine, said district, with the dependencies thereon erected, comprising therein the common passage of nine feet in width by fifty-four feet in depth, established between lot of land number five hundred and twenty-two and the lot of land contiguous to it, and known and described as number five hundred and twenty-three (523), on the official plan and book of reference for the said town of Lachine.

To be sold at my office, in the city of Montréal, on the **ELEVENTH** day of **JULY** next, at **ELFVEN** o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 4th June, 1901. 2432
[First published, 8th June, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **NAPOLEON CHARBONNEAU**, avocat, du village de la Pointe-Claire, et Hormidas Pelletier, avocat, de la ville de Saint-Louis, pratiquant à Montréal, en société sous les nom et raison de "Charbonneau & Pelletier," avocats distrayants dans une certaine cause où **TREFLE BASTIEN**, entrepreneur, de la cité et du district de Montréal, était Demandeur, **JEAN-BAPTISTE FILIATRAULT ST-LOUIS**, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Rose, dans le district de Montréal, et Dame Julie Desjardins, épouse du dit Jean-Baptiste Filiatrault St-Louis, et de lui séparée de biens en vertu du jugement de la cour supérieure du district de Montréal, en date du quatre octobre 1895, le dit Filiatrault St-Louis, tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse, étaient Défendeurs, la dite dame Julie Desjardins et vir, opposante, et le dit demandeur contestant ; contre les terres et tenements de **DAME JULIE DESJARDINS**, la dite opposante.

La moitié indivise de la terre connue sous le numéro quatre cent quatre (404), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Rose, comté de Laval, district de Montréal, laquelle terre est bornée en front par les numéros officiels quatre cent deux (402) et trois cent quatre vingt-dix-neuf (399), d'un côté par le numéro quatre cent cinq (405), et de l'autre côté par le numéro trois cent quatre-vingt-dix-huit (398), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Rose, et en arrière par les terres de la paroisse de Saint-Vincent de Paul—avec bâtisses et dépendances y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Rose, le **DIXIEME** jour de **JUILLET** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif.

Montréal, 4 juin 1901.

[Première publication, 8 juin 1901.]

Shérif.

2433

FIERI FACIAS DE TERRIS*Cour de Circuit.—District de Montréal*

Montréal, à savoir : } **PHILIPPE L. DORVAL**, avocat, de la cité et du district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de **WILLIAM F. PILK**, mason, de la cité et du district de Montréal, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé dans le quartier Saint-Denis, dans la cité de Montréal, connu sous le numéro trois cent quarante-huit (348), de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la côte Saint-Louis, sous le numéro sept (7) borné en front par la rue Saint-Hubert—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et portant les numéros civiques 1730 et 1732 de la dite rue Saint-Hubert.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le **ONZIEME** jour de **JUILLET** prochain, à **DEUX** heures de l'après-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif.

Montréal, 5 juin 1901.

[Première publication, 8 juin 1901.]

Shérif.

2451

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **JOSEPH TOMKINS**, des cité et district de Montréal, bedeau, Demandeur ; contre les terres et tenements de **JAMES N. CRAIG**, du même lieu, Défendeur.

Un lot de terre situé dans le quartier Saint Louis, de la cité de Montréal, contenant environ dix-huit pieds de front sur quatre-vingt-un pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier comme étant :

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **NAPOLEON CHARBONNEAU**, advocate, of the village of La Pointe-Claire, and Hormidas Pelletier, advocate, of the town of Saint Louis, practising at Montreal, in partnership under the style and firm of "Charbonneau & Pelletier," attorneys distracting in a certain cause were **TREFLE BASTIEN**, contractor, of the city and district of Montreal, was plaintiff, **JEAN-BAPTISTE FILIATRAULT ST-LOUIS**, farmer, of the parish of Sainte Rose, in the district of Montreal, and Dame Julie Desjardins, wife of the said Jean-Baptiste Filiatrault St-Louis, and from him duly separated as to property in virtue of the judgment of the superior court of the district of Montreal, dated the fourth of October, 1895, the said Filiatrault St Louis as well personally as to authorize his said wife, were defendants, the said Dame Julie Desjardins et vir, opposants, and the said plaintiff contesting ; against the lands and tenements of **DAME JULIE DESJARDINS**, the said opposant.

The undivided half of the land known as number four hundred and four (404), of the official plan and book of reference of the parish of Sainte Rose, county of Laval, district of Montreal, which land is bounded in front by the official numbers four hundred and two (402) and three hundred and ninety nine (399), on one side by number four hundred and five (405), and on the other side by number three hundred and ninety-eight (398), of the official plan and book of reference of the parish of Sainte Rose, and in rear by the lands of the parish of Saint Vincent de Paul—with building and dependencies thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Rose, on the **TENTH** day of **JULY** next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office.

Montreal, 4th June, 1901.

[First published, 8th June, 1901.]

Sheriff.

2434

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Circuit Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **PHILIPPE L. DORVAL**, advocate, of the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **WILLIAM F. PILK**, mason, of the city and district of Montreal.

A lot of land situate and being in Saint Denis ward, in the city of Montreal, known as number three hundred and forty eight (348), of the subdivision of the official lot known and described on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, as number seven (7) ; bounded in front by Saint Hubert street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **ELEVENTH** day of **JULY** next, at **TWO** o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office.

Montreal, 5th June, 1901.

[First published, 8th June, 1901.]

Sheriff.

2452

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **JOSEPH TOMKINS**, of the city and district of Montreal, sexton, Plaintiff ; against the lands and tenements of **JAMES N. CRAIG**, of the same place, Defendant.

A lot of land situate in the Saint Louis ward, of the city of Montreal, containing about eighteen feet in front by eighty-one feet in depth, english measure, and more or less, known on the official plan and book of reference for said ward as being :

1° La partie sud-est contenant treize pieds de largeur du lot numéro sept cent cinquante-cinq A (755 A), du plan du cadastre pour le dit quartier Saint-Louis, et :

2° La partie nord-ouest contenant cinq pieds de largeur du lot officiel numéro sept cent cinquante-cinq B (755 B), du plan du cadastre du dit quartier Saint-Louis ; le dit lot de terre étant borné en front par l'avenue de l'Hôtel-de-Ville (ci-devant rue des Allemands), en arrière par une ruelle, au nord-ouest par le résidu du dit lot officiel numéro sept cent cinquante-cinq A (755 A), et au sud-est par le résidu du dit lot officiel numéro sept cent cinquante-cinq B (755 B)—avec les bâtisses sus-érigées et portant le numéro civique 532 de l'avenue de l'Hôtel-de-Ville.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le CINQUIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 29 mai 1901. 2371

[Première publication, 1er juin 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS (B).

Court de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } LOUIS PHILIPPE
No 17196. } L. BERARD et DONAT
BRODEUR, tous deux avocats, des cité et district de Montréal, et y pratiquant sous le nom de Berard & Brodeur, Demandeurs ; contre les terres et tenements de MOISE VAINÉ, du même lieu, Défendeur.

Un certain lot de terre situé dans la cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village de Saint-Jean-Baptiste, comme subdivision numéro mille deux cent dix-neuf, du lot officiel numéro quinze, le dit lot faisant front sur l'avenue de l'Hôtel de Ville—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du shérif. Député shérif.
Montréal, 15 mai 1901. 2087-2

[Publication du 11 mai 1901, est nulle.]

[Première publication, 18 mai 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

No 2780. } F. GERDINAND GUSTAVE LEDUC,
gérant, des cité et district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de DAME ANGELINA PICHETTE, épouse séparée de biens de Adolphe Paquette, tous deux de la cité de Saint-Henri, dans le district de Montréal, et y faisant affaires seule sous le nom et raison de "A. Paquette & Cie," et le dit Adolphe Paquette pour autoriser son épouse aux fins des présentes. Défenderesse, dans laquelle cause Joseph W. Smith, des cité et district de Montréal, est aussi défendeur.

Saisi comme appartenant à la dite défenderesse, Dame Angéline Pichette, et en la possession de Alexandre Desmarceau, curateur d'adjudication nommé à sa faillite, l'immeuble ci-après mentionné, savoir :

Un lot de terre sis et situé dans la cité de Saint-Henri, dans le comté d'Hochelaga, dans le district de Montréal, connu comme faisant partie du lot numéro soixante et six (66), de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro neuf cent quarante et un (941), la dite partie mesurant trente (30) pieds de front par soixante et onze (71) pieds de profondeur ; borné en front par la rue Delisle, d'un côté par le lot numéro soixante et cinq (65), de l'autre côté par le lot numéro soixante et sept (67), de la susdite subdivision neuf cent quarante et un (941), et en arrière par le résidu du dit lot numéro soixante et six (66), formant partie d'une ruelle en commun

1. The south east part containing thirteen feet in width of the lot number seven hundred and fifty-five A (755 A), of the cadastral plan for the said Saint Louis ward, and :

2. The north west part containing five feet in width of the lot official number seven hundred and fifty-five B (755 B), of the cadastral plan of said Saint Louis ward ; said lot of land bounded in front by City Hall avenue (formerly German street), in rear by a lane, to the north west by the remainder of said lot official number seven hundred and fifty-five A (755 A), and to the south east by the residue of said lot official number seven hundred and fifty-five B (755 B)—with the buildings thereon erected and bearing civic number 532, City Hall avenue.

To be sold at my office, in the city of Montréal, on the FIFTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office. Sheriff.
Montréal, 29th May, 1901. 2372

[First published, 1st June, 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS (B).

Circuit Court.—District of Montréal.

Montréal, to wit : } LOUIS PHILIPPE BERARD
No. 17196. } L. AND DONAT BRODEUR,
both advocates, of the city and district of Montréal, and practising there in partnership under the firm of Berard & Brodeur, Plaintiffs ; against the lands and tenements of MOISE VAINÉ, of the same place, Defendant.

A certain lot of land situate in the city of Montréal, known and distinguished upon the official plan and book of reference of the village of Saint Jean Baptiste, as subdivision number one thousand two hundred and nineteen, of lot official number fifteen, said lot fronting on City Hall avenue—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montréal, on the TWENTIETH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERF,

Sheriff's Office. Deputy Sheriff.
Montréal, 15th May, 1901. 2088

[Publication of 11th May, 1901, is null.]

[First published, 18th May, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montréal.

No. 2780. } F. GERDINAND GUSTAVE LEDUC,
manager, of the city and district of Montréal, Plaintiff ; against the lands and tenements of DAME ANGELINA PICHETTE, wife separated as to property of Adolphe Paquette, both of the city of Saint-Henri, in the district of Montréal, and there carrying on business alone under the style and firm of "A. Paquette & Cie", and the said Adolphe Paquette to authorize his wife for the purposes hereof, Defendant, in which case Joseph W. Smith, of the city and district of Montréal, is also defendant.

Seized as belonging to the said defendant, Dame Angéline Paquette, and in the possession of Alexandre Desmarceau, curator duly appointed to her insolvent estate, the immovable hereinafter mentioned, to wit :

A lot of land situate and being in the city of Saint-Henri, in the county of Hochelaga, in the district of Montréal, known as forming part of the lot number sixty-six (66), of the subdivision of the official lot known and described on the official plan and in the book of reference of the municipality of the parish of Montréal, as number nine hundred and forty-one (941), the said part measuring thirty (30) feet in front by seventy-one (71) feet in depth ; bounded in front by Delisle street, on one side by lot number sixty-five (65), on the other side by lot number sixty-seven (67), of the said subdivision nine hundred and forty-one (941), and in rear by the residue of the said lot number sixty-six (66), forming part of a lane in common with those

avec ceux y ayant droit—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 15 mai 1901. 2187-2
[Première publication, 18 mai 1901.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : **A**LEXANDER SIMPSON, No 229, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, gérant de banque, Demandeur ; contre **THE CAPITAL POWER COMPANY, (LIMITED)**, corps politique et incorporé, ayant son bureau et sa principale place d'affaires dans la cité d'Ottawa, et Robert Hughes Conroy, de la ville d'Aylmer, dans le district d'Ottawa, province de Québec, et William Jackson Conroy, du même lieu, marchands de bois, faisant affaires sous les nom et raison de R. & W. Conroy, Défendeurs.

Comme appartenant à la dite défenderesse, The Capital Power Company (Limited).

1° Toute cette partie du lot No quinze A, dans le premier rang du canton de Hull, dans le comté de Wright et district d'Ottawa, conformément aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton, situé au sud du droit de passage de The Pontiac Pacific Junction Railway Company, formant partie du lot ci-devant connu comme lot No quinze (15), dans le dit premier rang du dit canton de Hull—ensemble avec le bureau, maisons et autres bâtisses, étables et granges sus-érigées, les moulins, écluses, cloisons mobiles, maisons pour le pouvoir électrique sur ou près du dit lot, les machines qui s'y trouvent, autres que certaines machines en rapport au moulin à farine et à l'élevateur et appartenant aux locataires d'icelui, et les machines électriques dans la maison du pouvoir louée à la dite Hull Electric Co., telles que mentionnées dans l'acte de vente et dans le bail faits à la dite Hull Electric Company, ci-après mentionnés, et aussi à l'exception des machines électriques contenues dans la nouvelle maison en briques du pouvoir électrique, lesquelles machines appartenant à The Canadian General Electric Company of Toronto ; aussi cette île connue comme île Conroy, dans la rivière Ottawa, à Deschene, en front du dit lot quinze A (15 a), et les pouvoirs d'eau en rapport avec icelle, acquis par les parties en premier lieu nommées de Sa Majesté la Reine, par lettres patentes de la province de Québec, le 9e jour d'août 1894, à l'exception :

(a) De la propriété et des droits vendus à The Hull Electric Co., par acte en date du 26e jour de janvier 1897, et enregistré au long dans le bureau d'enregistrement du comté de Wright, le 29e jour de janvier 1897, dans le livre B, vol. 42, sous le No 218, et de plus, par acte d'accord entre les dites parties en premier lieu mentionnées et la dite Hull Electric Co., par acte en date du 6 mai 1898.

(b) La propriété et les droits vendus à The Deschene Electric Co., par acte en date du 27 janvier 1898 et de plus par acte en date du sixième jour de juin 1898, enregistré dans le dit bureau d'enregistrement le quinzième jour de juin 1898, dans le registre B, vol. 1, sous le No 482.

(c) Sujet aussi au bail d'un certain pouvoir accordé à The Hull Electric Company, par bail en

having a right thereto—with the buildings thereon erected—circumstances and dependences.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 15th May, 1901. 2188
[First published, 18th May, 1901.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : **A**LEXANDER SIMPSON, of No. 229, the city of Ottawa, in the province of Ontario, bank manager, Plaintiff ; against **THE CAPITAL POWER COMPANY (LIMITED)**, a body politic and corporate, having its head office and principal place of business in the said city of Ottawa, and Robert Hughes Conroy, of the town of Aylmer, in the district of Ottawa, province of Quebec, and William Jackson Conroy, of the same place, lumbermen, carrying on business under the name and style of R. & W. Conroy, Defendants.

As belonging to the said defendants, The Capital Power Company (Limited).

1. All that part of lot No. fifteen A, in the first range of the township of Hull, in the county of Wright and district of Ottawa, according to the official plan and book of reference for the said township, lying south of the right of way of the Pontiac Pacific Junction Railway Co., forming portion of lot formerly known as lot number fifteen (15), in the said first range of the said township of Hull—t-gether with the office, houses and all outbuildings, stables and barns thereon erected, the mills, dams, bulk heads, power houses on or adjacent thereto and the machinery contained therein others than certain machinery connected with the grist mill and elevator and belonging to the tenants thereof, and the electrical machinery in the power house leased to the said Hull Electric Co., as set forth in the deeds of sale and lease to the said Hull Electric Co., hereinafter referred to, and also excepting the electrical machinery contained in the new brick electrical power house which machinery belongs to The Canadian General Electric Company of Toronto ; also that certain island known as Conroy's Island, in the Ottawa river, at the Deschene, in front of the said lot fifteen A (15 a), and the water powers connected therewith, acquired by the said parties of the first part from Her Majesty the Queen, by letters patent of the province of Quebec, on the 9th day of August, 1894, excepting therefrom :

(a) The property and rights sold to the Hull Electric Co. by deed bearing date the 26th January, 1897, and registered at length in the registry office for the county of Wright, on the 29th day of January, 1897, in lib. B, vol. 42, under the No. 218, and supplemented by deed of agreement between the said parties of the first part and the said Hull Electric Co., by deed of the 6th May, 1898.

(b) The property and rights sold to the Deschene Electric Co., by deed bearing date 27th January, 1898, and supplemented by deed of the sixth day of June, 1898, registered in the said registry office on the fifteenth day of June, 1898, in lib. B. vol. 1, under the No. 482.

(c) Subject also to the lease of a certain power granted to the Hull Electric Company, by deed of

quinze A (15a), et s'étendant sur toute la longueur de la dite Ile et tout le lit de la Rivière Ottawa, pouvoir d'eau, droits et privilèges sur les dit divers lots déjà mentionnés et sur ce qui s'y rapporte, aussi sur tous les pouvoirs d'eau déjà en usage ou qui pourront le devenir à l'exception de telles parties d'iceux que les dits défendeurs Conroy ont et peuvent avoir vendus à "The Hull Electric Co." et à "The Deschene Electric Co." suivant actes ci-dessus mentionnés, avec toutes les servitudes et privilèges existant actuellement en faveur des mêmes sur toutes les propriétés adjacentes de "The Hull Electric Co." et "The Deschene Electric Co." ci-dessus mentionnées, et le residu du dit lot quinze A (15a), mais sujette aussi aux servitudes créées sur le lot ayant un pouvoir d'eau et ce qui se rapporte en faveur de la propriété voisine appartenant à "The Hull Electric Co." et "The Deschene Electric Co." suivant les dits actes de vente à elles consentis.

3° Toute la ligne de poteaux, ou tous les poteaux depuis la propriété ci-dessus décrite jusque dans la cité de Hull, et dont la direction peut être plus spécialement décrite comme suit :

Commencant à un point situé à une distance de 734 pieds dans une direction nord, quatre-vingt-deux degrés cinquante-cinq minutes (80, 55') est, astronomiquement depuis un poteau ou cheville munie d'un anneau en fer, planté sur la rive nord de la rivière Ottawa, vingt-deux pieds six pouces (22, 6') à partir de la marque de la haute marée sur le lot quinze A (15 A), du premier rang du canton de Hull, comté de Wright, province de Québec ; de là, dans une direction nord six degrés trente-sept minutes (6, 37') ouest, astronomiquement, une distance de mille deux cent cinquante-trois (1253) pieds, plus ou moins ; de là, dans une direction nord vingt-sept minutes (0, 27') est, astronomiquement, une distance de cinq cent cinquante-un pieds (551), plus ou moins ; de là, dans une direction nord, huit degrés dix minutes (8, 10') est, astronomiquement, une distance de cent vingt pieds (120), plus ou moins ; de là, dans une direction nord, quatorze degrés quatorze minutes (14, 14') est, astronomiquement, une distance de 611 pieds, plus ou moins ; de là, dans une direction nord, neuf degrés et trente-neuf minutes (9, 39') est, astronomiquement, deux cent cinquante-neuf pieds (259), plus ou moins jusqu'au côté sud du droit de passage de The Hull Electric Co. ; de là, dans la direction du droit de passage de The Hull Electric Co., sur le côté nord d'icelui, dans une direction est jusqu'aux limites ouest de la cité de Hull ; de là, suivant le dit droit de passage et sur le dit passage de la compagnie des chemins macadamisés d'Aylmer et Ottawa, dans une direction est, jusqu'au lot trois cent quatorze (314), du quartier un, suivant le plan et le livre de renvoi officiels de la dite cité de Hull, avec tous les droits et privilèges concernant l'entretien et le maintien des dits poteaux obtenus des propriétaires, sur les terrains desquels ils sont plantés et érigés, tel que les dites lignes sont maintenant érigées sur les dites propriétés, aussi les deux stations de transmission et les maisons servant pour accumuler l'électricité, érigées sur la terre appartenant à E. B. Eddy Co., dans la cour du moulin à papier et du moulin à sulfate, tous deux situés dans la cité de Hull, dans le dit comté, avec tous les poteaux, fils et instruments qui font les connections entre les maisons pour transmissions et les divers pouvoirs moteurs appartenant à la dite E. B. Eddy Company.

Comme appartenant aux dits défendeurs, Robert Hughes Conroy et William Jackson Conroy.

(1) Cette terre connue comme l'arrière ferme sur le chemin à barrière Aylmer et Ottawa, et étant en outre connue sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du dit canton de Hull, comme lots numéros dix-sept A et dix-sept B (17a et 17b), dans le deuxième rang du dit canton — ensemble les bâtisses, sus-érigées et améliorations faites.

(2) Cette certaine partie de la partie nord du lot numéro douze E (12 e) dans le deuxième rang du canton de Hull sur le plan et dans le livre de renvoi

(15 a), and extending the entire length of said Island and all the bed of the River Ottawa, water power, rights and privileges appertaining to or connected with the said lots before enumerated and all the water-powers already developed or that may be hereafter developed thereon with the exception of such portions thereof as the said defendants Conroy may have sold to the Hull Electric Co. and to the Deschene Electric Co., by the deeds above mentioned, with all servitudes and privileges presently existing in favor of the same over and in connection with the adjoining properties of The Hull Electric Co. and The Deschene Electric Co., above referred to and the remainder of lot fifteen A (15 a) aforesaid, but subject also to the servitudes created over or in connection with the said water lot in favor of the adjoining property of the Hull Electric Co. and The Deschene Electric Co., by said deeds of sale to them.

3. That certain pole line extending from the property before described to and into the city of Hull, the direction of which may be more specially described as follows :

Beginning at a point which is situated at a distance of 734 feet on a course north, eighty degrees fifty-five minutes (80 55') east, astronomically, from an iron ring bolt planted on the north bank of the Ottawa river, twenty-two feet six inches (22 6'), from high water mark upon lot fifteen A (15 A), of the first range of the township of Hull, county of Wright and province of Quebec : thence, on a course of north six degrees thirty-seven minutes (6 37') west, astronomically, a distance of one thousand two hundred and fifty three (1253) feet, more or less ; thence, on a course of north twenty-seven minutes (0 27') east, astronomically, a distance of five hundred and fifty-one feet (551), more or less ; thence, on a course of north, eight degrees ten minutes (8 10') east, astronomically, a distance of one hundred and twenty feet (120), more or less ; thence, on a course of north fourteen degrees fourteen minutes (14 14') east, astronomically, a distance of 611 feet, more or less ; thence, on a course of north nine degrees and thirty-nine minutes (9 39') east, astronomically, two hundred and fifty-nine feet (259) more or less, to the south side of the Hull Electric Company's right of way ; thence, following and upon the direction of the Hull Electric Company's right of way, upon the north side thereof, in an easterly direction to the westerly limits of the city of Hull ; thence, following and upon the right of way of the Aylmer and Ottawa Macadamized Road Co. in an easterly direction, to lot three hundred and fourteen (314), of ward one, according to the official plan and book of reference of the said city of Hull, together with all the rights and privileges as regards the maintenance of the said poles obtained from the proprietors, upon whose grounds the same are erected, or over which the said lines as above laid out pass, also the two transformer stations and the lighting arrester houses, erected upon the land belonging to the E. B. Eddy Co., within the yard of their paper mill and of their sulphite mill, both situate in the city of Hull, in the county aforesaid, together with the several poles and wires and instruments which connect the transformer houses with the several power motors belonging to the said E. B. Eddy Company.

As belonging to the said defendants, Robert Hughes Conroy and William Jackson Conroy.

(1) That certain farm known as the back farm on the Aylmer and Ottawa Turnpike Road, and being further known on the official plan and book of reference for the said township of Hull, as lots numbers seventeen A and seventeen B (17 A and 17 B), in the second range of said township, — together with the buildings, betterments and improvements thereon erected

(2) That certain portion of the north part of lot number twelve E (12 e), in the second range of the township of Hull, on the official plan and book of

officiels du dit canton, connue comme étant le cimetière Conroy, et contenant huit acres, plus ou moins.

(3) Toute cette partie du lot quinze A (15 a), dans le premier rang du dit canton de Hull, située au nord de la propriété de The Capital Power Company, ci-dessus décrite, à l'exception des parties du dit lot vendues à la The Hull Electric Co., par acte déjà mentionné, et sujettes aux servitudes, s'il y en a, créées dans le dit acte, aussi dans le dit acte consenti à The Deschene Electric Company, excepté aussi la propriété de The Hull Electric Co. achetée de la compagnie du chemin de fer le Pacifique Canadien, qui est le présent droit de passage de The Hull Electric Co.—ensemble les bâtisses érigées sur les dites parties du dit lot, circonstances et dépendances.

(4) Les lots quinze b-1 et seize a-1 (15 b-1 et 16 a-1), dans le premier rang du canton de Hull, suivant les plan et livre de renvoi officiels—avec circonstances et dépendances.

(5) Aussi toute cette partie du lot quinze a (15 a), dans le premier rang du dit canton de Hull, sur laquelle est la résidence du défendeur William Jackson Conroy, la dite partie du dit lot étant ci-dessus décrite—avec les bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

(6) Les lots cent quinze, cent seize, cent dix-sept, cent vingt-trois, cent vingt-quatre, cent vingt-six, cent vingt-sept, cent vingt-huit, cent vingt-neuf, cent quarante, cent quarante-un, cent quarante-deux, cent quarante-trois, cent quarante-quatre, cent quarante-cinq, cent quarante-six, cent quarante-sept, cent quarante-huit (115, 116, 117, 123, 124, 126, 127, 128, 129, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148), du dit village Deschene, sur les plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Hull et du dit village Deschene—avec toutes les bâtisses sus-érigées, améliorations, circonstances et dépendances.

Toutes les dites propriétés ainsi annoncées seront vendues, sujettes aux réserves et conditions ci-dessus spécifiées et mentionnées, et aussi sujettes à un acte de vente avec faculté de réméré consenti par les dits défendeurs Robert H. Conroy et William Jackson Conroy, à un nommé Louis Simpson, de la cité d'Ottawa, gentilhomme, enregistré dans le dit bureau d'enregistrement du comté de Wright, le quinzième jour d'août dix-neuf cent, dans le registre B, vol. I, sous le No 362, et sujettes à une autre vente faite par les dits Robert H. Conroy et William Jackson Conroy à Alexander Simpson, de la cité d'Ottawa, gérant de banque, enregistrée au dit bureau d'enregistrement, le vingt-septième jour de septembre dix-neuf cent, dans le registre B, Vol. I, sous le No 539, une partie de la dite propriété mentionnée dans les dits deux derniers actes, étant plus au long décrite dans un avis donné par les dits Louis Simpson et Alexander Simpson au dit registraire, le quatrième jour de mars dix-neuf cent un, et par lui enregistré à la dite date dans le livre C, vol. I, sous le numéro 63.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, dit district d'Ottawa, le DIXIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du Shérif,
Hull, 4 juin 1901.

Shérif.
2457

[Première publication, 8 juin 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit—District de Montréal.

Ottawa, à savoir : } CHARLES CUSHING,
No 7863. } ROBERT A. DUNTON
& ROBERT H. BARRON, tous des cité et district
de Montréal, notaires, ci-devant pratiquant en
société comme tels sous les nom et raison de Cushing,

reference of the said township, known as the Conroy Cemetery, and containing eight acres, more or less.

(3) All that part of lot fifteen A (15 a), in the first range of the said township of Hull, lying north of the property of The Capital Power Company, herein before described, but excepting therefrom the portions of said lot sold to the Hull Electric Company by deed already specified and subject to the servitudes, if any, created in the said deed, and in the said deed to The Deschene Electric Company, and excepting also the property of The Hull Electric Company purchased from The Canadian Pacific Railway Company, which is the present right of way of The Hull Electric Company—together with the buildings and appurtenances belonging to said portions of said lot.

(4) Lots fifteen b-1 and sixteen a-1 (15b-1 and 16a-1), in the first range of the township of Hull, according to the official plan and book of reference thereof—with the appurtenances thereto belonging.

(5) Also all that part of lot fifteen A (15 A), in the first range of the said township of Hull, upon which is situated the residence of the defendant William Jackson Conroy, said portion of said lot being hereinbefore described—with the buildings and improvements thereon erected, and all and every the appurtenances thereto belonging.

(6) Lots one hundred and fifteen, one hundred and sixteen, one hundred and seventeen, one hundred and twenty-three, one hundred and twenty-four, one hundred and twenty-six, one hundred and twenty-seven, one hundred and twenty-eight, one hundred and twenty-nine, one hundred and forty, one hundred and forty-one, one hundred and forty-two, one hundred and forty-three, one hundred and forty-four, one hundred and forty-five, one hundred and forty-six, one hundred and forty-seven, one hundred and forty-eight (115, 116, 117, 123, 124, 126, 127, 128, 129, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148), of the said village of Deschene, according to the official plan and book of reference of said township of Hull, and said village of Deschene—together with all the buildings, betterments and improvements thereon.

All of the foregoing properties hereby advertised being sold subject to the exceptions and conditions herein before specified and also subject to a certain deed of sale with right of redemption from the said defendants Roberts H. Conroy and William Jackson Conroy, to one Louis Simpson of the city of Ottawa, gentleman, registered in the said registry office for the county of Wright, on the fifteenth day of August, nineteen hundred, in register B, vol. I, under the No. 362, and subject to a further sale made by the said Robert H. Conroy and William Jackson Conroy to Alexander Simpson, of the city of Ottawa, bank manager, registered in the said registry office, on the twenty-seventh day of September, nineteen hundred, in register B, vol. I, under the No. 539, a portion of the said property in the two last deeds mentioned being more fully described in a notice given by the said Louis Simpson and Alexander Simpson to the said register on the fourth day of March, nineteen hundred and one, and by him registered on said date in lib. C, vol. I, under the No. 63.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, said district of Ottawa, on the TENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's Office,
Hull, 4th June, 1901.

Sheriff.
2458

[First published, 8th June, 1901.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court—District of Montreal.

Ottawa, to wit : } CHARLES CUSHING, RO-
No. 7863. } BERT A. DUNTON, &
& ROBERT H. BARRON, all of the city and district
of Montreal, notaries, heretofore practising in co-
partnership as such under the name, style and firm

Dunton & Barron, Demandeurs ; contre DAME JENNIE HAGGART, des cité et district de Montréal, veuve de feu James G. Parks, en son vivant du même lieu, photographe, et al., Défendeurs, à savoir :

Ces étendues ou morceaux de terre situés dans le canton de Ponsonby, dans le comté d'Ottawa, dans la province de Québec, contenant deux cent cinquante-deux acres et deux vergées, plus ou moins, avec l'allocation ordinaire pour chemins publics, connus comme lots numéros treize et quatorze, dans le troisième rang du canton de Ponsonby ausdit, aussi la moitié sud-est du lot numéro quinze, dans le dit troisième rang, contenant cinquante acres et deux vergées—avec les bâties sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendus dans le bureau d'enregistrement, dans le village de Papineauville, le DIX-HUITIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du Shérif.

Hull, 14 mai 1901.

[Première publication, 18 mai 1901.]

Shérif.

2155-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Circuit.—Comté d'Argenteuil.

Ottawa, à savoir : } HENRY P. H. BRUMELL, No. 147. } Agent, de la ville de Buckingham, dans le district d'Ottawa, Demandeur ; contre MAX ROSENBLUTH, commerçant, de Wilkesbarre, dans Pensylvanie, un des Etats-Unis d'Amérique, Défendeur, à savoir :

Toutes les mines et droits de mines sur le lot numéro vingt-six B (26 B), dans le dixième rang du canton de Lochaber, dans le district d'Ottawa, conformément aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton, acquis par le dit défendeur de Richard Burke, par acte de vente enregistré dans le bureau d'enregistrement du comté de Labelle, le vingt-deuxième jour de décembre 1899, sous le No 2091

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du village de Papineauville, le DIX-HUITIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du Shérif.

Hull, 15 mai 1901.

[Première publication, 18 mai 1901.]

Shérif.

2195-2

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } A ZARIAS NAUD, de la No. 1696. } paroisse de Deschambault ; contre PIERRE BEAUCAGE, de la paroisse de Deschambault, à savoir :

Le No 181 (cent quatre-vingt-un), du cadastre officiel de la paroisse de Deschambault, comté de Portneuf, étant un emplacement situé en la deuxième concession, près de la station Lachevrotière—avec bâties, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Deschambault, le VINGT-HUITIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. B. AMYOT,

Bureau du Shérif,

Québec, 23 mai 1901.

[Première publication, 25 mai 1901.]

Député Shérif.

2269-2

of Cushing, Dunton & Barron, Plaintiffs ; against DAME JENNIE HAGGART, of the city and district of Montreal, widow of the late James G. Parks, in his lifetime of the same place, photographer, et al., Defendants, to wit :

Those certain tracts or parcels of land situate in the township of Ponsonby, in the county of Ottawa, in the province of Quebec, containing by admeasurement two hundred and fifty-two acres and two roods, more or less, with the usual allowance for highways, and known as lots numbers thirteen and fourteen, in the third range, of the township of Ponsonby aforesaid, also the south east half of lot number fifteen, in the said third range, containing fifty acres and two roods—with the buildings and appurtenances thereon.

To be sold at the registry office, in the village of Papineauville, on the EIGHTEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's office,

Hull, 14th May, 1901.

[First published, 18th May, 1901.]

Sheriff

2156

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court.—County of Argenteuil.

Ottawa, to wit : } HENRY P. H. BRUMELL, No. 147. } Agent, of the town of Buckingham, in the district of Ottawa, Plaintiff ; against MAX ROSENBLUTH, trader, of Wilkesbarre, in Pennsylvania, one of the United States of America, Defendant, to wit :

All the mines and mining rights on the lot number twenty-six B (26 B), in the tenth range of the township of Lochaber, in the district of Ottawa, according to the official plan and book of reference of said township, acquired by said defendant from Richard Burke, by deed of sale registered, in the registry office of the county of Labelle, on the 22nd December, 1899, under No. 2091.

To be sold at the registry office, in the village of Papineauville, on the EIGHTEENTH day of JUNE next, at HALF-PAST TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's Office,

Hull, 15th May, 1901.

[First published, 18th May, 1901.]

Sheriff

2196

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } A ZARIAS NAUD, of the No. 1696. } parish of Deschambault ; against PIERRE BEAUCAGE, of the parish of Deschambault, to wit :

No. 181 (one hundred and eighty-one), of the official cadastre of the parish of Deschambault, county of Portneuf, being a lot situate in the second concession, near the Lachevrotière station—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Deschambault, on the TWENTY-EIGHTH day of JUNE next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. B. AMYOT,

Sheriff's Office,

Quebec, 23rd May, 1901.

[First published, 25th May, 1901.]

Deputy Sheriff.

2270

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour de Circuit, comté de Berthier—District de Joliette.

Sorel, à savoir : } **DAME ALMA CREPEAU**,
No 1836. } Demanderesse; contre
LS. PIERRE DESROSISERS, Défendeur.

Un emplacement sis et situé en la ville de Berthier, dans le comté de Berthier, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite ville, sous le numéro quatre-vingt-huit (88); borné au nord-ouest par la rue William, au sud-est par le No 87, au sud-ouest par la rue de l'Eglise, et au nord-est par le No 92, contenant vingt-mille huit cent quatre-vingt-dix-huit pieds en superficie—avec maisons et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Berthier, le **DIX-NEUVIEME** jour du mois de **JUIN** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sorel, 14 mai 1901. 2177-2
[Première publication, 18 mai 1901.]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } **FRANÇOIS VERVILLE**, De-
No 4323. } mandeur; contre **JEAN-BAPTISTE COUTURIER**, Défendeur.

Une portion de terre située en la paroisse de Saint-Bonaventure d'Upton, en le sixième rang, de la contenance de deux arpents de largeur sur trente-cinq arpents de profondeur, le tout plus ou moins, tenant d'un bout au chemin de front du dit rang, de l'autre bout à la ligne de Grantham, d'un côté au lot quatre-vingt-neuf, et de l'autre côté au lot quatre-vingt-onze—avec maison, grange et autres bâtisses dessus construites, laquelle portion de terre est celle décrite comme lot numéro quatre-vingt-dix, aux plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de Saint-Bonaventure d'Upton, comté d'Yamaska.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Bonaventure d'Upton, le **DIX-HUITIEME** jour du mois de **JUIN** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sorel, 15 mai 1901. 2191-2
[Première publication, 18 mai 1901.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.

Trois Rivières, à savoir : } **DAME OLIVE VAL-**
No 62. } **LEE**, Demande-
resse; vs. **VICTOR DESMARAIS**, Défendeur.

Un emplacement situé en la cité des Trois-Rivières, coin des rues Saint-Pierre et avenue Laviolette ou rue Deschamps, contenant quatre-vingts pieds de front sur la rue Saint-Pierre ou sur cent vingt pieds de profondeur sur l'avenue Laviolette ou rue Deschamps, formant neuf mille huit cent quinze pieds en superficie—avec quatre maisons dessus construi-

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Circuit Court of the county of Berthier—District of Joliette.

Sorel, to wit : } **DAME ALMA CREPEAU**,
No. 1836. } Plaintiff; against **LS. PIERRE DESROSISERS**, Defendant.

A lot situate and being in the town of Berthier, in the county of Berthier, known and described on the official plan and in the book of reference of the cadastre of the said town, as number eighty-eight (88); bounded on the north west by William street, on the south east by No. 87, on the south west by Church street, and on the north east by No. 92, containing twenty thousand eight hundred and ninety-eight feet in area—with houses and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Berthier, on the **NINETEENTH** day of the month of **JUNE** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, 14th May, 1901. 2178
[First published, 18th May, 1901.]

FIERI FACIAS.

Superior Court—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } **FRANÇOIS VERVILLE**, Plain-
No. 4323. } tiff; against **JEAN BAPTISTE COUTURIER**, Defendant.

A portion of land situate in the parish of Saint Bonaventure d'Upton, in the sixth range, containing two arpents in width by thirty-five arpents in depth, the whole more or less; bounded at one end by the front road of the said range, at the other end by the line of Grantham, on one side by lot eighty-nine, and on the other side by lot ninety-one—with house, barn and other buildings thereon erected, which portion of land is that described as lot number ninety, on the official plan and in the book of reference for the said parish of Saint Bonaventure d'Upton, county of Yamaska.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Bonaventure d'Upton, on the **EIGHTEENTH** day of the month of **JUNE** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, 15th May, 1901. 2192
[First published, 18th May, 1901.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **DAME OLIVE VAL-**
No. 62. } **LEE**; Plaintiff, vs.
VICTOR DESMARAIS, Defendant.

A lot situate in the city of Three Rivers, corner of Saint Peter street and Laviolette avenue or Deschamps street, containing eighty feet in front on Saint Peter street, by one hundred and twenty feet in depth on Laviolette avenue or Deschamps street, forming nine thousand eight hundred and fifteen feet in area—with four houses thereon erected,

tes circonstances, et dépendances, connu et désigné comme étant le lot numéro deux mille cent soixante et douze (2172), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement de la cité des Trois-Rivières.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité des Trois-Rivières, le DIXIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 5 juin 1901. 2425
[Première publication, 8 juin 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure—District des Trois Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } DAME MARIE-
No 128. } DANNE BEDARD,

Demanderesse; contre ROGER BERGERON, Défendeur.

Un lot de terre situé à "Shawinigan Falls," formant partie du lot officiel six cent vingt-huit (628), du plan cadastral et livre de renvoi officiel de la paroisse de Sainte-Flore, connue comme étant la subdivision numéro six cent vingt-huit (628), trois cent quarante-six (346), au plan préparé par J. P. B. Casgrain, arpenteur provincial, et déposé, contenant quatre-vingt-quatre pieds et deux pouces de front sur une largeur de soixante et sept pieds, plus ou moins, au bout de la profondeur sur quatre-vingt-douze pieds de profondeur; borné au front à la Quatrième rue, Nos 628, 345, en arrière à une ruelle, Nos 628, 340, du côté sud-est au Nos 628, 345, et à l'ouest à Station avenue, Nos 628, 347—avec une maison dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Flore, le ONZIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 5 juin 1901. 2449
[Première publication, 8 juin 1901.]

Nomination

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 1er juin 1901, de nommer M. Félix Marois, un des officiers publics de cette province, de la cité de Québec, greffier des conseils de conciliation et d'arbitrage chargés du règlement des conflits industriels. 2471

Proclamation

Canada, }
Province de } L. A. JETTÉ.
Québec. }
[L. S.]

EDOUARD VII, par la grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'elles pourront concerner,—SALUT :

PROCLAMATION

HORACE ARCHAMBEAULT, } ATTENDU que MM.
Proc.-Général. } N. Bernier, V. L.
Gagnon, L. de Gonzague Belzile, H. G. Lepage et
A. Audet, commissaires dûment nommés pour les fins
du chapitre premier du titre neuf des Statuts refon-
dus de la province de Québec, dans et pour le dio-
cèse catholique romain de Rimouski, dans Notre

circumstances and dependencies, known and described as lot number two thousand one hundred and seventy-two (2172), on the plan and in the book of reference of the official cadastre for the city of Three Rivers.

To be sold at my office, in the city of Three Rivers, on the TENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 5th June, 1901. 2426
[First published, 8th June, 1901.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } DAME MARIE ANNE
No. 128. } BEDARD, Plaintiff;
against ROGER BERGERON, Defendant.

A lot of land situate at Shawinigan Falls, forming part of the official lot six hundred and twenty-eight (628), of the cadastral plan and official book of reference of the parish of Sainte Flore, known as being subdivision number six hundred and twenty-eight (628), three hundred and forty-six (346), on the plan prepared by J. P. B. Casgrain, provincial surveyor, and fyled, containing eighty-four feet two inches in front by a width of sixty-seven feet, more or less, at the end of the depth by ninety-two feet in depth; bounded in front by the Fourth street Nos. 628, 349, in rear by a lane Nos. 628, 340, on the south east side by Nos. 628, 345, and on the west by Station avenue, Nos. 628, 347—with a house thereon erected circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Flore, on the ELEVENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 5th June, 1901. 1450
[First published, 8th June, 1901.]

Appointment

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 1st of June, 1901, to appoint Mr. Félix Marois, of the city of Quebec, one of the public officers of this province, clerk of the councils of conciliation and of arbitration appointed for the settlement of industrial disputes. 2472

Proclamation

Canada, }
Province of } L. A. JETTÉ.
Quebec. }
[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, KING, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } WHEREAS Messrs.
Atty.-General. } N. Bernier, V. L.
Gagnon, L. de Gonzague Belzile, H. G. Lepage et
A. Audet, commissioners duly appointed for the pur-
poses of chapter first of title nine of the Revised
Statutes of the province of Quebec, in and for the
Roman Catholic diocese of Rimouski, in Our province

province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, ont, sous l'autorité des dits statuts, fait un rapport de leur opinion au lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, accompagné d'un *procès-verbal* de leurs procédés, par lequel ils décrivent et déterminent les limites et bornes qu'ils croient le plus convenable d'assigner à la paroisse de Saint-Jules, dans le comté de Bonaventure, dans le dit diocèse susdit, comme suit, savoir :

Vers le nord, partie par la rivière Skimenac et partie par l'arrière ligne du canton de New-Richmond ; vers le sud, partie par le 4e rang de New-Richmond, partie par le lot No 6, du rang Grande Cascapédia du même canton, partie par le prolongement, à travers la rivière, de la ligne séparative des lots Nos 7 et 8 du bloc "E" du 1er rang "Cascapédia," du canton Maria et par cette même ligne, partie par les lots 7a et 6b, du plan cadastral de Maria, second rang Cascapédia, partie par le lot No 5, du rang Patrickton, partie par le lot No 15 des 3e (partie est), 4e et 5e rangs du canton Maria, et enfin partie par le 3e rang du canton Angers ;

Vers l'est, partie par les lots No 7, des 5e, 6e, 7e et 8e rangs de New-Richmond, partie par le lot No 1, du 4e rang du même canton, partie par la rive est de la Grande Cascapédia, partie par les lots 7a et 6e du 2e rang Cascapédia, du plan cadastral de Maria, enfin partie par la ligne séparative du 2e rang et du rang Patrickton ;

Vers l'ouest, partie par les lots No 18, des 3e et 4e rangs du canton Angers, partie par le côté ouest du lot No 36, du 2e rang, partie par le côté ouest du lot No 31, du 1er rang de ce dernier canton, depuis le front du 2e rang jusqu'à la rivière Skimenac, partie par cette rivière, partie par le 2e rang de Maria, et enfin partie par la ligne extérieure nord ouest de New-Richmond.

La paroisse de Saint-Jules, telle que ci-haut décrite, à une superficie d'environ soixante-cinq (65) milles carrés.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse de Saint-Jules, ci-dessus décrites.

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de Saint-Jules, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits Statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce TROISIÈME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent un, et dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,

ADELARD TURGEON,

2473 Secrétaire de la province par intérim.

of Quebec, canonically acknowledged and erected by the ecclesiastical authorities, have, under the authority of the said statutes, made to the lieutenant-governor of Our said province of Quebec, a return of their opinion, with a *procès-verbal* of their proceedings, by which they describe and declare the limits and boundaries, which they think most expedient to be assigned to the parish of Saint Jules, in the county of Bonaventure, in the said Roman Catholic diocese of Rimouski, to be as follows, that is to say :

On the north, partly by the river Skimenac and partly by the rear line of the township of New Richmond, on the south, partly by the 4th range of New Richmond, partly by lot No. 6, of the Grand Cascapédia range of the same township, partly by the prolongation, across the river, of the dividing line of lots Nos. 7 and 8 of block E, in the 1st Cascapédia range of the township Maria and by that same line, partly by lots 7a and 6b, of the cadastral plan of Maria, second Cascapédia range, partly by lot No. 5 of the Patrickton range, partly by lot No. 15 of the 3rd (east part), 4th and 5th ranges of the township Maria, and lastly partly by the 3rd range of the township Angers ;

On the east, partly by lots Nos. 7, of the 5th, 6th, 7th and 8th ranges of New Richmond, partly by lot No. 1, of the 4th range of the same township, partly by the east bank of the Grand Cascapédia, partly by lot 7a and 6e of the 2nd Cascapédia, range of the cadastral plan of Maria, lastly, partly by the boundary line of the 2nd range and of the Patrickton range ;

On the west, partly by lots No. 18 of the 3rd and 4th ranges of the township Angers, partly by the side of lot No. 36 of the 2nd range, partly by the west side of lot No. 31, of the first range of this latter township, from the front of the 2nd range to the river Skimenac, partly by that river, partly by the 2nd range of Maria and lastly partly by the north west exterior line of New Richmond.

The parish of Saint Jules, such as herein above described, has an area of about sixty five (65) square miles.

NOW KNOW YE, that We have confirmed, established and recognized, and by these presents do confirm, establish and recognize the aforesaid limits and boundaries of the parish of Saint Jules aforesaid.

And We have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of Saint Jules, to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant Governor of the said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this THIRD day of JUNE, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and one, and in the first year of Our Reign.

By command,

ADELARD TURGEON,

2474 Interim provincial secretary.

Avis du Gouvernement

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 5 juin 1901.

La formation d'une association appelée "The Union Fraternal League", dans le but de travailler au bénéfice de ses membres moralement, intellectuellement et financièrement, en convoquant des hommes et femmes bons et honorables dans ses assemblées, et de travailler en tout temps pour administrer et promouvoir leurs intérêts, bien être et prospérité générale, a été autorisée par ordre en conseil en date du premier jour de juin 1901.

La principale place d'affaires de la société sera à Montréal.

2469 ADELARD TURGEON,
Secrétaire de la province par interim.

Avis Divers

Province de Québec, }
District of Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 393

Dame Marie Louise Eugénie Côté, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Wilbrod Baril, manufacturier, du même lieu,
Demanderesse ;

et
Le dit Joseph Wilbrod Baril, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée.

PELLETIER & LETOURNEAU,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 5 juin 1901. 2487

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District of Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re G. N. Pichet, manufacturier de biscuits, de la ville de Maisonneuve, Qué., Insolvable ;
et

Alex. Desmarteau, Curateur.
Un premier et dernier bordereau de dividende est préparé et sera ouvert à objection jusqu'au 24e jour de juin 1901, après laquelle date les collocations seront payables à mon bureau.

ALEX. DESMARTEAU,
Curateur.
1598, rue Notre-Dame.
Montreal, 5 juin 1901. 2477

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District d'Arthabaska }
Dans l'affaire de Esdras Paradis, Plessisville, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 25 juin 1901, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.
Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 6 juin 1901. 2479

Province de Québec, }
District of Québec. } *Cour Supérieure.*

Avis est par le présent donné que Alfred Lamontagne, de Québec, confiseur, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers le 4 juin

Government Notices

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Quebec, 5th June, 1901.

The formation of an association called "The Union Fraternal League" for the purpose of endeavoring to benefit its members morally, intellectually and financially, by congregating good, honorable men and women in its assemblies, and endeavoring at all times to minister to and promote their interests, well being and general prosperity, has been authorized by order in council dated the first of June, 1901.

The society's principal place of business is at Montreal.

2470 ADELARD TURGEON,
Interim Provincial Secretary.

Miscellaneous Notices

Province of Québec, }
District of Montréal. } *Superior Court.*
No. 393.

Dame Marie Louise Eugénie Côté, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Wilbrod Baril, manufacturer, of the same place,
Plaintiff ;

and
The said Joseph Wilbrod Baril, Defendant.
An action for separation of property has been instituted.

PELLETIER & LETOURNEAU,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 5th June, 1901. 2488

Bankrupt Notices

Province of Québec, }
District of Montréal. } *Superior Court.*
In re G. N. Pichet, biscuit manufacturer, of Maisonneuve, Québec, Insolvent ;
and

Alex. Desmarteau, Curator.
A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 24th day of June, 1901, after which date dividends will be payable at my office.

ALEX. DESMARTEAU,
Curator.
1598, Notre Dame street.
Montreal, 5th June, 1901. 2478

Canada, }
Province of Québec, } *Superior Court.*
District of Arthabaska }
In the matter of Esdras Paradis, Plaisisville, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 25th June, 1901, after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.
Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Québec, 6th June, 1901. 2480

Province of Québec, }
District of Québec. } *Superior Court.*

Notice is hereby given that Alfred Lamontagne, of Québec, confectioner, has, on the 4th day of June, 1901, made a judicial assignment of his pro-

1901, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

A. FAUCHER,
Gardien provisoire.
Bureau : 119, rue Saint-Pierre, Québec, 2485

Province de Québec, }
District de Montréal, } *Cour Supérieure.*
In re D. J. White, restaurateur, de la cité de Montréal, }
et }
Alex. Desmarteau, } Curateur.

Un premier et dernier bordereau de dividende est préparé en cette affaire, et sera ouvert à objections jusqu'au 24^e jour de juin 1901, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau

ALEX. DESMARTEAU,
Curateur.

1598, rue Notre-Dame.
Montréal, 6 juin 1901.

2475

party for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Quebec, according to law.

A. FAUCHER,
Provisional guardian.
Office : 119, Saint Peter street, Quebec. 2486

Province of Quebec, }
District of Montreal, } *Superior Court*
In re D. J. White, restaurant-keeper, of the city of Montreal, }
and }
Alex. Desmarteau, } Curator.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 24th day of June, 1901, after which date dividends will be payable at my office.

ALEX. DESMARTEAU,
Curator.

1598, Notre-Dame street.
Montreal, 6th June, 1901.

2476

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 23

ANNEXIONS DE MUNICIPALITÉS :—Divers lots de N. D. de Saint-Hyacinthe à La Providence, comté de Saint-Hyacinthe, 1337 ; Divers lots de La Présentation de la Sainte-Vierge à Côte de N. D. de Liesse, comté de Jacques-Cartier, 1336 ; Divers lots de Saint-Justin à Maskinongé, comté de Maskinongé, 1336.

ANNEXION DE MUNICIPALITÉS :—Demande d' :—Divers lots de Ahuntsic à Sault-au-Récollet, comté d'Hochelega, 1351 ; Divers lots de Howick à Sainte-Martine, comté de Châteauguay, 1350 ; Divers lots de Saint-Donat à Saint-Joseph de Lepage, comté de Matane, 1351 ; Divers lots de Saint-Elzéar à Saint-Séverin, comté de Beauce, 1336 ; Divers lots de Stoke à Brompton, comté de Richmond, 1350 ; Lot 350 de Saint-Pierre de Veronne à Saint-Sébastien d'Iberville, comté de Missisquoi, 1336.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 1331.

ASSOCIATION FORMÉE :—The Union Fraternal League, 1384.

BARREAU :—Section de Bedford :—Candidats à l'étude du droit, 1365.
Section de Montréal :—Candidats à l'étude du droit, 1364.
Section de Québec :—Candidats à l'étude du droit, 1365.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 1354 ; Conseil législatif, 1353.

ÉCOLE DISSIDENTE DISSOUE :—Cameron, comté d'Ottawa, 1351.

EXAMEN :—Candidats pour licence de mesureurs de bois, 1352.

FAILLIS :—Bédard et al., 1366 ; Clavel, 1366 ; Lamontagne, 1384 ; LeBoutillier & Co., 1366 ; Morneau, 1366 ; Paradis, 1384 ; Pichet, 1384 ; Ranson, 1365 ; Scully, 1366 ; The Investment Coy, 1367 ; White, 1385.

LETTRES PATENTES, DEMANDES DE :—Français, 1362 ; G. H. Harrower Coy, 1360 ; La Cie F. Lapointe, 1363 ; Le Club Saint-Ours, 1358 ; The American Silk Waist Coy, 1362 ; The Canadian Spool Cotton Coy, 1361 ; The Lake Megantic Furniture Coy, 1360 ; The Quebec Asbestos Coy, 1359 ; The Quebec Combination Rack Coy, 1358.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 23

MUNICIPALITIES ANNEXED :—Several lots of N. D. de Saint-Hyacinthe to La Providence, county of Saint-Hyacinthe, 1337 ; Several lots of La Présentation de la Sainte Vierge to Côte de N. D. de Liesse, county of Jacques Cartier, 1336 ; Several lots of Saint Justin to Maskinongé, county of Maskinongé, 1336.

MUNICIPALITIES ANNEXED :—Application for :—Several lots of Ahuntsic to Sault au Recollet, county of Hochelaga, 1351 ; Several lots of Howick to Sainte Martine, county of Chateauguay, 1350 ; Several lots of Saint Donat to Saint Joseph de Lepage, county of Matane, 1351 ; Several lots of Saint Elzéar to Saint Séverin, county of Beauce, 1336 ; Several lots of Stoke to Brompton, county of Richmond, 1350 ; Lot 350 of Saint Pierre de Veronne to Saint Sébastien d'Iberville, county of Missisquoi, 1336.

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices etc., 1331.

ASSOCIATION FORMED :—The Union Fraternal League, 1384.

BAR :—Section of Bedford :—Candidates to study of law, 1365.
Section of Montreal :—Candidates to study of law, 1364.
Section of Quebec :—Candidates to study of law, 1365.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notices Respecting the :—Legislative Assembly, 1354 ; Legislative Council, 1353.

DISSIDENT SCHOOL DISSOLVED :—Cameron, county of Ottawa, 1351.

EXAMINATION :—Candidates for license as lumber cutters, 1352.

INSOLVENTS :—Bedard et al., 1366 ; Clavel, 1366 ; Lamontagne, 1384 ; LeBoutillier & Co., 1366 ; Morneau, 1366 ; Paradis, 1384 ; Pichet, 1384 ; Ranson, 1365 ; Scully, 1366 ; The Investment Coy, 1367 ; White, 1385.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR :—Français, 1362 ; G. H. Harrower Coy, 1360 ; The F. Lapointe Coy, 1363 ; Le Club Saint Ours, 1358 ; The American Silk Waist Coy, 1362 ; The Canadian Spool Cotton Coy, 1361 ; The Lake Megantic Furniture Coy, 1360 ; The Quebec Asbestos Coy, 1359 ; The Quebec Combination Rack Coy, 1358.

LETTRES PATENTES ÉMISES :—The Arthabaska Shoe Coy, 1334 ; The Granby Printing and Publishing Coy, 1334 ; The Waterloo Knitting Mills Coy, 1335.

LICITATION :—Dlle McHugh vs Germain *et al*, 1367.

MINUTES DES NOTAIRES, DEMANDE DE TRANSFERT :—De Eug. Lafontaine à A. R. Leduc, 1352 ; De Hon. F. G. Marchand et T. R. Jobson à A. N. Deland, 1352.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :—Demande d'ériger en : Cascades, comté de Soulanges, 1352 ; Port Many, comté de Laval, 1351 ; Saint-Majorique, comté de Gaspé, 1351 ; Seal Rock, comté de Gaspé, 1352.

NOMINATIONS :—Commissaire d'école :—Saint-George de Windsor, comté de Richmond, 1331.
*Conseiller législatif :—*Division Shawinigan, 1331.
*Greffier des conseils de conciliation et d'arbitrage :—*F. Marois, 1382.

PROCLAMATIONS :—Convocation des Chambres, 1333 ; Votation au sujet du règlement de l'Acte de Tempérance du Canada, comté de Richmond, 1332 ; Paroisse érigée : Saint-Jules, comté de Bonaventure, 1382.

SÉPARATIONS DE BIENS :—Dmes Béland vs Clavet, 1356 ; Caouette vs Boulanger, 1357 ; Chainé vs Bellemare, 1358 ; Chamberlain vs Stanbridge, 1356 ; Côté vs Baril, 1384 ; Côté vs Paré, 1357 ; Danaud vs Brosseau, 1358 ; Desparois vs Jeannotte, 1357 ; Fleurent vs Trudeau, 1356 ; Gloutnay vs Brodeur, 1358 ; Mahieu vs Boisseau, 1356 ; Perrault vs Bourret, 1357 ; Symon vs Raphaelovitch, 1357 ; Vermette vs Lacroix, 1357.

TERRES DE LA COURONNE :—Avis de cancellation, etc. :—Cantons Addington, 1337 ; Amherst, 1336 ; Joly, 1335 ; Whitton, 1336.

VENTE DE LIMITES A BOIS, 1345.

VENTES PAR LES SHERIFFS :

BEAUCE :—Pomerleau vs Maheu, 1368.

BEAUHARNOIS :—Lecompte vs Lefebvre, 1368 ; Shank vs Cameron, 1369.

BEDFORD :—Angier vs Craig, 1371 ; Stone vs Whitehead, 1369.

GASPÉ :—Connolly vs The Baie des Chaleurs Railway Co *et al*, 1371.

MONTMAGNY :—Duval vs Dessaint, 1373.

MONTREAL :—Bérard *et al* vs Vaine, 1375 ; Binette, failli, 1373 ; Charbonneau & Pelletier vs Dme Desjardins, 1374 ; Dorval vs Pilk, 1374 ; Leduc vs Dme Pichette, 1375.

OTTAWA :—Brumell vs Rosenbluth, 1380 ; Cushing *et al* vs Dme Haggart *et al*, 1379 ; Simpson vs The Capital Power Coy, 1376.

QUÉBEC :—Naud vs Beaucage, 1380.

RICHELIEU :—Dme Crepeau vs Desrosiers, 1381 ; Verville vs Couturier, 1381.

TROIS-RIVIÈRES :—Dme Bedard vs Bergeron, 1382 ; Dme Vallée vs Desmarais, 1381.

QUÉBEC :—Imprimée par CHARLES PAGEAU, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi.

LETTERS PATENT GRANTED :—The Arthabaska Shoe Coy, 1334 ; The Granby Printing and Publishing Coy, 1334 ; The Waterloo Knitting Mills Coy, 1335.

LICITATION :—Dlle McHugh vs Germain *et al*, 1367.

MINUTES OF NOTARIES, APPLICATION FOR TRANSFER :—From Eug. Lafontaine to A. R. Leduc, 1352 ; From Hon. F. G. Marchand and T. R. Jobson to A. N. Deland, 1352.

SCHOOL MUNICIPALITIES :—Application to erect in : Cascades, county of Soulanges, 1352 ; Port Many, county of Laval, 1351 ; Saint Majorique, county of Gaspé, 1351 ; Seal Rock, county of Gaspé, 1352.

APPOINTMENTS :—School commissioner :—Saint George de Windsor, county of Richmond, 1331.
*Legislative councillor :—*Shawinigan division, 1331.
*Clerk of the councils of conciliation and of arbitration :—*F. Marois, 1382.

PROCLAMATIONS :—Parliament convoked, 1333 ; Polling relating the by-law of the Canada Temperance Act, county of Richmond, 1332 ; Parish erected : Saint Jules, county of Bonaventure, 1382.

SEPARATIONS AS TO PROPERTY :—Dmes Béland vs Clavet, 1356 ; Caouette vs Boulanger, 1357 ; Chainé vs Bellemare, 1358 ; Chamberlain vs Stanbridge, 1356 ; Côté vs Baril, 1384 ; Côté vs Paré, 1357 ; Danaud vs Brosseau, 1353 ; Desparois vs Jeannotte, 1357 ; Fleurent vs Trudeau, 1356 ; Gloutnay vs Brodeur, 1358 ; Mahieu vs Boisseau, 1356 ; Perrault vs Bourret, 1357 ; Symon vs Raphaelovitch, 1357 ; Vermette vs Lacroix, 1357.

CROWN LANDS :—Notice of cancellation, etc :—Townships Addington, 1337 ; Amherst, 1336 ; Joly, 1336 ; Whitton, 1336.

SALE OF TIMBER LIMITS, 1345.

SHERIFF'S SALES :

BEAUCE :—Pomerleau vs Maheu, 1368.

BEAUHARNOIS :—Lecompte vs Lefebvre, 1368 ; Shank vs Cameron, 1369.

BEDFORD :—Angier vs Craig, 13 ; Stone vs Whitehead, 1369.

GASPÉ :—Connolly vs The Baie des Chaleurs Railway Co. *et al*, 1371.

MONTMAGNY :—Duval vs Dessaint, 1373.

MONTREAL :—Bérard *et al* vs Vaine, 1375 ; Binette, insolvent, 1373 ; Charbonneau & Pelletier vs Dme Desjardins, 1374 ; Dorval vs Pilk, 1374 ; Leduc vs Dme Pichette, 1375.

OTTAWA :—Brumell vs Rosenbluth, 1380 ; Cushing *et al* vs Dme Haggart *et al*, 1379 ; Simpson vs The Capital Power Coy., 1376.

QUEBEC :—Naud vs Beaucage, 1380.

RICHELIEU :—Dme Crepeau vs Desrosiers, 1381 ; Verville vs Couturier, 1381.

THREE RIVERS :—Dme Bedard vs Bergeron, 1382 ; Dme Vallée vs Desmarais, 1381.

QUÉBEC :—Printed by CHARLES PAGEAU. Printer to His Most Excellent Majesty the King.